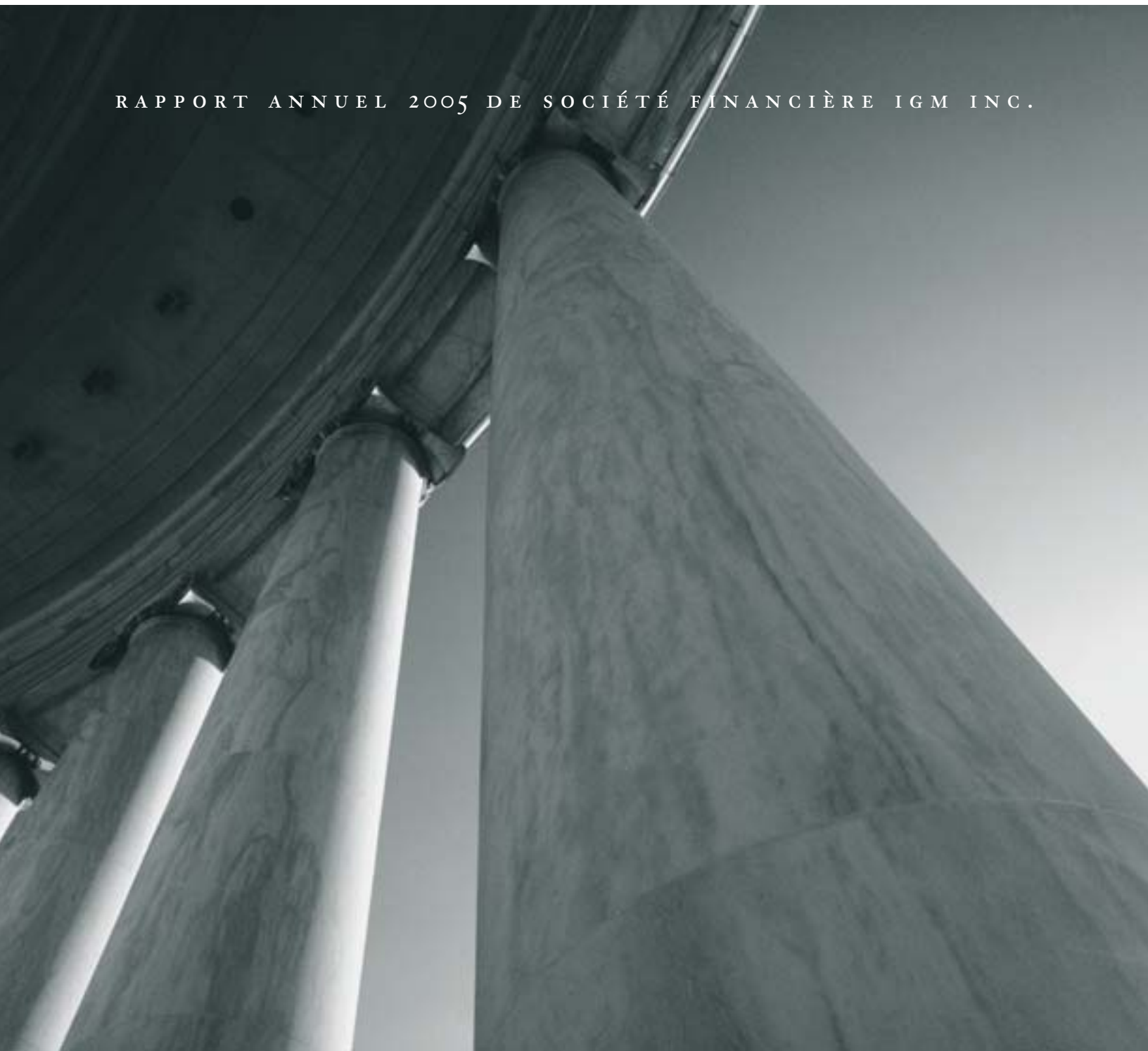


RAPPORT ANNUEL 2005 DE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.



Financière
IGM

SOLIDITÉ • VISION • CROISSANCE

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC. est une société de services financiers de premier plan au Canada grâce à un actif géré de plus de 100 G\$. La Société répond aux besoins financiers des Canadiens par l'entremise de plusieurs entreprises, et chacune exerce ses activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers. La Société s'engage à offrir toujours plus de croissance et de valeur à ses clients et à ses actionnaires. Société financière IGM Inc. fait partie du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power et ses actions sont cotées à la Bourse de Toronto (IGM).



8	Points saillants financiers	21	Rapport de gestion
9	Rapport aux actionnaires	55	Revue financière
12	Groupe Investors Inc.	85	Conseil d'administration et hauts dirigeants
16	Corporation Financière Mackenzie	86	Renseignements aux actionnaires
20	Investment Planning Counsel Inc.		

Avertissement à l'égard des déclarations prospectives

Il est possible que le présent rapport renferme des déclarations prospectives visant la Société, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « compter », « croire », « estimer », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les revenus, le résultat ou les taux de croissance), des stratégies ou perspectives commerciales courantes ainsi que des mesures futures que pourrait prendre la Société constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections financières courantes à l'égard d'événements futurs et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Société, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble.

Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future. En fait, les événements et les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ceux énoncés ou prévus dans les déclarations prospectives de la Société en raison, mais sans s'y limiter, d'importants facteurs comme les conditions générales économiques, politiques et des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, les activités des marchés des actions et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, les modifications sur le plan de la réglementation gouvernementale, les modifications aux lois fiscales, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues, les catastrophes et la capacité de la Société à effectuer des opérations stratégiques et à intégrer les entreprises acquises. Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs importants précités n'est pas exhaustive. Le lecteur est également incité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. Le lecteur est également prié de noter que la liste des facteurs importants précités n'est pas exhaustive. Sauf si la loi applicable l'exige expressément, la Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Mesures financières non définies par les PCGR

Le présent rapport annuel peut contenir également des mesures financières non définies par les PCGR. Les termes référant à des mesures financières non définies par les PCGR comprennent les suivants, sans s'y limiter : « Bénéfice net ajusté, bénéfice dilué par action, montant ajusté et rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, montant ajusté » et sont utilisés afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer les résultats. En outre, « bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) et bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) sont des mesures non définies par les PCGR utilisées afin de donner à la direction, aux investisseurs et aux analystes de placements des mesures additionnelles pour évaluer et analyser les résultats de la Société.

Toutefois, ces mesures financières hors PCGR n'ont pas de définition normalisée et ne sont pas directement comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés et peuvent ne pas être directement comparables à toute mesure prescrite par les PCGR. Veuillez consulter les rapprochements appropriés de ces mesures financières hors PCGR avec les mesures prescrites par les PCGR.

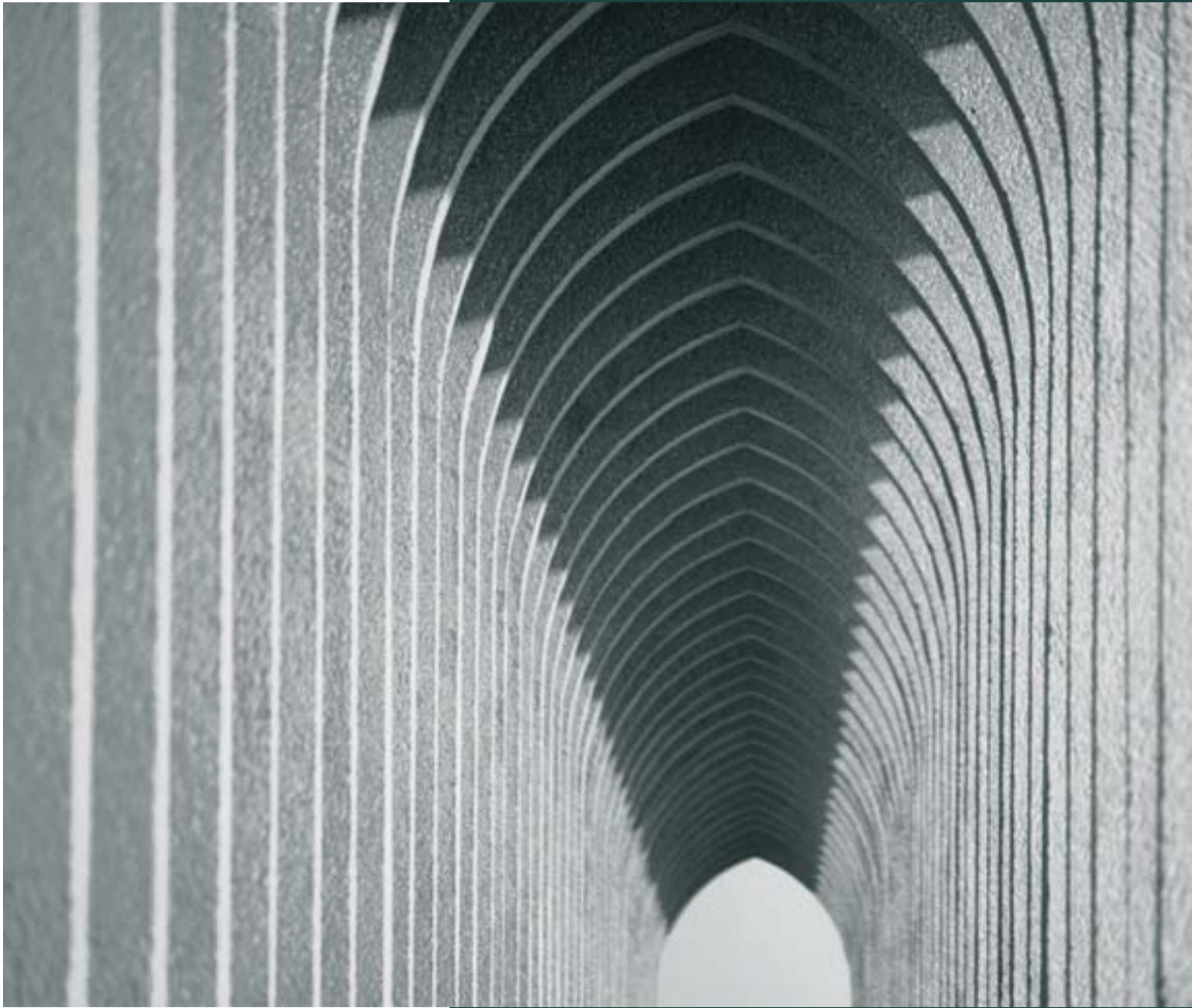
Notre force, notre vision à long terme et notre capacité à créer des occasions ont placé la Société financière IGM en position de leader au sein du secteur des services financiers. C'est à ce titre que nous envisageons l'avenir.





UNE FONDATION SOLIDE

La Société financière IGM tire continuellement profit de l'expérience de ses ressources et des avantages liés à sa taille que lui confèrent ses sociétés en exploitation et sa participation dans l'un des groupes des sociétés financières les plus prospères au Canada. La clé de notre force réside dans l'efficacité de nos multiples réseaux de distribution et dans notre savoir-faire en conception et en distribution de produits et services de gestion de placement de qualité.





UNE VISION À LONG TERME

Nous avons à cœur le succès à long terme de nos clients et de leurs conseillers, ainsi que celui de nos actionnaires. Notre vision à long terme éclaire le présent, nous permet de nous concentrer sur la rigueur d'exécution et nous laisse entrevoir l'avenir avec confiance.





UNE CROISSANCE RÉELLE

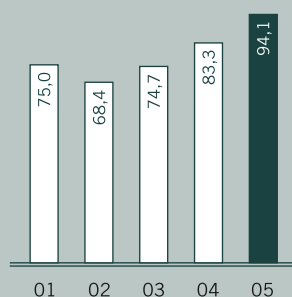
La croissance du secteur des services financiers au Canada est alimentée par l'intérêt grandissant des consommateurs pour l'innovation dans le domaine de l'épargne et du placement, ainsi que par leur recherche de conseils éclairés et personnalisés. L'expérience acquise en gestion de placements et en prestation de conseils financiers permet à notre Société de bénéficier d'un cadre solide au sein duquel elle pourra croître.

Points saillants financiers

	2005	2004	VARIATION
Bénéfice net (en M\$)			
Montant ajusté ¹⁾	682,4 \$	615,6 \$	10,9 %
Conformément aux PCGR	682,4	596,4	14,4
Bénéfice dilué par action			
Montant ajusté ¹⁾	2,56	2,31	10,8
Conformément aux PCGR	2,56	2,24	14,3
Rendement des capitaux propres			
Montant ajusté ¹⁾	20,0 %	19,8 %	
Conformément aux PCGR	20,0 %	19,1 %	
Dividendes par action	1,335	1,15	16,1
(en M\$)			
Fonds communs de placement			
Groupe Investors			
Ventes	5 488 \$	4 722 \$	16,2 %
Ventes nettes	778	218	257,0
Actif géré	50 701	44 510	13,9
Mackenzie			
Ventes	8 075	6 786	19,0
Ventes nettes	1 175	795	47,7
Actif géré	41 592	37 298	11,5
Investment Planning Counsel			
Ventes	407	259 ²⁾	n. d.
Ventes nettes	237	161 ²⁾	n. d.
Actif géré	1 858	1 497	24,1
Actif de fonds communs de placement géré combiné³⁾	94 116	83 273	13,0
Assurance en vigueur (capital nominal)	37 024	35 897	3,1
Opérations sur titres – actif administré	7 320	7 107	3,0
Prêts hypothécaires administrés	6 003	6 010	(0,1)
Employés	3 320	3 324	(0,1)%

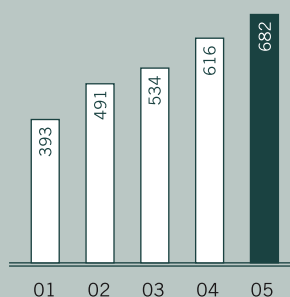
Actif de fonds communs de placement géré

Aux 31 décembre (en G\$)



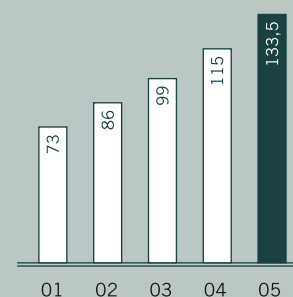
Bénéfice net

Pour les exercices (en \$M)



Dividendes par action

Pour les exercices (en cents)



2001 exclut l'amortissement de l'écart d'acquisition et les frais de restructuration liés à Mackenzie.
 2003 exclut le gain de dilution, la contre-passation de frais de restructuration liés à Mackenzie et les impôts sur les bénéfices hors caisse.
 2004 exclut l'indemnité versée aux porteurs de parts.

¹⁾ Mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la page 23 du rapport de gestion pour une explication relative à l'utilisation de mesures financières non définies par les PCGR par la Société.

²⁾ À compter de la date d'acquisition.

³⁾ Ajusté pour tenir compte d'un montant de 35 M\$ d'actifs intersectoriels (32 M\$ au 31 décembre 2004).

Rapport aux actionnaires

En 2005, la Société financière IGM et ses sociétés en exploitation ont poursuivi leur croissance. Au cours de l'exercice, les actionnaires ont de nouveau bénéficié de résultats financiers solides. Les deux principales entreprises de la Société, Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, ont amélioré leur pouvoir concurrentiel et ont affiché des résultats probants dans des domaines tels que les ventes, l'étendue des produits, la gestion de placements, le recrutement et le maintien en poste. La Société s'attache à soutenir ses planificateurs financiers et les investisseurs dans l'atteinte de leurs objectifs financiers et à tirer parti de la position solide qu'elle occupe et de son leadership pour créer de la valeur à ses clients, aux conseillers qui les servent ainsi qu'aux actionnaires.

APERÇU FINANCIER

Le bénéfice net pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 s'est chiffré à 682,4 M\$, contre un bénéfice net ajusté de 615,6 M\$ en 2004, soit une augmentation de 10,9 %. Le bénéfice par action a atteint 2,56 \$ contre un bénéfice par action ajusté de 2,31 \$ en 2004, soit une hausse de 10,8 %. Le bénéfice net et le bénéfice par action pour 2004, après ajustement, excluent une charge non récurrente. Le bénéfice net en 2004, sans ajustement, s'est établi à 596,4 M\$. Le bénéfice par action s'y rapportant a atteint 2,24 \$.

Les dividendes ont augmenté pour un seizième exercice consécutif, en hausse de 18,5 cents pour atteindre 1,335 \$ l'action pour l'exercice.

REGARD SUR LE SECTEUR

En 2005, les investisseurs canadiens ont une fois de plus bénéficié de rendements positifs importants sur les marchés des actions, ce qui a contribué à la croissance de la confiance des investisseurs qui a à son tour entraîné des rentrées de fonds communs de placement notables dans le secteur. L'Institut des fonds d'investissement du Canada (IFIC) a enregistré des ventes nettes de fonds de placement à long terme plus élevées pour 2005, comparativement à l'exercice précédent, et celles-ci représentent le plus haut niveau depuis 1998. Les ventes nettes de fonds de placement à long terme du secteur se sont établies à 25,1 G\$ pour 2005, comparativement à 16,6 G\$ pour 2004, ce qui représente

une augmentation de plus de 50 %. L'IFIC a enregistré, au 31 décembre 2005, que l'actif des fonds communs de placement avait augmenté de 14,6 % d'un exercice à un autre pour atteindre approximativement 570 G\$.

POINTS SAILLANTS DE L'EXPLOITATION

Le réseau de conseillers du Groupe Investors a enregistré une croissance soutenue en 2005. En misant davantage sur l'expertise en gestion et en leadership dans ses bureaux régionaux et en étendant son réseau de bureaux régionaux, le Groupe Investors a continué de renforcer son réseau de conseillers et de mettre en place une équipe de direction à la fois solide et chevronnée dans l'ensemble du pays. Les ventes nettes de fonds communs de placement ont connu une hausse considérable, passant de 218 M\$ à 778 M\$ au cours de l'exercice. La Société continue à réagir efficacement aux besoins financiers complexes de ses clients en leur offrant divers produits et services, et en leur fournissant des conseils financiers personnels éclairés.

Mackenzie maintient une stratégie axée sur l'importance de la qualité dans tous les aspects de ses activités. Cette qualité se traduit par de solides relations entre Mackenzie et ses conseillers financiers, son engagement à l'égard de son équipe de gestionnaires de placements expérimentés et talentueux et son service ciblé offert aux conseillers et aux investisseurs. Cette stratégie porte fruit, Mackenzie ayant enregistré des ventes vigoureuses et une croissance forte de son actif géré de détail et institutionnel en 2005.

La Société financière IGM améliore encore les fondements de sa démarche relative aux activités en fournissant une stratégie axée sur l'élargissement de ses réseaux de distribution multiples combinée à une vaste gamme de conseils, de produits et de services de grande qualité. Notre envergure ainsi que notre investissement dans des entreprises en exploitation nous permettent de réaliser des synergies pour les investisseurs et d'assurer la croissance de notre entreprise au fil du temps. En raison de la gestion prudente des frais d'exploitation dans le contexte d'une croissance durable, nous sommes en mesure de profiter des occasions qui se présenteront sur un marché qui se consolide de plus en plus.

DIRECTION

En mai 2005, M. R. Jeffrey Orr a été nommé président et chef de la direction de la Corporation Financière Power. Pour lui succéder, MM. Murray J. Taylor et Charles R. Sims ont été nommés coprésidents et chefs de la direction de Société financière IGM Inc. M. Taylor et M. Sims occupent également le poste de président et chef de la direction de Groupe Investors Inc. et de la Corporation Financière Mackenzie, respectivement. M. Orr, à titre de président du comité de direction de Société financière IGM Inc., participe activement aux activités de surveillance de cette dernière. M. Taylor et M. Sims dirigent une équipe de gestion expérimentée talentueuse qui est dévouée à nos clients, à nos conseillers, à notre réseau de conseillers et à nos employés.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

À l'occasion de l'assemblée annuelle de 2005 de la Société, M. Alan J. Dilworth a quitté le conseil d'administration de la Société financière IGM. M. Dilworth avait été administrateur de la Société depuis 2001 et il siégeait aussi au Comité de vérification. Nous désirons le remercier de sa contribution exceptionnelle à la Société.

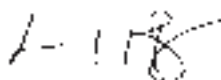
Le conseil d'administration tient également à remercier de leur soutien nos nombreux employés et les conseillers qui sont nos partenaires. Notre succès témoigne de façon éloquente de leurs efforts.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Selon un nombre grandissant d'investisseurs canadiens, les perspectives financières sûres s'appuient sur de judicieux conseils financiers personnels. La Société financière IGM occupe une position enviable pour répondre à ces besoins croissants. Nos résultats définiront notre leadership à long terme grâce à l'importance que nous accordons aux besoins des investisseurs, à notre engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, à l'innovation de nos services ainsi qu'à la gestion prudente et efficace des activités de la société.

Nous investirons stratégiquement dans les activités de la Société en misant sur la force de notre organisation pour développer davantage nos entreprises et offrir une valeur soutenue à nos clients et à nos investisseurs.

Au nom du conseil d'administration



Murray J. Taylor
*Le coprésident et
chef de la direction
de Société financière
IGM Inc.*



Charles R. Sims
*Le coprésident et
chef de la direction
de Société financière
IGM Inc.*

Le 17 février 2006

Groupe Investors Inc.

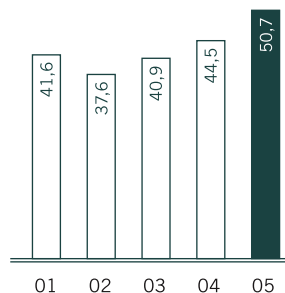
Le Groupe Investors cherche à établir une relation à long terme entre ses clients et ses conseillers. Par l'entremise d'un réseau de plus de 3 600 conseillers, la société offre des conseils et des services complets en planification financière, notamment en ce qui a trait à la planification de placements et de la retraite, ainsi qu'à la planification successorale et fiscale, à près d'un million de Canadiens. Le Groupe Investors offre des produits et services de gestion de placements, d'assurance, de valeurs mobilières, ainsi que des produits et services bancaires et hypothécaires à ses clients au moyen d'une planification financière intégrée.

POINTS SAILLANTS

- Misant sur la croissance de son réseau de conseillers et sur l'expérience de la direction sur le terrain, le Groupe Investors a ajouté sept nouveaux bureaux régionaux et a considérablement augmenté son équipe de gestion sur le terrain partout au pays afin de mieux appuyer et encadrer les conseillers.
- La croissance du réseau de conseillers demeure soutenue, le nombre de conseillers ayant augmenté de 3 496 à 3 668 en 2005. Jusqu'à la fin de 2005, nous avons connu six trimestres consécutifs de croissance régulière.
- Grâce à un rendement de placement accru, à un solide maintien en poste des conseillers et à une augmentation de la satisfaction et de la fidélité des clients, le taux de rachat des fonds communs de placement à long terme du Groupe Investors s'est chiffré à 8,7 %, soit une diminution de 0,4 % par rapport à l'exercice précédent.
- Les ventes continuent d'être vigoureuses. Les ventes brutes de fonds communs de placement ont augmenté de 16,2 % en 2005 pour atteindre 5,5 G\$. Les ventes nettes de fonds communs de placement se sont établies à 778 M\$, en hausse par rapport à 218 M\$ en 2004.
- L'engagement du Groupe Investors à établir des relations durables demeure un objectif à long terme clé. Ces relations se forment individuellement à mesure que les besoins financiers de près d'un million de clients sont comblés grâce à l'expertise des 1 600 employés de la société et de plus de 3 600 conseillers partout au Canada.

Actif de fonds communs de placement géré des conseillers

Aux 31 décembre (en G\$)





Cette année a été caractérisée par une croissance marquée pour le Groupe Investors. La croissance de notre équipe de gestion sur le terrain et l'élargissement de notre réseau de bureaux régionaux nous ont permis d'augmenter la présence de nos conseillers partout au pays. Nous continuons de mettre l'accent sur l'établissement de relations à long terme avec les clients en définissant efficacement leurs besoins financiers complexes et en y répondant grâce à des conseils financiers personnels éclairés conjugués à une gamme de produits et services divers.

MISER SUR LA FORCE

La forte croissance du réseau de conseillers du Groupe Investors s'est poursuivie en 2005. La croissance qui persiste depuis le milieu de 2004 est le résultat des améliorations apportées à nos excellents programmes de formation et de soutien mis en œuvre en 2003 et en 2004, ce qui s'est traduit par six trimestres consécutifs de croissance du réseau.

Un élément fondamental de cette réussite est l'aspect attrayant de l'approche stratégique du Groupe Investors et son engagement envers une planification financière globale. Notre culture est unique et entrepreneuriale, et elle fournit aux conseillers l'environnement idéal pour offrir aux clients un service personnalisé et des conseils éclairés.

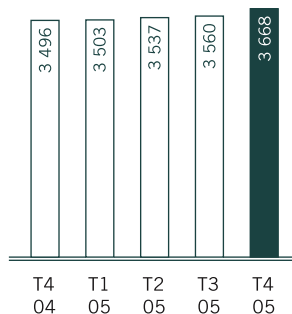
Murray J. Taylor

*Le président et chef de la direction
de Groupe Investors Inc.*

Nous avons encore augmenté la qualité de notre réseau de conseillers en accroissant l'expertise des bureaux régionaux partout au pays. Nous avons ouvert sept nouveaux bureaux régionaux et augmenté de façon considérable le nombre de postes de gestion sur le terrain. Chaque bureau est appuyé par plusieurs directeurs de division qui jouent un rôle clé dans le recrutement, la formation et le mentorat continu des nouveaux conseillers. En 2005, une croissance de 16 % du nombre des directeurs sur le terrain associés avec les bureaux régionaux a été constatée. En misant sur ses forces en matière de gestion et de direction dans les bureaux régionaux, le Groupe Investors est mieux placé pour soutenir les conseillers, tant les nouveaux que ceux bien établis, dans la prestation de conseils judicieux en planification financière aux clients. Cet aspect sera également une source de force à long terme.

Le Groupe Investors a continué d'appuyer ses conseillers au moyen de programmes de formation de première qualité. En 2005, nous avons mis en place un programme amélioré de formation sur le terrain pour les nouveaux conseillers. Le programme tire profit de la force accrue de notre direction dans les régions et fournit aux nouveaux conseillers l'encadrement et l'appui continu des gestionnaires d'expérience. En outre, la conférence APEX annuelle du Groupe Investors a fourni une formation de pointe en planification financière et en gestion de la pratique à plus de 1 300 conseillers. L'engagement de la société à former et à appuyer ses conseillers est unique au sein du secteur. L'excellence de ses programmes de formation, le mentorat continu et l'équipe de direction sur le terrain sont à l'origine de la croissance du réseau de conseillers du Groupe Investors tout en améliorant la capacité de nos conseillers à donner des conseils financiers judicieux dans un marché toujours plus complexe.

Conseillers
(nombre)



MISER SUR L'INNOVATION

Le Groupe Investors est le seul à offrir une gamme de produits et services de pointe au sein du secteur afin de répondre aux divers besoins des clients. En plus de notre actif de fonds communs de placement de 51 G\$, nous avons aidé nos clients à établir des polices d'assurance en vigueur totalisant 37 G\$ et des soldes de prêts hypothécaires et bancaires de 5 G\$.

L'appui des conseillers et des clients à l'égard de l'outil de planification stratégique de portefeuille Symphonie^{MC} (« Symphonie ») continue de croître. Symphonie permet aux conseillers de bâtir des portefeuilles optimisés ajustés en fonction du risque et offre des options de présentation de l'information améliorées. Les rentrées nettes liées aux Portefeuilles Alto et Allegro de Symphonie ont connu une hausse de 34 % par rapport à l'exercice précédent. Les améliorations apportées à l'Accordeur de portefeuille, l'outil de Symphonie conçu pour rééquilibrer les portefeuilles, se sont traduites par un important accroissement de son utilisation dans les quelques semaines suivant son lancement, en septembre 2005. L'utilisation de Symphonie et de l'Accordeur de portefeuille devrait continuer à progresser à mesure que les conseillers apprivoiseront ces outils de productivité conçus pour améliorer la gestion de portefeuille et le service à la clientèle.

À la fin de 2004, le Groupe Investors a lancé sept nouveaux fonds communs de placement, notamment trois fonds de revenu mensuel, un fonds de fiducies de revenu et un fonds d'obligations à rendement réel, ce qui s'est traduit par une forte croissance de l'actif au cours de 2005.

La société met en pratique son expérience et son expertise en gestion de placements afin d'offrir de nouveaux produits novateurs pertinents aux investisseurs canadiens. En raison du succès continu remporté par le Fonds de dividendes Investors, le plus important fonds commun de placement au Canada, le Groupe Investors a annoncé le lancement du Fonds mondial de dividendes Investors à la fin de 2005. Ce fonds est idéal pour répondre aux besoins d'une population vieillissante qui désire un revenu basé sur des actions. Le fonds combine les avantages d'un fonds d'actions à forte capitalisation de haute qualité et des dividendes, donnant aux investisseurs le double avantage du revenu et de la croissance. Ce nouveau Fonds mondial de dividendes mise sur la force des ressources de Société de gestion d'investissement I.G. Ltée à l'échelle internationale.

L'approche globale de la société en matière de planification financière est continuellement améliorée par l'évolution et l'élargissement de la gamme de produits et services offerts.

MISER SUR LES COLLECTIVITÉS

En 2005, le Groupe Investors a continué à apporter son soutien indéfectible aux collectivités dans lesquelles ses employés, ses conseillers et ses clients vivent et travaillent. Les conseillers et les employés ont une fois de plus donné sans compter de leur temps et de leur savoir-faire, et ont ainsi apporté leur soutien à de nombreux organismes de bienfaisance locaux.

Le Groupe Investors apporte son soutien à Centraide par l'intermédiaire de contributions à des campagnes locales menées dans tout le Canada. À titre de partenaire principal de Bénévoles Canada, la société fait également la promotion du bénévolat dans l'ensemble du pays. En outre, le Groupe Investors a continué d'apporter son soutien à l'Association canadienne des banques alimentaires en 2005 dans le cadre de la campagne nationale *Agir contre la faim* constituée d'initiatives locales visant à accroître la sensibilisation aux problèmes liés à la faim.

En 2005, le Groupe Investors a été fier de présenter pour la deuxième année le Prix d'action communautaire Herbert H. Carnegie. Le prix a été attribué à M. Vince O'Shea, un conseiller émérite du bureau d'Edmonton Southside. Ce prestigieux prix reconnaît les conseillers du Groupe Investors qui font preuve d'un service à la clientèle hors du commun et rendent des services à long terme extraordinaires à la collectivité. Le prix porte le nom d'un conseiller du Groupe Investors récipiendaire de l'Ordre du Canada, M. Herb Carnegie. M. O'Shea a reçu le prix cette année en reconnaissance de son soutien exceptionnel à la Spinal Cord Society of Canada. M. O'Shea a lancé l'événement 5K Walk, Run and Roll (événement qui regroupe la marche, la course à pied et la course en fauteuil roulant). Cette année, l'événement a attiré 400 participants et a permis de recueillir un montant de 210 000 \$ qui ira à la recherche pour un traitement des traumatismes médullaires. M. O'Shea a parrainé l'événement pendant dix ans au cours desquels il a réussi, avec l'aide de centaines de bénévoles, à recueillir 572 000 \$ pour la Spinal Cord Society of Canada. Le Groupe Investors félicite M. O'Shea et est extrêmement fier de sa contribution.

Le Groupe Investors s'engage à faire sentir sa présence et à établir des partenariats solides et durables au sein des collectivités. Nous sommes une société près des gens et nous croyons sincèrement que ces relations font partie intégrante de ce que nous sommes. Afin d'appuyer les employés et leurs efforts exceptionnels partout au Canada, la société a lancé l'initiative Employés en action qui appuie les employés dans leur engagement dans les collectivités.

UNE CONFIANCE ACCRUE

Le Groupe Investors croît non seulement en taille, mais également en force. Avec une croissance soutenue de son réseau de conseillers pendant six trimestres consécutifs, une plus grande expertise et force de gestion sur le terrain et un programme de formation et de soutien éprouvé, la société a plus confiance que jamais en sa capacité de fournir des conseils financiers personnels de valeur à ses clients.

L'engagement actif des employés, l'amélioration continue du processus de planification financière et l'élargissement de notre offre de produits et services démontrent l'engagement de la société à répondre aux besoins financiers changeants des Canadiens.

Le Groupe Investors continuera d'offrir aux Canadiens des conseils éclairés en matière de planification financière ainsi que des produits et des services de haut calibre. L'engagement de la société à bâtir des relations durables est solide, comme le prouvent ses partenariats avec les conseillers, ses relations à long terme avec les clients et le soutien qu'elle offre aux collectivités.

Corporation Financière Mackenzie

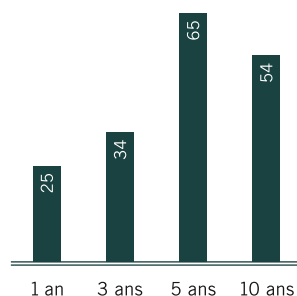
Fondée en 1967, la Corporation Financière Mackenzie est considérée comme l'un des plus importants gestionnaires de placements au Canada, fournissant des services de gestion de placements et des services connexes en Amérique du Nord. La société cherche à fournir un rendement de placement à long terme soutenu. Mackenzie a établi et continue de bâtir des relations solides avec les conseillers financiers indépendants, ce qui lui procure un réseau de distribution étendu pour ses produits et services. La marque Mackenzie comprend une stratégie de sous-marques incluant Cundill, Ivy, Maxxum, Sentinelle, Gestionnaires sélects et Universal. Mackenzie propose également des solutions de répartition de l'actif et de produits gérés grâce aux marques Keystone et Symétrie.

POINTS SAILLANTS

- Au 31 décembre 2005, 65 % de l'actif de fonds communs de placement géré de Mackenzie était classé dans le premier ou le deuxième quartile en fonction d'un rendement sur cinq ans, et 54 % de l'actif géré était classé dans le premier ou le deuxième quartile en fonction d'un rendement sur dix ans.
- En 2005, Mackenzie a continué à bâtir des relations au sein de son réseau de conseillers financiers, entraînant des ventes de fonds communs de placement de 8,1 G\$. Les ventes nettes ont augmenté pour atteindre 1,2 G\$ en 2005, comparativement à des ventes nettes de 795 M\$ en 2004.
- Lors du Gala canadien du placement en décembre 2005, le Fonds de ressources canadiennes Mackenzie Universal a reçu la distinction de meilleur fonds d'actions de ressources naturelles et le Fonds renaissance Mackenzie Cundill a reçu celle de meilleur fonds d'actions mondiales de l'année.
- La confiance des investisseurs est demeurée élevée en 2005. Le marché canadien s'est avéré un des marchés développés affichant le meilleur rendement au monde et Mackenzie a tiré profit de cette confiance puisque les investissements dans les fonds n'ont cessé d'augmenter.

Rendement des fonds

Au 31 décembre 2005
(en % de l'actif)



Pourcentage de l'actif dans les premier et deuxième quartiles

(Source : Morningstar¹)



Dans la pratique, l'approche de Mackenzie à l'égard de ses activités est caractérisée par la qualité.

GESTION DE PLACEMENTS DE QUALITÉ

Mackenzie a toujours cherché à procurer des rendements soutenus de placement à long terme. Une approche axée sur la qualité en matière de gestion de placements permet à la société de fournir, de façon constante, ces rendements aux investisseurs. Le processus de gestion, l'exhaustivité et la qualité de recherche ainsi que le talent des gestionnaires de fonds et des sous-conseillers de Mackenzie sont tous des éléments qui ont contribué à sa réussite au fil du temps. Une proportion de 65 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie jouit d'un rendement sur cinq ans classé dans le premier ou le deuxième quartile du groupe de fonds semblables. Mackenzie compte 69 fonds cotés trois, quatre ou cinq étoiles par Morningstar[†].

DISTRIBUTION DE QUALITÉ

La force du réseau de distribution de Mackenzie provient de la qualité des relations dont elle jouit dans une multitude de réseaux. Les produits de placement de Mackenzie sont distribués aux investisseurs par l'entremise de courtiers de détail, de conseillers financiers, d'agents d'assurance, de banques et d'institutions financières, procurant ainsi à la

Charles Sims

*Le président et chef de la direction
de La Corporation financière Mackenzie*

société une des plus vastes plates-formes de distribution pour les sociétés de placement au Canada. Mackenzie continue de pénétrer ces réseaux, élargissant sa plate-forme de distribution et se servant de ces relations importantes à l'intérieur des réseaux de conseillers financiers.

En 2005, Mackenzie a réalisé des ventes brutes de fonds communs de placement de 8,1 G\$. Les taux de rachat des fonds à long terme ont augmenté pour atteindre 14,8 %, comparativement à 13,8 % en 2004. Le rendement soutenu des ventes démontre la force et la qualité du réseau de distribution de Mackenzie.

SERVICE DE QUALITÉ

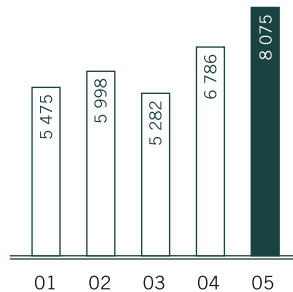
Mackenzie pense au client avant tout en fournissant un service de la plus haute qualité aux conseillers indépendants et à leurs clients. Le service est offert où il est requis, quand il est requis et de la façon dont il est requis, que ce soit par téléphone, en ligne ou en personne. La société désire répondre aux besoins des clients et cherche continuellement à améliorer son niveau de service et l'efficacité des coûts.

Mackenzie offre une formation et un soutien aux conseillers au moyen de programmes éducatifs. Grâce aux solides relations établies par les employés de Mackenzie, les conseillers tirent profit d'une éducation permanente sous forme de programmes de formation de pointe sur les produits et sur la gestion des affaires.

Le succès lié à ces efforts est mis en évidence dans un récent sondage TARP. La satisfaction globale des conseillers à l'égard de Mackenzie était de plus de 83 % en 2004, une hausse considérable par rapport à 73 % en 2001. Le sondage a également indiqué que près de 88 % des conseillers sont susceptibles de recommander les fonds Mackenzie à leurs clients et plus de 84 % recommanderaient Mackenzie à d'autres conseillers. Finalement, le sondage a révélé que 38 % des conseillers consultés ont coté Mackenzie comme la meilleure société de gestion de placements qui soit, loin devant le plus proche concurrent qui a obtenu 25 %.

Ventes de fonds communs de placement

Pour les exercices (en M\$)



OCCASION DE CROISSANCE

En 2005, Mackenzie a mis l'accent sur trois domaines clés représentant une occasion pour la croissance stratégique de la société :

Secteur des fonds de revenu

Les tendances relatives aux catégories d'actif détenu continuent d'indiquer un changement dans les préférences des investisseurs, ceux-ci privilégiant les fonds de revenu aux fonds d'actions étrangères. De 1999 à 2004, la détention de fonds de revenu de dividendes a augmenté de 7 % dans tout le secteur tandis que la détention de fonds d'actions étrangères a diminué de 9 %. Mackenzie a continué de réagir à cette tendance en modifiant la famille de fonds Maxxum par l'ajout d'un fonds de revenu mensuel et en élargissant l'éventail des produits de la marque Sentinelle avec un fonds de fiducies de revenu.

Secteur des fonds mondiaux

Bien que les actions mondiales et internationales n'ont pas eu récemment la cote des investisseurs, le changement annoncé plus tôt dans l'année par le gouvernement fédéral visant à éliminer les restrictions de contenu étranger dans les régimes enregistrés d'épargne-retraite incitera les investisseurs et leur conseiller à revoir leurs portefeuilles. Mackenzie, prévoyant cette tendance, a ajouté le Fonds explorateur mondial Maxxum à sa liste déjà bien garnie de fonds internationaux et mondiaux des sous-marques Cundill, Ivy et Universal.

Mandats institutionnels

Mackenzie reconnaît les mandats institutionnels comme une composante importante de sa stratégie de distribution globale et, de ce fait, concentre son expansion dans ces marchés. Ces efforts ont porté leurs fruits en 2005 avec l'établissement d'une relation stratégique aux États-Unis et l'ajout de mandats pour Mackenzie dans de nombreuses plates-formes institutionnelles importantes au Canada au cours de l'exercice.

INVESTIR DANS LA COMMUNAUTÉ

L'engagement de Mackenzie envers la qualité et l'excellence dans le secteur s'applique également à son engagement à investir dans la communauté. Mackenzie a une longue tradition de dons à des organismes de bienfaisance. Les programmes d'investissement dans la communauté de Mackenzie visent trois domaines : le mécénat, le bénévolat d'employés et la Fondation de bienfaisance Financière Mackenzie.

Les programmes de dons à des entreprises de Mackenzie incluent le soutien à une vaste gamme d'œuvres de bienfaisance partout au pays. En outre, nos équipes de vente régionales ont l'occasion de soutenir des organismes de bienfaisance dans leurs localités. D'un océan à l'autre en 2005, leur appui aux œuvres de bienfaisance a totalisé près de 400 000 \$.

La réputation de Mackenzie est également bâtie grâce au leadership de ses employés, dont un grand nombre sont des bénévoles actifs dans leur propre communauté. Mackenzie offre à ses employés une journée payée par an pour faire du bénévolat auprès de l'organisme de leur choix. Nous offrons également des programmes visant à offrir un montant équivalant à celui des collectes de fonds des employés, jusqu'à concurrence de 3 000 \$ par événement, par année. Il existe une foule d'événements organisés qui présentent de telles occasions et ces programmes jouissent d'un excellent niveau de soutien et de participation. Mackenzie reconnaît, par l'entremise d'une série de prix annuels, les efforts de cueillette de fonds et de bénévolat de ses employés. Le succès de ces programmes aide à créer un environnement de travail positif et sain qui nous permet à notre tour d'attirer et de conserver des personnes de talent dans notre équipe.

En 1999, nous avons mis sur pied la Fondation de bienfaisance Financière Mackenzie, un organisme de bienfaisance canadien enregistré, entièrement géré par des employés bénévoles. La Fondation agit à titre d'organisme centralisé par l'entremise duquel une part importante de nos programmes de dons, de bénévolat et de collecte de fonds

sont coordonnés. Les principaux domaines visés sont les services de santé et de recherche sur la santé, l'aide sociale, l'éducation et les causes liées à la pauvreté, avec un accent particulier sur les œuvres de bienfaisance qui viennent en aide aux enfants et aux jeunes adultes. La taille et la portée de la Fondation ont connu une croissance constante en raison d'une sensibilisation de plus en plus importante des conseillers financiers et des investisseurs canadiens.

CATALYSEUR DE CHANGEMENT

Le leadership de Placements Mackenzie est clair. Peu importe la mesure choisie, notamment l'actif géré, le rendement des ventes et des placements, la satisfaction des conseillers ainsi que la reconnaissance et les prix de distinction dans le secteur, Mackenzie s'est méritée une position de leadership dans le secteur.

Le leadership de la société est également mesuré par la qualité qu'elle offre ainsi que par l'intégrité qu'elle démontre dans l'exercice de ses activités.

Le leadership requiert une démarche proactive. À titre de leader dans le secteur, Placements Mackenzie provoque les changements dans un marché hautement concurrentiel. La capacité éprouvée de la société à obtenir une part du marché des fonds équilibrés et des fonds d'actions canadiennes, sa concentration accrue dans les fonds de revenu ainsi que son innovation continue dans la catégorie des actions étrangères lui fourniront une occasion de continuer à fournir aux conseillers financiers et aux investisseurs des solutions de placement qui répondent à leurs besoins toujours changeants.

Investment Planning Counsel Inc.

Investment Planning Counsel est une société de services financiers intégrée offrant aux Canadiens des produits, des conseils et des services financiers de grande qualité tout en les aidant à réaliser leurs rêves financiers. Investment Planning Counsel est le choix par excellence pour les planificateurs financiers indépendants désirant donner des conseils de qualité personnalisés.

Investment Planning Counsel est le cinquième distributeur indépendant de produits, de services et de conseils financiers en importance au Canada. Depuis sa création en 1996 jusqu'en 2005, la société a continué à évoluer et à s'adapter afin de répondre aux besoins et aux attentes de ses clients et de ses conseillers.

POINTS SAILLANTS

- En 2005, l'actif administré d'Investment Planning Counsel a augmenté, passant de 8,0 G\$ à plus de 8,9 G\$.
- En 2005, l'actif géré a augmenté, passant d'environ 1,5 G\$ à 1,9 G\$.
- Investment Planning Counsel est partenaire de plus de 500 conseillers partout au pays et continue d'attirer certains des meilleurs planificateurs financiers au Canada.

LA FORCE PAR LE PARTENARIAT

La relation entre la Société financière IGM et Investment Planning Counsel sert de base solide à la croissance et à l'excellence. L'étendue, la force et l'expertise de la Société financière IGM permettent à Investment Planning Counsel d'améliorer son efficacité dans divers processus comme ceux se rapportant à la conformité et à l'infrastructure de soutien. Cette relation permet à la société d'offrir à ses conseillers un cadre d'exploitation stable et solide au sein duquel ils seront en mesure d'assurer la croissance de leurs activités tout en offrant un meilleur service à leurs clients.

En plus des fonds communs de placement, les conseillers ont accès à des produits d'assurance, à des valeurs mobilières et à des prêts hypothécaires. Cette gamme de produits attrayante permet aux conseillers de disposer d'un plus

vaste éventail de produits financiers afin de mieux servir leurs clients. En 2005, Investment Planning Counsel a continué de tirer profit de sa relation avec le groupe de sociétés de la Société financière IGM, lui permettant ainsi de proposer un plus grand choix de produits à ses clients et conseillers.

PRÉPARER L'AVENIR

Investment Planning Counsel continue d'améliorer les produits et services qu'elle offre à ses conseillers et à ses clients. En capitalisant sur sa méthode éprouvée, la société offre les produits, les outils et le soutien nécessaires pour assurer l'efficacité de ses conseillers dans le secteur. L'engagement continu envers l'investissement dans les activités constitue une orientation stratégique pour 2006. Grâce aux améliorations continues qu'elle apporte aux principes fondamentaux sur lesquels reposent ses activités, Investment Planning Counsel pourra continuer d'offrir de la valeur à ses conseillers et à ses clients tout en se taillant une réputation à titre de réseau de conseillers de premier rang.

Section financière

RAPPORT DE GESTION

	Société financière IGM Inc.
23	Sommaire des résultats d'exploitation consolidés
	Groupe Investors
28	Revue des activités
34	Revue des résultats d'exploitation par secteur
	Mackenzie
37	Revue des activités
41	Revue des résultats d'exploitation par secteur
	Société financière IGM Inc.
43	Situation financière consolidée
44	Situation de trésorerie et sources de financement consolidées
48	Perspectives
52	Estimations et conventions comptables
54	Procédés et contrôles de présentation de l'information
54	Autres renseignements

REVUE FINANCIÈRE

	États financiers consolidés
56	Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière et rapport des vérificateurs
57	États financiers consolidés
60	Notes complémentaires
	Données supplémentaires
82	Données trimestrielles
83	Rétrospective sur dix ans

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux activités et à la situation financière de Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») pour les exercices terminés les 31 décembre 2005 et 2004. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 décembre 2005 et pour l'exercice terminé à cette date est daté du 16 février 2006.

Mode de présentation et sommaire des conventions comptables

Les états financiers consolidés de la Société financière IGM, qui sont à la base de l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR ») et sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 1 des états financiers consolidés).

Principaux détenteurs d'actions avec droit de vote

Au 31 décembre 2005, la Corporation Financière Power (« CFP ») et Great-West Lifeco Inc. (« GWL ») détenaient 55,9 % et 3,5 %, respectivement, des actions ordinaires en circulation de la Société financière IGM.

RENSEIGNEMENTS DE NATURE PROSPECTIVE

Il est possible que le présent rapport renferme des déclarations prospectives visant la Société financière IGM, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « compter », « croire », « estimer », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les produits, le résultat ou les taux de croissance), des stratégies ou perspectives commerciales courantes ainsi que des mesures futures que pourrait prendre la Société constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections courantes à l'égard d'événements futurs et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Société, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future. En fait, les événements et les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ceux énoncés ou prévus dans les déclarations prospectives de la Société en raison, mais sans s'y limiter, d'importants facteurs comme les conditions générales économiques, politiques et des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, les activités des marchés des actions et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, les changements sur le plan de la réglementation gouvernementale, les changements dans les lois fiscales, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues, les catastrophes et la capacité de la Société à effectuer des opérations stratégiques et à intégrer les entreprises acquises. Le lecteur est avisé que la liste des facteurs importants précitée n'est pas exhaustive. Le lecteur est par ailleurs incité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. Sauf si la loi applicable l'exige expressément, la Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Société financière IGM Inc.

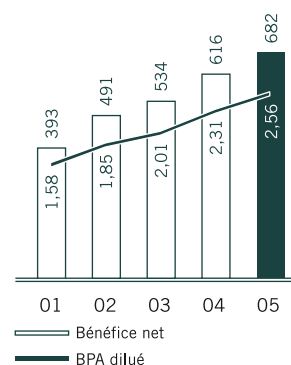
Sommaire des résultats d'exploitation consolidés

Le bénéfice net pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 s'est établi à 682,4 M\$, comparativement à un bénéfice net ajusté de 615,6 M\$ en 2004, soit une augmentation de 10,9 %. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 2,56 \$, comparativement à un bénéfice par action ajusté de 2,31 \$ en 2004, soit une hausse de 10,8 %. Le bénéfice net et le bénéfice par action, montants ajustés, exclut une charge non récurrente en 2004. Le bénéfice net de 2004, non ajusté, a totalisé 596,4 M\$ et le bénéfice dilué par action, sur cette base, s'est chiffré à 2,24 \$.

Les capitaux propres se sont établis à 3,45 G\$ au 31 décembre 2005, en hausse par rapport à 3,15 G\$ au 31 décembre 2004. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 20,0 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, comparativement au rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, montant ajusté, de 19,8 % en 2004. Le dividende trimestriel par action ordinaire a augmenté pour s'établir à 34,5 cents en 2005, comparativement à 30,0 cents à la fin de 2004.

Bénéfice net et bénéfice dilué par action

Pour les exercices (en M\$ sauf les montants par action)



2001 exclut l'amortissement de l'écart d'acquisition et les frais de restructuration liés à Mackenzie.

2003 exclut le gain de dilution, la contre-passation de frais de restructuration liés à Mackenzie et les impôts sur les bénéfices hors caisse.

2004 exclut l'indemnité versée aux porteurs de parts.

TABEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR

(en M\$)	2005		2004		2003	
	BÉNÉFICE NET	BPA	BÉNÉFICE NET	BPA	BÉNÉFICE NET	BPA
Bénéfice net ajusté –						
Mesure non définie par les PCGR	682,4 \$	2,56 \$	615,6 \$	2,31 \$	533,5 \$	2,01 \$
Indemnité versée aux porteurs de parts, déduction faite des impôts	–	–	(19,2)	(0,07)	–	–
Gain de dilution	–	–	–	–	14,8	0,05
Contre-passation de frais de restructuration, déduction faite des impôts	–	–	–	–	15,6	0,06
Impôts sur les bénéfices hors caisse	–	–	–	–	(24,8)	(0,09)
Bénéfice net – Résultats PCGR	682,4 \$	2,56 \$	596,4 \$	2,24 \$	539,1 \$	2,03 \$
BAIIA – Mesure non définie par les PCGR	1 365,5 \$		1 253,1 \$		1 138,6 \$	
Amortissement des commissions	(260,2)		(226,7)		(193,9)	
Amortissement des immobilisations et des actifs incorporels	(22,4)		(22,9)		(27,4)	
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme et sur les dividendes privilégiés	(107,5)		(112,2)		(118,6)	
Indemnité versée aux porteurs de parts	–		(28,8)		–	
Gain de dilution	–		–		14,8	
Contre-passation de frais de restructuration	–		–		24,8	
Bénéfice avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	975,4		862,5		838,3	
Impôts sur les bénéfices	(291,5)		(264,9)		(299,2)	
Part des actionnaires sans contrôle	(1,5)		(1,2)		–	
Bénéfice net – Résultats PCGR	682,4 \$		596,4 \$		539,1 \$	

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR

Le montant ajusté du bénéfice net, du bénéfice par action (« BPA ») dilué et du rendement des capitaux propres ordinaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004 exclut une charge imputée aux résultats de 28,8 M\$ (19,2 M\$ après impôts) comptabilisée au quatrième trimestre, qui comprenait des indemnités versées à certains porteurs de parts du Groupe Investors et des frais connexes résultant des ententes de règlement conclues avec les organismes de réglementation (indemnité versée aux porteurs de parts). Le montant ajusté du bénéfice net, du BPA et du rendement des capitaux propres ordinaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003 ne tient pas compte d'un gain de dilution résultant de la réduction du pourcentage de participation de la Société dans GWL dans le cadre de leur acquisition de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la vie (Canada-Vie), d'une contre-passation de frais de restructuration liés à l'acquisition de la Corporation Financière Mackenzie (Mackenzie) et d'une charge d'impôts hors caisse liée à une augmentation des taux d'imposition en Ontario. Ces mesures financières non définies par les PCGR sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer les

résultats. Cependant, ces mesures financières non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée et ne sont pas directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le bénéfice avant intérêts et impôts (« BAI ») et le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») sont également des mesures financières non définies par les PCGR. Le BAI et le BAIIA sont des mesures de rechange du rendement utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Le BAIIA est présenté plus en détail dans la section portant sur la situation de trésorerie consolidée qui figure plus loin dans le présent rapport de gestion. Ces mesures financières non définies par les PCGR n'ont pas de définition normalisée et ne sont pas directement comparables à toute mesure définie par les PCGR ou à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés.

Le rapprochement des résultats non définis par les PCGR et des résultats présentés conformément aux PCGR en ce qui a trait au bénéfice net, au BPA et au BAIIA est présenté dans le tableau 1. Le rapprochement des résultats non définis par les PCGR et des résultats présentés conformément aux PCGR relativement au BAI est présenté dans le tableau 2.

TABEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR

(en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES ¹⁾		TOTAL	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Revenu tiré								
des honoraires	1 201,5 \$	1 080,8 \$	863,3 \$	821,6 \$	99,7 \$	53,4 \$	2 164,5 \$	1 955,8 \$
Revenu de placement net et autres	126,4	123,3	19,0	15,8	37,7	24,2	183,1	163,3
	1 327,9	1 204,1	882,3	837,4	137,4	77,6	2 347,6	2 119,1
Frais d'exploitation								
Commissions	326,5	264,0	339,9	320,2	60,1	32,5	726,5	616,7
Frais autres que les commissions	265,5	273,8	258,9	255,6	30,9	14,9	555,3	544,3
	592,0	537,8	598,8	575,8	91,0	47,4	1 281,8	1 161,0
Bénéfice avant intérêts et impôts	735,9 \$	666,3 \$	283,5 \$	261,6 \$	46,4 \$	30,2 \$	1 065,8	958,1
Intérêts débiteurs							90,4	95,6
Bénéfice avant impôts et part des actionnaires sans contrôle							975,4	862,5
Impôts sur les bénéfices							291,5	264,9
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle							683,9	597,6
Part des actionnaires sans contrôle							1,5	1,2
Bénéfice net								
Conformément aux PCGR							682,4 \$	596,4 \$
Bénéfice net ajusté ²⁾							682,4 \$	615,6 \$

¹⁾ 2004 inclut les résultats d'Investment Planning Counsel à compter de la date d'acquisition.

²⁾ Se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés pour une explication relative à l'utilisation de mesures financières non définies par les PCGR par la Société.

SECTEURS ISOLABLES

Les secteurs isolables de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle, sont les suivants :

- Groupe Investors
- Mackenzie
- Activités internes et autres

La direction mesure et évalue le rendement des secteurs en fonction du BAI, comme il est indiqué au tableau 2.

L'analyse des résultats d'exploitation par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie est présentée dans les sections respectives de ces sociétés incluses dans le présent rapport de gestion.

Le 10 mai 2004, la Société a acquis une participation de 74,7 % dans Investment Planning Counsel Inc. (« Investment Planning Counsel »). Les résultats d'exploitation de la Société comprennent les résultats de cette entité à compter de la date d'acquisition, lesquels sont présentés dans le secteur Activités internes et autres du tableau 2. De plus amples renseignements sur l'acquisition figurent à la note 21 des états financiers consolidés.

Le bénéfice avant intérêts et impôts pour le secteur Activités internes et autres, secteur qui comprend les résultats d'exploitation d'Investment Planning Counsel, le revenu de placement net gagné sur les placements non attribués et les autres revenus ainsi que les éliminations intersectorielles, s'est établi à 46,4 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, comparativement à 30,2 M\$ en 2004. Cette hausse de 16,2 M\$ est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- L'ajout du bénéfice avant intérêts et impôts d'Investment Planning Counsel aux résultats de la période de douze mois complète de 2005, comparativement à l'ajout des résultats de la période allant du 10 mai au 31 décembre 2004, qui a donné lieu à une hausse de 6,2 M\$.
- L'élimination de certaines provisions, établies à l'égard d'acquisitions précédentes, qui ne sont désormais plus

nécessaires, qui a généré une augmentation du bénéfice de 10,4 M\$.

Certains postes figurant dans le tableau 2 ne sont pas attribués aux secteurs :

- *Intérêts débiteurs* – Ceux-ci représentent à la fois les intérêts débiteurs du solde de l'emprunt lié à l'acquisition de Mackenzie et les dividendes versés sur les actions privilégiées en circulation, lesquelles ont été reclassées de capitaux propres à passifs (se reporter à la note 1 des états financiers consolidés). Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme émise relativement à l'acquisition de Mackenzie ont totalisé 69,7 M\$ en 2005, comparativement à 74,9 M\$ en 2004. Cette baisse découle du remboursement du solde de 175 M\$ de l'acceptation bancaire à taux variable liée à l'acquisition de Mackenzie au quatrième trimestre de 2004. Les dividendes versés sur les actions privilégiées se sont élevés à 20,7 M\$ à la fois pour 2005 et pour 2004.
- *Impôts sur les bénéfices* – Le taux d'imposition effectif s'est établi à 29,9 % en 2005, comparativement à 30,7 % en 2004, comme l'indique le tableau 3.

La baisse du taux d'imposition effectif est essentiellement attribuable à la constatation d'un ajustement fiscal favorable, laquelle est reflétée dans les Autres éléments. La planification fiscale peut permettre à la Société de constater des impôts moindres pour la période considérée. Les impôts constatés au cours des périodes précédentes peuvent également être ajustés durant la période considérée afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance générale des provisions. Tout avantage fiscal ou toute modification des meilleures estimations de la direction se reflète dans les Autres éléments, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs inférieurs applicables au bénéfice non assujéti à l'impôt au Canada. La direction surveille le statut de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement la suffisance générale de ses provisions pour impôts.

TABLEAU 3 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

	2005	2004
Impôts sur les bénéfices aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	35,93 %	36,17 %
Incidence des éléments suivants :		
Revenu de dividendes	(0,30)	(0,22)
Gains et pertes en capital, montant net	(0,75)	(0,74)
Quote-part du bénéfice d'une société affiliée	(2,72)	(3,06)
Dividendes privilégiés	0,79	0,90
Autres éléments	(3,06)	(2,33)
Taux d'imposition effectif	29,89 %	30,72 %

PRINCIPALES DONNÉES ANNUELLES

Les données financières pour les trois derniers exercices terminés sont présentées dans le tableau 4.

- *Bénéfice net et bénéfice par action* – Le tableau 1 du rapport de gestion présente le rapprochement entre les résultats non définis par les PCGR et les résultats conformément aux PCGR pour les trois exercices considérés. En 2004, le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 615,6 M\$, comparativement à un bénéfice net ajusté de 533,5 M\$ en 2003. Sous réserve du rapprochement du bénéfice net ajusté présenté au tableau 1, les variations du bénéfice net et du total des revenus découlent

surtout de l'évolution du total de l'actif géré des fonds communs de placement. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement par année est présentée dans le tableau 4. L'incidence de l'évolution de l'actif géré des fonds communs de placement sur le bénéfice et les revenus fait l'objet d'une analyse aux rubriques « Revue des résultats d'exploitation par secteur » dans les sections relatives au Groupe Investors et à Mackenzie du rapport de gestion.

- *Dividendes par action ordinaire* – Les dividendes par action ordinaire ont augmenté d'approximativement 16 % à chacun des trois exercices considérés.

TABLEAU 4 : PRINCIPALES DONNÉES ANNUELLES

	2005	2004	2003
États consolidés des résultats (en M\$)			
Revenu tiré des honoraires	2 164,5 \$	1 955,8 \$	1 714,4 \$
Revenu de placement net	183,1	163,3	159,8
	2 347,6	2 119,1	1 874,2
Frais d'exploitation	1 372,2	1 256,6	1 050,7
	975,4	862,5	823,5
Gain de dilution	–	–	14,8
Bénéfice avant les éléments suivants	975,4	862,5	838,3
Impôts sur les bénéfices	291,5	264,9	299,2
	683,9	597,6	539,1
Part des actionnaires sans contrôle	1,5	1,2	–
Bénéfice net			
Conformément aux PCGR	682,4 \$	596,4 \$	539,1 \$
Bénéfice net ajusté ¹⁾		615,6 \$	533,5 \$
Bénéfice par action (\$)			
Conformément aux PCGR – de base	2,58 \$	2,26 \$	2,04 \$
– dilué	2,56 \$	2,24 \$	2,03 \$
Bénéfice par action, montant ajusté ¹⁾			
– de base	2,58 \$	2,33 \$	2,02 \$
– dilué	2,56 \$	2,31 \$	2,01 \$
Dividendes par action (\$)			
Ordinaire	1,34 \$	1,15 \$	0,99 \$
Privilégiée	1,44 \$	1,44 \$	1,44 \$
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement (en M\$)			
	87 723 \$	78 793 \$	68 858 \$
Total de l'actif de la Société (en M\$)	6 807 \$	6 473 \$	6 292 \$
Total de la dette à long terme (en M\$)	1 225 \$	1 227 \$	1 404 \$
Actions ordinaires en circulation (en milliers)	264 539	264 598	264 090

¹⁾ Se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés pour une explication relative à l'utilisation de mesures financières non définies par les PCGR par la Société.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les données financières pour les huit derniers trimestres terminés sont présentées dans le tableau 5. La fluctuation importante enregistrée au chapitre des résultats trimestriels lors du quatrième trimestre de 2004 est attribuable à la charge de 28,8 M\$ (19,2 M\$ après impôts) inscrite par la Société financière IGM relativement à l'indemnité versée aux porteurs de parts ainsi qu'il est indiqué précédemment à la rubrique « Sommaire des résultats d'exploitation consolidés ». Aucune variation importante n'a été enregistrée au chapitre des résultats trimestriels à l'exception de

l'élément décrit ci-dessus. Les résultats trimestriels ne sont pas assujettis à des fluctuations saisonnières importantes puisqu'ils dépendent surtout du montant de l'actif géré des fonds communs de placement. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement par trimestre est présentée à la rubrique « Sommaire des résultats trimestriels », dans le tableau 5. Bien que les ventes de titres de fonds communs de placement soient généralement plus élevées au premier trimestre de chaque exercice en raison de la saison des REER, ces ventes accrues n'ont aucune incidence importante sur les résultats de ce trimestre.

TABEAU 5 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2005				2004			
	4	3	2	1	4	3	2	1
États consolidés des résultats (en M\$)								
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net								
Gestion	427,1	420,5	406,4	390,7	383,2	371,7	371,7	365,1
Administration	78,0	74,5	75,4	79,5	71,6	74,2	75,8	78,0
Distribution	55,9	53,4	49,8	53,3	46,2	44,5	38,9	34,9
Revenu de placement net et autres revenus	47,3	38,6	47,6	49,6	47,1	36,7	37,1	42,4
Total du revenu tiré des honoraires et du revenu de placement net	608,3	587,0	579,2	573,1	548,1	527,1	523,5	520,4
Frais d'exploitation								
Commissions	189,5	183,5	177,9	175,6	163,8	155,3	153,8	143,8
Frais autres que les commissions	141,2	135,6	135,7	142,8	154,2	126,6	126,7	136,8
Intérêts débiteurs	22,7	22,8	22,5	22,4	24,1	23,9	23,7	23,9
Total des frais d'exploitation	353,4	341,9	336,1	340,8	342,1	305,8	304,2	304,5
Bénéfice avant les éléments suivants	254,9	245,1	243,1	232,3	206,0	221,3	219,3	215,9
Impôts sur les bénéfices	77,5	68,3	74,6	71,1	63,5	66,9	66,5	68,0
	177,4	176,8	168,5	161,2	142,5	154,4	152,8	147,9
Part des actionnaires sans contrôle	0,2	0,2	0,6	0,5	0,4	0,6	0,2	–
Bénéfice net								
Conformément aux PCGR	177,2	176,6	167,9	160,7	142,1	153,8	152,6	147,9
Rapprochement des mesures								
financières non définies par les PCGR¹⁾ (en M\$)								
Bénéfice net ajusté (non défini par les PCGR)	177,2	176,6	167,9	160,7	161,3	153,8	152,6	147,9
Indemnité versée aux porteurs de parts, déduction faite des impôts	–	–	–	–	(19,2)	–	–	–
Bénéfice net (défini par les PCGR)	177,2	176,6	167,9	160,7	142,1	153,8	152,6	147,9
Bénéfice par action (¢)								
Conformément aux PCGR								
– de base	67	67	63	61	54	58	58	56
– dilué	66	66	63	60	53	58	57	56
Bénéfice par action, montant ajusté ¹⁾								
– de base	67	67	63	61	61	58	58	56
– dilué	66	66	63	60	61	58	57	56
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement (en G\$)	90,6	89,7	86,1	84,5	80,6	78,4	78,8	77,3

¹⁾ Se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés pour une explication relative à l'utilisation de mesures financières non définies par les PCGR par la Société.

Groupe Investors

Revue des activités

Le Groupe Investors fournit principalement aux Canadiens une vaste gamme de services de planification financière et de placements par l'intermédiaire de son réseau exclusif de conseillers formés et encadrés.

Le Groupe Investors tire principalement ses revenus de ce qui suit :

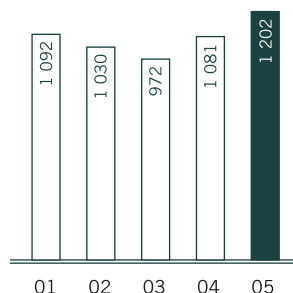
- Honoraires de gestion facturés à ses fonds communs de placement;
- Honoraires qu'il facture à sa famille de fonds pour la prestation de services administratifs et de fiduciaire;
- Honoraires de distribution facturés aux titulaires de comptes de fonds communs de placement.

Les revenus tirés des honoraires proviennent également de la distribution de produits d'assurance ainsi que de services bancaires et de services liés aux valeurs mobilières. Des revenus additionnels sont tirés du revenu de placement net et autres revenus, comme il est présenté dans la rubrique « Revue des résultats d'exploitation par secteur ».

Les revenus dépendent en grande partie de la valeur et de la répartition de l'actif géré. Nos conseillers adoptent une démarche complète de planification financière qui fait appel à la gamme étoffée de produits et services financiers offerts par le Groupe Investors, de sorte que des ventes accrues de fonds communs de placement ont été enregistrées et que notre taux de rachat des fonds communs de placement est plus bas que la moyenne du secteur. Les ventes brutes de fonds communs de placement effectuées par l'entremise de notre réseau de conseillers ont augmenté de 16,2 % en 2005 pour s'établir à 5,5 G\$, tandis que les ventes nettes se sont établies à 778 M\$, en hausse par rapport à 2004 où elles s'étaient chiffrées à 218 M\$. Le taux de rachat observé par le Groupe Investors pour les fonds à long terme a diminué, passant de 9,1 % en 2004 à 8,7 % au 31 décembre 2005, tandis que le taux de rachat de tous les autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (« IFIC ») a augmenté, passant de 15,3 % en 2004 à 16,4 % au 31 décembre 2005.

Revenu tiré des honoraires – Groupe Investors

Pour les exercices (en M\$)



STRATÉGIE SECTORIELLE

Le Groupe Investors cherche à assurer que les intérêts des actionnaires, des clients, des conseillers et des employés convergent le plus possible. La démarche d'entreprise du Groupe Investors suit les tendances actuelles du secteur des services financiers au Canada et notre plan stratégique se concentre sur les points suivants :

1. L'élargissement de notre réseau de distribution par le recrutement de nouveaux professionnels dans le secteur et le maintien en poste de nos conseillers existants.
2. L'importance accordée à la prestation de conseils, de produits et de services de planification financière par l'entremise de notre réseau de conseillers solidement formés et appuyés.
3. La nécessité d'enrichir et de diversifier l'éventail de produits que le Groupe Investors offre afin que nous puissions continuer à créer et à entretenir des relations durables en répondant aux nouveaux besoins de notre vaste clientèle.
4. La maximisation du rendement des investissements de l'entreprise par les moyens suivants :
 - Concentration des ressources sur les initiatives qui profitent directement aux clients et aux conseillers.
 - Contrôle des dépenses par la gestion de la dotation en personnel, par l'amélioration de la productivité, par un investissement efficace et continu dans la technologie, et par la gestion des charges discrétionnaires, jumelé à des économies d'échelle réalisées grâce aux liens qui nous unissent à Mackenzie, à Investment Planning Counsel, ainsi qu'à d'autres membres du groupe de sociétés de la Financière Power.

ACTIVITÉS FONDAMENTALES

Conseillers

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services de planification financière personnelle à ses clients en privilégiant les relations à long terme. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers travaillant à partir de 115 centres de planification financière répartis dans tout le Canada.

Afin de respecter notre engagement qui est d'assurer une croissance constante, nous avons accru de 15,9 % la taille de notre équipe de directeurs du réseau en 2005. En plus d'avoir augmenté le nombre de personnes dans des postes de direction du réseau, nous leur avons également offert une formation plus approfondie, accordé un rôle accru à l'égard de la formation des nouveaux conseillers et mis à leur disposition des outils afin de suivre la progression de ces conseillers.

Parallèlement à la croissance de notre équipe de gestion sur le terrain et du nombre de nouveaux conseillers, nous avons ajouté sept nouveaux bureaux régionaux, en 2005. Quatre bureaux qui étaient des bureaux de division sont maintenant des bureaux régionaux, soit deux au Québec et deux en Ontario, et trois nouveaux bureaux régionaux ont été ouverts à Calgary, à Edmonton et à Toronto.

RECRUTEMENT ET MAINTIEN EN FONCTION

Le Groupe Investors emploie diverses techniques d'entrevue et d'administration de tests afin de trouver des candidats qui réunissent l'expérience, les études et les aptitudes requises pour devenir de bons planificateurs financiers. En 2005, nos directeurs de division et notre équipe de formation sur le terrain ont pu s'appuyer sur un nouveau programme de recrutement et des outils supplémentaires pour les aider à recruter efficacement. Les efforts que nous avons déployés à cet égard, jumelés à nos programmes de rémunération, de reconnaissance et de soutien des conseillers et des directeurs du réseau se sont avérés très concluants, comme en témoigne la croissance du nombre de conseillers.

À la fin de l'exercice 2005, le Groupe Investors comptait 3 668 conseillers, comparativement à 3 496 en 2004. Le nombre de conseillers possédant plus de quatre années d'expérience s'établissait à 2 100 comparativement à 2 030 l'exercice précédent. Notre réseau de conseillers s'est accru au cours de chacun des six derniers trimestres.

PERFECTIONNEMENT DES CONSEILLERS

La direction continue de se concentrer sur le perfectionnement des conseillers. Notre programme de formation exhaustif destiné aux conseillers allie les connaissances techniques à la pratique. Les programmes de formation sont révisés et mis à jour chaque année afin d'offrir aux nouveaux conseillers la pierre angulaire sur laquelle repose leur réussite en affaires.

À mesure que les conseillers progressent, ils sont invités à perfectionner leurs compétences en planification financière et en gestion d'entreprise en suivant divers programmes de formation sur la planification financière, la connaissance des produits, le service à la clientèle, la croissance des affaires, la conformité, la technologie, la gestion d'une pratique professionnelle et d'autres sujets connexes. La formation, l'encadrement et le mentorat supplémentaires font partie des priorités des directeurs de division et des directeurs régionaux du réseau de conseillers dans tout le Canada.

En 2005, le Groupe Investors a apporté de nouvelles améliorations aux programmes de formation et de perfectionnement proposés à ses conseillers. Ces modifications comprenaient la fin de la transition entre un modèle de formation centralisé et un modèle de formation régional qui est maintenant proposé principalement par nos bureaux régionaux dans tout le Canada. Nous avons par ailleurs

constaté les retombées positives de notre Programme de formation sur le terrain, lequel a été introduit en 2004 en vue d'offrir aux conseillers un encadrement et un mentorat améliorés lors de leurs premières années dans le domaine, leur permettant ainsi d'augmenter leurs chances de succès.

Conformément à l'engagement du Groupe Investors en ce qui a trait au maintien de normes élevées relativement aux pratiques et au comportement éthiques, les conseillers reçoivent également de la formation, des renseignements et des directives sur une base continue en matière de normes professionnelles, ainsi que de questions de réglementation et de conformité.

Le Groupe Investors soutient également des initiatives prises par le secteur pour imposer des normes de compétence uniformes régissant l'utilisation d'un titre reconnu de « planificateur financier ». L'inscription à ces programmes afin d'obtenir le titre de Planificateur financier agréé (« PFA »), ou l'équivalent dans la province de Québec (Pl. Fin.), est encouragée.

PRODUCTIVITÉ

En 2005, le Groupe Investors a également apporté un certain nombre de modifications importantes visant à accroître la productivité de nos directeurs du réseau et de nos conseillers. Ces modifications incluent les suivantes :

- L'implantation d'une nouvelle ressource Web qui facilite les activités de gestion, de recrutement et de conformité des directeurs régionaux et des directeurs de division.
- Le lancement d'un système en ligne conçu pour aider les directeurs de division à surveiller l'efficacité des nouveaux conseillers, qui vient soutenir les occasions d'encadrement.
- Les améliorations apportées à l'Accordeur de portefeuille de la démarche de planification stratégique de portefeuille Symphonie^{MC} qui peut désormais calculer automatiquement et recommander des opérations pour toute la série de fonds afin de constituer un portefeuille de placement pour un client ou de le rééquilibrer ainsi que pour revoir la pondération d'un fonds Profil^{MC} dans le portefeuille d'un client.
- L'amélioration du programme d'entrée d'ordres de la Société, qui permet aux conseillers d'effectuer des opérations sur des fonds communs de placement de tiers et d'obtenir une validation automatique des opérations par rapport aux données Connaître son client (KYC). Ce système d'entrée des ordres a été élaboré par Winfund Software Corp., détenue par une filiale de Mackenzie, et son logiciel est utilisé par plus de 95 courtiers dans le secteur des fonds communs de placement.

- La livraison automatisée des prospectus directement aux clients dans tous les cas où ils doivent en posséder une copie à jour.
- L'embauche de spécialistes en assurance principaux à Vancouver et à Montréal dont le mandat consiste à apporter un soutien dans les dossiers d'assurance plus importants.

La direction estime que ces initiatives rendent le Groupe Investors plus attrayant et concurrentiel aux yeux des conseillers et des conseillers éventuels, et qu'avec le temps elles devraient accroître le recrutement, la productivité et la croissance de l'actif et améliorer la conformité.

Produits et services

Le Groupe Investors est considéré comme un chef de file en planification financière personnelle au Canada parce qu'il fournit des solutions financières personnelles répondant aux besoins individuels de chaque client. Les conseillers recommandent des portefeuilles équilibrés et diversifiés gérés par des professionnels qui reflètent les objectifs du client, ses préférences et sa tolérance au risque. Ils vont également au-delà des placements en offrant aux clients des produits d'assurance, des services bancaires et des prêts hypothécaires.

PLANIFICATEUR FINANCIER PERSONNEL (PFP)

Le Planificateur financier personnel (PFP), logiciel de planification financière du Groupe Investors, gère un large éventail des besoins potentiels liés à la planification financière, allant des projections et des modèles de concepts de base de la planification financière à la préparation de plans financiers écrits couvrant tous les volets de la planification financière, dont la planification de placements, la planification fiscale, la planification de la retraite et des études, la planification successorale et la gestion des risques. Le logiciel PFP continue d'améliorer la qualité et le caractère professionnel des plans financiers écrits préparés par les conseillers.

PROGRAMME DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE PORTEFEUILLE SYMPHONIE

Symphonie est la démarche de planification stratégique de portefeuille du Groupe Investors. La démarche Symphonie est conçue pour aider les conseillers à faire croître leurs activités en appliquant une discipline de placement sophistiquée, appuyée par un processus faisant appel à une méthode de mesure de la tolérance au risque des clients. En se fondant sur cette évaluation, les conseillers sont capables de faire des recommandations appropriées ajustées en fonction du risque en utilisant la vaste gamme de fonds offerts par le Groupe Investors.

L'Accordeur de portefeuille de Symphonie est conçu pour aider les conseillers à rééquilibrer les portefeuilles de placement des clients au fil des ans, ainsi que pour calculer automatiquement et recommander les opérations à

effectuer pour rééquilibrer ces portefeuilles. En 2005, l'Accordeur de portefeuille a été amélioré afin d'inclure des opérations portant sur toutes les séries de fonds. Les modifications apportées permettent également à l'Accordeur de portefeuille de rééquilibrer directement les comptes Profil.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Le Groupe Investors concentre ses efforts pour accroître le rendement, l'étendue et la diversité de ses produits de placement. En raison de l'élimination, au cours de l'exercice, de la limite de contenu étranger établie par le gouvernement fédéral à l'égard des placements enregistrés, les Fonds de la Série globale RER Investors et le Fonds RER Actions mondiales Profil ont été dissous par la Société. Nous avons également renommé le Fonds Investors d'obligations de sociétés et élargi ses objectifs et sa stratégie de placement, en plus de modifier la composition de l'actif du Fonds de titres à revenu fixe Profil et d'annoncer la création d'un nouveau fonds de dividendes axé sur les placements à l'échelle mondiale.

GESTION DES PLACEMENTS

Le Groupe Investors gère un actif de plus de 50,7 G\$ dans 137 fonds communs de placement qui couvrent une vaste gamme de mandats de placement.

Par l'entremise de notre propre équipe internationale de professionnels en placements et de nos relations avec des conseillers en placements externes, nous fournissons à nos clients une vaste gamme de services-conseils en matière de placement. Les clients ont l'occasion de diversifier leurs placements, que ce soit par gestionnaires de fonds, catégories d'actif, styles de placement, régions, capitalisation ou secteurs, au moyen de portefeuilles personnalisés en fonction de leurs objectifs.

FONDS DE LA SÉRIEMAÎTRE INVESTORS^{MC}

Les fonds de la sérieMaître Investors sont gérés par la Société de gestion d'investissement I.G., notre propre équipe multidisciplinaire de professionnels en placements disposant de bureaux et de conseillers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Nos relations à l'échelle internationale, l'exhaustivité de nos recherches et l'utilisation de la technologie de l'information, conjuguées à plus de 55 années d'expérience, augmentent nos capacités de gestion de placements, ce qui nous permet d'offrir à nos clients une expertise en gestion de placements qui répond à la plus vaste gamme d'objectifs de placement.

La famille des fonds de la sérieMaître Investors comprend 42 fonds en fiducie à participation unitaire et 27 fonds de la Société de fonds Groupe Investors offrant diverses séries de parts et d'actions. La structure des fonds de la Société de fonds Groupe Investors est présentée plus loin dans ce rapport. Les 42 fonds en fiducie à participation unitaire incluent des fonds du marché monétaire, des fonds

à revenu fixe, des fonds équilibrés, des fonds d'actions canadiennes et internationales, des fonds mondiaux et des fonds sectoriels. Au 31 décembre 2005, le total de l'actif lié à ces fonds se chiffrait à 42,9 G\$, comparativement à 38,1 G\$ en 2004, soit une augmentation de 12,4 %. Les fonds en fiducie à participation unitaire de la sérieMaître Investors comptent pour environ 85 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors, soit une proportion relativement semblable à celle de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2005, 34 % des fonds communs de placement de la sérieMaître Investors étaient cotés quatre ou cinq étoiles par le service de cotation de fonds Morningstar[†] et 64 % étaient cotés trois étoiles ou mieux comparativement à 41 % et à 72 %, respectivement, à la fin de 2004. La Cote Morningstar[†] est une mesure quantitative objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds, ajusté en fonction du risque, par rapport à des fonds comparables. Bien que nos cotes de quatre et de cinq étoiles se comparent avantageusement à celles de l'industrie, nos résultats d'un exercice à l'autre ont été touchés par le fait qu'un nombre disproportionné de fonds avec une mesure de rendement de trois ans seulement est représenté dans les calculs de Morningstar[†] en raison du lancement de plusieurs nouveaux fonds au cours des cinq dernières années.

En juin 2005, le Groupe Investors a élargi l'objectif et la stratégie de placement du Fonds Investors d'obligations de sociétés afin d'inclure des obligations émises par le gouvernement et l'a renommé le Fonds d'obligations canadiennes Investors. Nous avons également pris des mesures pour accroître le rendement du Fonds de marché monétaire à rendement élevé Investors et avons ramené le placement minimal de 100 000 \$ à 25 000 \$, de sorte que le fonds

constitue un choix concurrentiel pour les investisseurs privilégiant des placements à court terme.

À la suite de l'élimination, au cours de l'exercice, de la limite de contenu étranger établie par le gouvernement fédéral à l'égard des placements enregistrés, la Société a également procédé à la dissolution des six Fonds de la Série globale RER Investors. Après l'approbation des porteurs de parts en septembre, les parts du Fonds RER Valeur grande capitalisation É.-U. Investors, du Fonds RER global Science et Technologie Investors, du Fonds RER global Investors, du Fonds RER d'actions européennes Investors, du Fonds RER d'actions japonaises Investors et du Fonds RER Croissance É.-U. IG AGF détenues par les porteurs ont été échangées contre des parts des mêmes séries des fonds sous-jacents.

En misant sur son expertise en gestion de placements mondiaux, la Société a également annoncé la création du Fonds mondial de dividendes Investors, un des premiers fonds du genre au Canada, qui a été lancé en janvier 2006.

SOCIÉTÉ DE FONDS GROUPE INVESTORS INC.

En 2002, le Groupe Investors a lancé Société de fonds Groupe Investors Inc., une vaste structure de fonds avantageux sur le plan fiscal. Ce groupe de fonds permet des transferts sans répercussions fiscales immédiates et sans frais entre 46 fonds du groupe. Les fonds incluent 27 fonds de la sérieMaître Investors pour lesquels la Société de gestion d'investissement I.G. fournit des services-conseils, ainsi que des fonds pour lesquels Placements Mackenzie, Les Fonds AGF Inc., Beutel, Goodman & Company, Ltd., Fidelity Investments Canada Limitée, Société de Placements Franklin Templeton, Goldman Sachs Asset Management et Bissett Investment Management fournissent des services-conseils.

À la fin de 2005, les fonds de la Société de fonds avaient recueilli un actif de 1,1 G\$, comparativement à 659 M\$ en 2004.

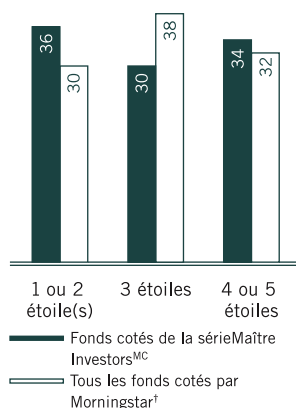
PROGRAMMES DE GESTION DE L'ACTIF ET DE PLACEMENT MULTIGESTIONNAIRE

Le Groupe Investors offre aux clients un nombre croissant de programmes de répartition de l'actif supervisés par certains des chefs de file mondiaux de la gestion de patrimoine. Ces programmes comprennent :

- **Les Portefeuilles Allegro^{MC}** : Les Portefeuilles Allegro constituent une solution de placement unique permettant une diversification par région, par style de placement et par catégorie d'actif. Les sept portefeuilles comprennent des fonds de la sérieMaître Investors, des fonds de partenaires Mackenzie, de même qu'une vaste gamme d'autres fonds de partenaires. La répartition d'actif des Portefeuilles Allegro a été revue de manière à tenir compte de l'approche de placement stratégique qui a été mise au point dans le cadre des recommandations de Symphonie visant

Cotes Morningstar[†] – SérieMaître Investors^{MC}

Au 31 décembre 2005
(pourcentage des fonds)



(Source : Morningstar[†])

les fonds. L'actif de ces fonds lancés en 2001 a augmenté pour se chiffrer à 1,6 G\$ au 31 décembre 2005, comparativement à 1,1 G\$ en 2004.

- **Les Portefeuilles Alto^{MC}** : Les Portefeuilles Alto constituent une solution de placement unique permettant une diversification par région, par style de placement et par catégorie d'actif. Les dix portefeuilles comprennent des fonds de la sérieMaître Investors et des fonds de partenaires Mackenzie. L'actif en portefeuille a atteint 666 M\$ au 31 décembre 2005, comparativement à 157 M\$ en 2004.
- **Les Portefeuilles sérieMaître Investors^{MC}** : L'actif de ce programme de fonds dépasse 7,2 G\$ au 31 décembre 2005, comparativement à 6,5 G\$ au cours de l'exercice précédent. Ce programme regroupe huit fonds investis dans 21 fonds sous-jacents de la sérieMaître Investors, ce qui assure une vaste diversification.
- **Profil^{MC}** : Il s'agit d'un programme de gestion de portefeuille unique lancé en 2001 à l'intention des clients disposant d'un actif supérieur à 250 000 \$. Les portefeuilles de placement Profil ont été conçus de manière à maximiser le rendement et à gérer le risque au moyen d'une diversification par catégorie d'actif, style de gestion et régions du monde. Ce programme est géré suivant les conseils d'un groupe d'élite de 12 sociétés de gestion de patrimoine de calibre mondial parmi lesquelles figurent Goldman Sachs Asset Management, Jarislowsky Fraser Limitée, Waddell & Reed, J.P. Morgan et Société de gestion d'investissement I.G. Ltée. En raison de l'élimination de la limite de contenu étranger à l'égard des placements enregistrés, la Société a dissous le Fonds RER Actions mondiales Profil en septembre 2005 et les parts ont été échangées contre des parts du fonds sous-jacent. En décembre 2005, la répartition de l'actif du Fonds de titres à revenu fixe Profil a été modifiée en vue d'inclure des placements dans le Fonds de biens immobiliers Investors. À la fin de 2005, l'actif de ce programme s'élevait à 514 M\$, comparativement à 437 M\$ à la fin de 2004.

FONDS DE PARTENAIRES

Les fonds de partenaires sont un élément important de la gamme de produits du Groupe Investors. Ils donnent accès à un vaste choix de disciplines de placement grâce à des relations avec des conseillers d'autres sociétés de gestion de placements. Les fonds de partenaires sont constitués de 26 fonds en fiducie à participation unitaire et de 19 fonds de la Société de fonds Groupe Investors.

En ce qui a trait aux fonds de partenaires en fiducie à participation unitaire, le Groupe Investors a maintenu ses liens avec des gestionnaires de placements reconnus, à savoir Les Fonds AGF Inc., Beutel, Goodman & Company, Ltd., Bissett Investment Management (une unité d'exploitation de Société de Placements Franklin Templeton), Fidelity Investments Canada Limitée, Société de Placements Franklin Templeton, Goldman Sachs Asset Management, L.P. et Mackenzie.

Le Groupe Investors supervise les conseillers en placements externes qui doivent s'assurer que leurs activités sont conformes à la philosophie de placement du Groupe Investors, de même qu'aux objectifs de placement et aux stratégies qui ont été établis pour les fonds respectifs.

Au 31 décembre 2005, les fonds de partenaires en fiducie à participation unitaire totalisaient 6,2 G\$, soit environ 12 % de l'actif géré de fonds communs de placement du Groupe Investors, comparativement à 5,3 G\$ et une proportion semblable en 2004. Mackenzie fournit actuellement des services-conseils en matière de placement pour six des fonds de partenaires, lesquels présentent un actif total de 2,0 G\$.

FONDS DISTINCTS

Le Groupe Investors offre huit fonds distincts distribués exclusivement par ses conseillers. Nos fonds distincts fournissent une indemnité garantie en cas de décès et une protection éventuelle contre les créanciers. Ces fonds assurent par ailleurs une protection contre la volatilité à long terme des marchés en proposant deux niveaux de garantie : 75 % ou 100 % du capital investi. Ces produits sont établis par La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la « Great-West ») et les composantes Investissement sont gérées par le Groupe Investors.

ASSURANCE

Le Groupe Investors demeure un chef de file au Canada pour la distribution de produits d'assurance-vie. Grâce à des ententes conclues avec d'importantes compagnies d'assurance, le Groupe Investors offre une vaste gamme de produits – assurance temporaire, universelle, vie entière, invalidité, maladie grave, soins de longue durée, soins médicaux personnels et assurance collective. Services d'Assurance I.G. Inc. a actuellement des conventions de distribution avec les assureurs suivants :

- La Great-West, compagnie d'assurance-vie,
- La Compagnie d'Assurance du Canada sur la vie,
- Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie,
- La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (« Manuvie »).

En 2005, nous avons poursuivi le renforcement de nos liens avec d'autres sociétés membres du groupe de la Corporation Financière Power, en faisant de la Canada-Vie notre principal fournisseur de produits d'assurance-vie individuelle et de la Great-West notre principal fournisseur de produits de protection du vivant et d'assurance collective. L'expertise et le soutien auxquels nos conseillers peuvent avoir recours par l'intermédiaire de ces sociétés continuent d'ajouter de la valeur en ce qui a trait à l'intégration de l'assurance au plan financier général d'un client. Les liens que le Groupe Investors a tissés avec d'autres fournisseurs de produits de protection du vivant et d'assurance-vie sélectionnée demeurent solides.

En 2005, les ventes de produits d'assurance, en fonction des primes annualisées, ont atteint 33 M\$. La valeur nominale totale des polices en vigueur a augmenté en 2005 pour s'établir à 37 G\$. Le nombre moyen de polices vendues par conseiller a été de 8,6 en 2005, comparativement à

8,2 en 2004. La distribution des produits d'assurance est enrichie par l'apport de 39 spécialistes en assurance; ils ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des produits d'assurance.

OPÉRATIONS SUR TITRES

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à ses clients une plus vaste gamme de produits allié à des services de planification financière et de placement. Les conseillers du Groupe Investors peuvent ainsi recommander des clients à l'un des 25 spécialistes en valeurs mobilières de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

En 2005, Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. a engagé Services Valeurs mobilières M.R.S. Inc., une filiale de Mackenzie offrant des services d'intermédiaire à de nombreux courtiers dans tout le Canada, à titre de nouveau courtier chargé de comptes. Ce changement s'inscrit dans notre stratégie visant à tirer profit des économies d'échelle et à utiliser des systèmes et des processus semblables là où il est possible de le faire, tout en préservant l'intégrité et la confidentialité de la clientèle de chaque société. Parallèlement à ce changement, Les Services Investors Limitée (au Québec) et Services Financiers Groupe Investors Inc. (ailleurs au Canada) ont retenu les services des courtiers de fonds mutuels du Groupe MRS, Corporation des Correspondants M.R.S. et M.R.S. Inc., respectivement, en tant que courtiers chargés de comptes.

Au 31 décembre 2005, l'actif administré de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. se chiffrait à 1,4 G\$, tandis que l'actif administré d'IG-MRS atteignait 3,5 G\$. En 2005, l'actif mobilisé par Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. s'est établi à 914 M\$, comparativement à 1,1 G\$ en 2004.

La direction est d'avis que les opérations sur titres et les produits de fonds communs de placement de tiers resteront importants pour aider les conseillers à attirer des clients et à maintenir des relations avec les investisseurs qui désirent inclure des titres individuels et des fonds de tiers dans leur plan financier général.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

Les conseillers du Groupe Investors jouent un rôle de premier plan dans l'offre de prêts hypothécaires résidentiels de qualité, grâce à la recommandation de clients aux spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors. Au 31 décembre 2005, le Groupe Investors comptait 50 spécialistes en planification hypothécaire qui montent ce genre de prêts sur les principaux marchés résidentiels.

Les prêts hypothécaires montés ont augmenté de 18,4 % par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 9 259. La valeur monétaire de ces prêts hypothécaires s'est établie à 958 M\$ contre 746 M\$ en 2004, soit une hausse de 28,4 %. La proportion de prêts hypothécaires résidentiels obtenus par l'intermédiaire des conseillers s'est accrue pour atteindre

91,5 % en 2005, en hausse par rapport à la proportion de 89 % enregistrée en 2004. Les prêts sont cédés au Fonds hypothécaire Investors, qui regroupe les activités d'intermédiaire du Groupe Investors, par l'entremise du secteur hypothécaire du Groupe Investors, ainsi qu'à des tierces parties et à des fonds multicédants hypothécaires. Le Groupe Investors continue d'assurer les services de gestion permanents.

En 2005, le Groupe Investors a lancé plusieurs prêts hypothécaires à durée non normalisée à prix concurrentiels tout au long de l'exercice, lesquels ont été bien reçus par les conseillers et les clients.

Les activités relatives aux prêts hypothécaires du Groupe Investors comprennent également des services de montage et de gestion offerts aux entités suivantes :

- Le Fonds hypothécaire Investors, lequel, en raison de son ampleur, requiert un flux constant de prêts hypothécaires de grande qualité,
- La Compagnie de fiducie du Groupe Investors Ltée et la Société Investors Ltée, qui sont des filiales de la Société,
- La London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la « London Life »), qui est une filiale de GWL.

SOLUTIONS BANCAIRES†

L'initiative Solutions Bancaires† du Groupe Investors ne cesse de gagner en popularité auprès des conseillers et des clients. Au 31 décembre 2005, 90 % des conseillers du Groupe Investors avaient intégré Solutions Bancaires† à leur démarche de planification financière, avec un produit vendu ou plus, contre 75 % l'an dernier.

L'offre consiste en une vaste gamme de produits et services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme et elle comprend des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et des cartes de crédit. Les clients ont accès à près de 2 000 guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée.

La gamme Solutions Bancaires† s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à nos clients par l'entremise d'une vaste plate-forme de planification financière.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le bénéfice d'exploitation avant intérêts et impôts du Groupe Investors pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, comparativement à l'exercice 2004, est présenté dans le tableau 6.

TABLEAU 6 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GROUPE INVESTORS

(en M\$)	2005	2004	VARIATION
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net			
Gestion	921,0 \$	830,3 \$	10,9 %
Administration	166,7	156,3	6,7
Distribution	113,8	94,2	20,8
Revenu de placement net et autres	126,4	123,3	2,5
	1 327,9	1 204,1	10,3
Frais d'exploitation			
Commissions	148,0	108,8	36,0
Primes de rétention de l'actif	178,5	155,2	15,0
Frais autres que les commissions	265,5	273,8	(3,0)
	592,0	537,8	10,1
Bénéfice avant intérêts et impôts	735,9 \$	666,3 \$	10,4 %

REVENU TIRÉ DES HONORAIRES

Le revenu tiré des honoraires provient de la gestion, de l'administration et de la distribution des 137 fonds de placement de la série Maître Investors^{MC}, fonds de partenaires et programmes de gestion de l'actif. Le Groupe Investors obtient aussi un revenu des honoraires qu'il facture relativement à la distribution de produits d'assurance et bancaires et à la prestation de services liés aux valeurs mobilières.

Le revenu tiré des honoraires a représenté 90,5 % du revenu brut en 2005, comparativement à 89,8 % en 2004. Le total du revenu tiré des honoraires a augmenté de 120,7 M\$ pour s'établir à 1,2 G\$, soit une hausse de 11,2 % par rapport à 2004. Le revenu tiré des honoraires dépend en grande partie du niveau et de la composition de l'actif géré. L'actif géré est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et le rendement de placement. L'évolution de l'actif géré en 2005 comparativement à 2004 est présentée dans le tableau 7.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors effectuées par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 5,5 G\$, soit une augmentation de 16,2 % par rapport à 2004. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 4,7 G\$ pour la même période, soit une hausse de 4,6 % par rapport aux rachats de 4,5 G\$ enregistrés en 2004. Le taux de rachat sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors a été abaissé à 8,7 % au 31 décembre 2005, par rapport à 9,1 % au 31 décembre 2004. Il demeure plus faible que le taux de rachat correspondant de 16,4 % pour tous les autres membres de

l'IFIC. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont établies à 778 M\$ en 2005, comparativement à 218 M\$ en 2004.

Les ventes de fonds communs de placement à long terme se sont établies à 4,6 G\$ en 2005, comparativement à 3,7 G\$ en 2004, soit une augmentation de 22,9 %. Les ventes nettes de fonds communs de placement à long terme, telles qu'elles ont été déclarées à l'IFIC, se sont établies à 529 M\$, comparativement à des rachats nets de 81 M\$ en 2004. Le produit de certaines ventes de fonds communs de placement à long terme au premier trimestre de 2004, effectuées par l'intermédiaire des programmes de prêts Solutions Bancaires[†] du Groupe Investors, a été déposé et détenu pour une journée dans le Fonds de marché monétaire canadien Investors avant d'être transféré dans des fonds communs de placement à long terme. En incluant le produit de ces ventes, les ventes et les ventes nettes des fonds communs de placement à long terme pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004 auraient été de 3,8 G\$ et de 52 M\$, respectivement.

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 50,7 G\$ au 31 décembre 2005, soit une augmentation de 6,2 G\$ ou 13,9 % comparativement au 31 décembre 2004. L'augmentation de l'actif par rapport au 31 décembre 2004 reflète l'appréciation nette du marché de 5,4 G\$ et les ventes nettes de fonds communs de placement totalisant 778 M\$, tel qu'il est indiqué précédemment. L'augmentation de l'actif du secteur pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2005 est de 14,6 %.

TABLEAU 7 : VARIATION DE L'ACTIF DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT GÉRÉ – GROUPE INVESTORS

(en M\$)	2005	2004	VARIATION
Ventes	5 487,6 \$	4 722,3 \$	16,2 %
Rachats	4 709,8	4 504,4	4,6
Ventes nettes	777,8	217,9	257,0
Rendement du marché et revenu	5 413,4	3 387,7	59,8
Variation de l'actif, montant net	6 191,2	3 605,6	71,7
Actif au début	44 509,8	40 904,2	8,8
Actif à la fin	50 701,0 \$	44 509,8 \$	13,9 %
Composé des éléments suivants :			
Fonds sérieMaître Investors	43 657,6 \$	38 570,2 \$	13,2 %
Fonds de partenaires IG Mackenzie	2 144,2	1 696,8	26,4
Fonds de partenaires	4 385,1	3 805,4	15,2
Fonds Profil	514,1	437,4	17,5
	50 701,0 \$	44 509,8 \$	13,9 %
Actif moyen quotidien	47 137,9 \$	42 493,4 \$	10,9 %

Le Groupe Investors perçoit des frais pour les services de gestion de placements fournis à ses fonds communs de placement. En 2005, le revenu tiré des frais de gestion a augmenté de 90,7 M\$ pour s'établir à 921,0 M\$, ce qui reflète l'augmentation de 10,9 % de la moyenne quotidienne de l'actif de fonds communs de placement en 2005 comparativement à 2004. Le revenu tiré des frais de gestion de 2005 représente un pourcentage de 195 points de base de l'actif de fonds communs de placement moyen, ce qui est inchangé par rapport à 2004.

Le Groupe Investors perçoit des frais d'administration liés à la prestation des services suivants :

- Services administratifs fournis à ses fonds communs de placement par l'intermédiaire de certaines de ses filiales;
- Services fiduciaires fournis à ses fonds communs de placement par l'intermédiaire de La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée.

Le revenu tiré des frais d'administration a totalisé 166,7 M\$ en 2005, soit une hausse de 6,7 %, comparativement à 156,3 M\$ en 2004. Les hausses des frais découlant des services fiduciaires et des autres frais liés à la prestation de services de 9,2 M\$ en 2005 sont attribuables à la hausse de la moyenne de l'actif des fonds communs de placement en 2005, comparativement à 2004. Les frais attribuables aux services administratifs rendus aux fonds communs de placement ont augmenté de 0,6 M\$ en raison de la hausse des frais autres que les commissions qui y sont liés.

Le revenu tiré des frais de distribution provient des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux titres de fonds communs de placement vendus avec la caractéristique

des frais de rachat. En 2003, le Groupe Investors a révisé son barème de frais de rachat visant les fonds communs de placement assujettis aux frais d'acquisition reportés. Ces frais varient de 5,5 % la première année à néant après sept ans. Auparavant, les taux des frais de rachat variaient de 3,0 % la première année à néant après six ans.

- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services liés aux valeurs mobilières par l'entremise de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.
- La prestation de services bancaires par l'intermédiaire de Solutions Bancaires[†] en vertu d'une entente conclue avec la Banque Nationale du Canada.

Le revenu tiré des frais de distribution de 113,8 M\$ en 2005 a augmenté de 20,8 %, puisqu'il s'établissait à 94,2 M\$ en 2004. Le revenu combiné tiré des frais de distribution liés aux opérations sur titres, aux activités d'assurance et aux activités bancaires a totalisé 69,1 M\$, soit une hausse de 15,5 M\$ par rapport à l'exercice 2004. Cette augmentation est principalement attribuable au revenu accru tiré des frais de distribution liés aux opérations d'assurance découlant à la fois de la hausse des primes et de la restructuration des conventions de distribution de la Société. Le revenu tiré des frais de rachat a augmenté de 2,2 M\$ pour se chiffrer à 31,3 M\$ en 2005, en raison d'une hausse des rachats assujettis aux frais d'acquisition reportés en 2005 par rapport à 2004 et de l'incidence du barème de frais d'acquisition reportés conforme aux normes de l'industrie qui a été instauré en 2003.

REVENU DE PLACEMENT NET ET AUTRES REVENUS

Le poste Revenu de placement net et autres revenus englobe les intérêts et les dividendes réalisés sur les espèces et quasi-espèces, les titres négociables et les prêts hypothécaires, ainsi que les gains et les pertes sur la vente de titres, la quote-part du bénéfice de Great-West Lifeco Inc. (GWL) revenant au Groupe Investors et le revenu tiré des services liés aux prêts hypothécaires. Le revenu de placement net du Groupe Investors correspond à l'écart entre le revenu de placement et les intérêts débiteurs. Les intérêts débiteurs comprennent les intérêts sur le passif-dépôt, les certificats de placement et la dette engagée pour financer son placement dans GWL.

Le poste Revenu de placement net et autres revenus est passé d'un total de 123,3 M\$ en 2004 à 126,4 M\$ en 2005, ce qui représente une augmentation de 3,1 M\$ ou 2,5 %. Cette augmentation est principalement attribuable à des gains accrus à la vente de titres ainsi qu'à la hausse de la quote-part du bénéfice de GWL revenant au Groupe Investors, laquelle a été partiellement contrebalancée par une diminution des revenus tirés des services bancaires hypothécaires. L'augmentation des Autres revenus comprenait le recouvrement d'impôts indirects payés au cours d'exercices antérieurs et une réduction des provisions établies pour la sortie de certaines activités.

FRAIS D'EXPLOITATION

Le Groupe Investors verse des commissions se rapportant à la distribution de ses services et produits financiers, principalement ses fonds communs de placement. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits. Par conséquent, le montant des commissions fluctue en fonction du volume des ventes. Les commissions accordées en 2005 ont augmenté de 39,2 M\$ pour se fixer à 148,0 M\$ par rapport à 108,8 M\$ en 2004. Cette hausse a découlé des facteurs suivants :

- L'augmentation de 25,1 M\$ de l'amortissement des commissions en 2005 liée aux ventes des exercices précédents. Cette augmentation reflète l'incidence de la modification d'une estimation, en vigueur le 1^{er} avril 2001, qui a augmenté à 72 mois la durée de l'amortissement des commissions de vente.
- L'augmentation de 2,2 M\$ de l'amortissement des commissions liée à des paiements de commissions plus élevés en 2005 qu'en 2004. Cette augmentation des paiements de commissions est tributaire des ventes plus importantes de fonds communs de placement.
- Les hausses de 11,9 M\$ enregistrées dans les autres charges de rémunération au titre des activités liées aux fonds communs de placement et des produits d'assurance, de prêts hypothécaires et de services bancaires. Les autres charges de rémunération en 2004 comprennent une réduction de 6,5 M\$ découlant d'une variation des estimations à l'égard des activités liées aux fonds communs de placement.

Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui sont fondées sur le volume de l'actif géré, sont constituées des éléments suivants :

- Les primes de rétention de l'actif sont versées mensuellement, et leur calcul est fondé sur la valeur de l'actif géré. La charge liée aux primes a augmenté de 17,2 M\$ en 2005 principalement en raison de la croissance de l'actif géré.
- Les primes supplémentaires de rétention de l'actif sont une composante de rémunération reportée visant à promouvoir le maintien en fonction des conseillers. La charge liée aux primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui est liée à l'actif géré à la fin de chaque exercice, a augmenté de 6,1 M\$, pour s'établir à 22,4 M\$.

Les frais autres que les commissions englobent les frais engagés par le Groupe Investors pour soutenir son réseau de conseillers, les frais d'administration, de commercialisation et de gestion de ses fonds communs de placement et d'autres produits ainsi que les autres frais engagés dans l'exercice de ses activités.

Les frais autres que les commissions ont totalisé 265,5 M\$ en 2005, comparativement à 273,8 M\$ en 2004, soit une baisse de 8,3 M\$ ou 3,0 %. Cette diminution découle principalement des facteurs suivants :

- Une indemnité versée aux porteurs de parts de 28,8 M\$ constatée au quatrième trimestre de 2004 et qui a été commentée auparavant.
- Une baisse des frais de 3,5 M\$ découlant d'une variation des estimations relatives aux règlements de demandes d'indemnisation des clients enregistrée au cours du quatrième trimestre de 2005.
- Une diminution des frais de 1,7 M\$ découlant d'une variation des estimations des pertes sur créances des programmes de financement à l'intention des conseillers, qui a été comptabilisée au premier trimestre de 2005.

La diminution des frais a été contrebalancée par les éléments suivants :

- La hausse des frais de soutien liés au réseau de conseillers en raison d'un volume d'activités accru,
- La hausse des frais liés à l'administration des fonds communs de placement du Groupe Investors,
- La hausse de l'amortissement des dépenses en immobilisations liées au système unique d'administration des comptes des porteurs de parts. En novembre 2003, le Groupe Investors et Mackenzie ont regroupé leurs systèmes d'administration des comptes des porteurs de titres, tout en préservant l'intégrité et la confidentialité de leur clientèle respective.

Les frais autres que les commissions de 273,8 M\$ pour 2004 incluaient aussi une diminution de 3,7 M\$ constatée au troisième trimestre de 2004 qui représentait une tranche de la provision générale pour pertes sur créances. Cette diminution d'une tranche de la provision générale découlait de l'examen périodique de la qualité du crédit du portefeuille hypothécaire du Groupe Investors et de la suffisance de la provision générale connexe.

Le Groupe Investors continue de tirer parti de l'incidence des synergies liées au travail de transition réalisé avec Mackenzie. En outre, la direction ne cesse de concentrer ses efforts sur l'adoption de mesures permettant de contrôler les charges discrétionnaires et de réduire les charges en sus des occasions créées par les activités de transition.

Mackenzie

Revue des activités

Fondée en 1967, Mackenzie est considérée comme l'un des plus importants gestionnaires de placements au Canada. Mackenzie a établi et continue de bâtir des relations solides avec les conseillers financiers indépendants, ce qui lui procure un réseau de distribution étendu pour ses produits et services. La marque Mackenzie comprend une stratégie de sous-marques incluant Cundill, Ivy, Maxxum, Sentinelle*, Gestionnaires sélects* et Universal. Mackenzie propose également des solutions de répartition de l'actif et de placement de produits gérés grâce aux sous-marques Keystone et Symétrie.

ACTIVITÉS DE GESTION DE L'ACTIF

Au 31 décembre 2005, l'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 41,6 G\$, une augmentation de 4,3 G\$, ou de 11,5 %, par rapport à 37,3 G\$ au 31 décembre 2004. Au 31 décembre 2005, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 49,9 G\$, soit une augmentation de 7,6 G\$, ou de 17,7 %, par rapport à 42,3 G\$ au 31 décembre 2004. Un sommaire de la variation de l'actif géré est présenté au tableau 8.

En 2005, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont élevées à 8,1 G\$, soit une hausse de 19,0 % par rapport à 6,8 G\$ pour l'exercice précédent. Les rachats de titres de fonds communs de placement au cours de l'exercice considéré se sont établis à 6,9 G\$, comparativement à des rachats de 6,0 G\$ en 2004. Les ventes nettes de fonds communs de placement en 2005

se sont chiffrées à 1,17 G\$, comparativement à des ventes nettes de 795 M\$ en 2004. Les ventes nettes de fonds à long terme ont atteint 1,03 G\$ en 2005, comparativement à des ventes nettes de fonds à long terme de 819 M\$ pour l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2005, le taux de rachat sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 14,8 %, comparativement à 13,8 % pour l'exercice précédent. L'un des facteurs ayant contribué à cette hausse est la croissance de la proportion des parts de fonds communs de placement de Mackenzie qui ne font plus l'objet de frais de rachat. Le taux de rachat sur douze mois des fonds à long terme pour tous les autres membres de l'IFIC a augmenté pour atteindre 15,7 % au 31 décembre 2005, comparativement à 14,8 % en 2004.

En 2005, le rendement de placement généré à l'intention des porteurs de parts de Mackenzie s'est traduit par une hausse de 3,1 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 2,7 G\$ en 2004.

Mackenzie fournit également des services de gestion de placements à des investisseurs institutionnels dont l'actif représentait 8,1 G\$ au 31 décembre 2005, en hausse de 64,1 % par rapport à l'actif de 4,9 G\$ enregistré l'an dernier. Par ailleurs, les produits structurés de Mackenzie ont totalisé 203 M\$ au 31 décembre 2005, soit une augmentation de 74 M\$ comparativement au 31 décembre 2004.

TABLEAU 8 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

(en M\$)	2005	2004	VARIATION
Fonds communs de placement			
Ventes	8 074,8 \$	6 786,7 \$	19,0 %
Rachats	6 900,2	5 991,4	15,2
Ventes nettes	1 174,6	795,3	47,7
Rendement du marché et revenu	3 119,2	2 733,0	14,1
Variation de l'actif, montant net	4 293,8	3 528,3	21,7
Actif au début	37 298,2	33 769,9	10,4
Actif à la fin	41 592,0	37 298,2	11,5
Comptes institutionnels			
Apparentés et Groupe Investors	4 066,9	3 392,3	19,9
Autres	3 991,5	1 518,5	162,9
	8 058,4	4 910,8	64,1
Produits structurés	202,5	129,0	57,0
Total	49 852,9 \$	42 338,0 \$	17,7 %
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement	38 940,6 \$	35 427,8 \$	9,9 %

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2005, 55,2 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie était coté quatre ou cinq étoiles par le service de cotation des fonds Morningstar[†] et 90,7 % était coté trois étoiles ou plus. Ces proportions se comparent à 69 % et à 87 %, respectivement, au 31 décembre 2004, et, pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], à 45,6 % pour les cotes de quatre ou cinq étoiles et à 86,6 % pour trois étoiles ou plus, au 31 décembre 2005.

En 2005, les fonds Cundill de Mackenzie ont maintenu leur rendement solide. Trois des cinq fonds cotés de Cundill ont obtenu la cote de cinq étoiles décernée par Morningstar[†]. Le Fonds de valeur Mackenzie Cundill était classé parmi les fonds d'actions mondiales les plus performants offerts aux investisseurs canadiens et était le fonds d'actions mondiales le plus vendu au Canada en 2005. À la fin de l'exercice, son actif s'élevait à 4,3 G\$. Le Fonds renaissance Mackenzie Cundill a reçu une distinction spéciale en tant que meilleur fonds d'actions mondiales de l'année lors du Gala canadien du placement de 2005, une des deux récompenses spéciales décernées à Mackenzie.

Le Fonds de ressources canadiennes Mackenzie Universal a également reçu une distinction au Gala canadien du placement à titre de meilleur fonds d'actions de ressources naturelles. Grâce à une entente de sous-conseiller avec Waddell & Reed, dont le siège est aux États-Unis, les investisseurs particuliers américains peuvent bénéficier de la connaissance qu'a Mackenzie du marché mondial des ressources naturelles en investissant dans le Ivy Global Natural Resources Fund. Le Fonds a enregistré un volume de ventes important, ce qui a porté son actif à 2,9 G\$ en 2005 contre 1,1 G\$ en 2004.

Bien que les fonds Ivy aient connu des rachats nets en 2005, ils ont attiré plus de 1,0 G\$ de nouvelles ventes. L'équipe des fonds Ivy élabore des portefeuilles diversifiés d'entreprises qui présentent les caractéristiques d'une croissance prudente et dont les titres sont achetés à des prix raisonnables. Les devises ne font pas l'objet d'une

couverture afin que les fonds Ivy offrent aux investisseurs canadiens une diversification non seulement au chapitre des entreprises étrangères mais aussi au chapitre des devises. En 2005, la progression du marché des actions canadiennes a été largement influencée par la croissance des secteurs de l'énergie et des ressources naturelles, secteurs dans lesquels les fonds Ivy ne détenaient pas de positions importantes.

En plus des fonds appartenant à la famille de fonds Cundill, un vaste échantillon de fonds des autres gammes de fonds de Mackenzie (y compris le Fonds Catégorie Capital gestionnaires sélects Japon Mackenzie, le Fonds d'obligations de société Mackenzie Sentinelle, le Fonds Catégorie Capital croissance maximale États-Unis Mackenzie Universal et le Fonds de croissance d'actions canadiennes Mackenzie Maxxum) faisaient partie des fonds les plus performants dans leurs catégories respectives.

DÉVELOPPEMENT, SERVICES ET POSITIONNEMENT EN MATIÈRE DE PRODUITS

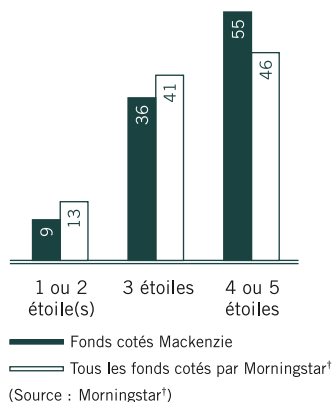
En 2005, la demande des investisseurs était étant fortement axée sur le revenu. Les taux d'intérêt étant demeurés faibles, de nombreux investisseurs se sont tournés vers les fonds communs de placement et les autres produits d'investissement pour générer un rendement supérieur. En plus de la série existante de placements productifs de revenu, deux nouveaux produits lancés en 2005 sont conçus spécifiquement pour générer un revenu constant et pour répondre aux besoins en matière de retraite d'une population vieillissante. En juillet, le nom du Fonds de retraite Mackenzie Maxxum a changé pour « Fonds de revenu mensuel Mackenzie Maxxum » et son mandat a été élargi en vue d'inclure des titres à rendement plus élevé tels que des obligations de sociétés et des fiducies de revenu, ainsi que des actions et des obligations d'État. Le Fonds de revenu mensuel Mackenzie Maxxum offre également un potentiel supérieur de plus-value du capital, tout en versant des distributions mensuelles d'environ 5 % par année.

Les fiducies de revenu, du fait qu'elles sont en mesure de verser des distributions dont le rendement est souvent supérieur à celui des obligations d'État ou des dividendes sur actions ordinaires ou privilégiées, ont continué d'attirer l'attention des investisseurs. Le Fonds de fiducies de revenu Mackenzie Sentinelle a été lancé en décembre 2005 afin de combiner les caractéristiques d'un revenu accru généré par les fiducies de revenu aux avantages d'une gestion professionnelle et dynamique. Ce fonds investit dans des fiducies de revenu et verse des distributions mensuelles à taux variables.

Bien que les investisseurs canadiens, en tant que groupe, aient préféré les fonds d'actions canadiennes aux fonds d'actions étrangères en 2005, l'actif de Mackenzie a enregistré une forte croissance dans la catégorie des actions étrangères. L'actif du Fonds de valeur Mackenzie Cundill,

Cotes Morningstar[†] – Mackenzie

Au 31 décembre 2005
(pourcentage de l'actif)



un fonds d'actions étrangères, s'est accru de 2,2 G\$ au cours de l'exercice. En octobre, Mackenzie s'est dotée d'un plus vaste choix dans la catégorie des actions mondiales en élargissant le mandat d'un fonds existant, le Fonds Catégorie Capital services financiers Mackenzie Universal et en le renommant « Catégorie Capital explorateur mondial Mackenzie Maxxum ». L'ajout de ce fonds à la série de fonds Maxxum fait en sorte que chaque famille de fonds Mackenzie offre désormais un éventail de titres mondiaux aux investisseurs et aux conseillers.

Symétrie, le programme multigestionnaire de comptes intégrés de Mackenzie, a connu une croissance considérable pendant l'exercice puisque son actif a augmenté de 72 % pour s'établir à 498 M\$ au 31 décembre 2005. Symétrie conjugue une répartition stratégique de l'actif et les suggestions d'un conseiller financier pour fournir un haut niveau de personnalisation que n'offrent pas la plupart des autres programmes de répartition d'actif les plus concurrentiels sur le marché.

Le Groupe des produits structurés de Mackenzie (MSP*) continue de créer des produits innovateurs avantageux sur le plan fiscal tels que les Billets de dépôt protégés ArMADA[†] MSP*. Émis en novembre en partenariat avec la Banque de Montréal, ces billets offrent une protection du capital à l'échéance ainsi que des occasions de revenu et de croissance au moyen du Fonds de dividendes Mackenzie Maxxum. Deux versions ont été proposées en vue de fournir aux investisseurs des produits uniques de planification fiscale. Il s'agit des Billets de dépôt protégés ArMADA[†] MSP*, Catégorie de rendement Maxxum*, série 1 (les billets

réguliers) et des Billets de dépôt protégés ArMADA[†] MSP*, Catégorie de rendement Maxxum* lié au R.D.C., série 1 (les billets RDC). Les distributions semestrielles versées sur les billets réguliers seront traitées comme un revenu d'intérêt, tandis que les distributions sur les billets RDC devraient constituer un remboursement de capital. Le total des ventes des deux billets de dépôt a dépassé 30 M\$.

Mackenzie continue à rationaliser sa gamme de produits dans le but de proposer des mandats de placement ciblés, d'éviter les chevauchements, de réaliser des économies et d'accroître la valeur offerte à nos investisseurs. En 2005, six fonds, incluant les fonds clones, ont été fusionnés avec d'autres fonds ayant des mandats similaires afin de faire bénéficier les investisseurs de Mackenzie de meilleures économies d'échelle. Les fonds clones, qui étaient des fonds de titres étrangers entièrement admissibles aux régimes enregistrés, n'étaient plus requis depuis l'élimination de la limite de contenu étranger établie par le gouvernement fédéral.

Au cours de l'exercice, Mackenzie a également élargi son réseau de relations avec des institutions et des partenaires. L'ajout de trois mandats Mackenzie au programme de fonds distincts d'une entreprise s'est traduit par un flux initial de fonds unique de 500 M\$ ainsi que par des ventes nettes additionnelles de plus de 60 M\$ durant l'exercice. Mackenzie joue désormais un rôle croissant au sein des placements de plusieurs programmes de fonds dans l'ensemble de ses canaux de distribution. Actuellement, le nom Mackenzie figure au premier plan des sociétés

TABEAU 9 : ACTIF DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT GÉRÉ PAR OBJECTIF DE PLACEMENT – MACKENZIE

(en M\$)	2005	2004	VARIATION
Actions			
Canadien	16 463,7 \$	14 876,5 \$	10,7 %
Étranger	11 779,8	10 539,8	11,8
	28 243,5	25 416,3	11,1
Équilibré			
Canadien	8 847,0	7 796,1	13,5
Étranger	731,7	533,1	37,3
	9 578,7	8 329,2	15,0
Revenu fixe			
Canadien	2 193,2	1 883,3	16,5
Étranger	112,3	164,8	(31,9)
	2 305,5	2 048,1	12,6
Marché monétaire			
Canadien	1 408,2	1 453,2	(3,1)
Étranger	56,1	51,4	9,1
	1 464,3	1 504,6	(2,7)
Total	41 592,0 \$	37 298,2 \$	11,5 %

proposées par les principales banques à chartes, les compagnies d'assurance non-apparentées et celles qu'offrent le Groupe Investors, Investment Planning Counsel et d'autres membres du groupe de sociétés de la Financière Power.

En mars 2005, Mackenzie a lancé une option d'achat à frais d'acquisition reportés modiques par tous ses fonds. L'option à frais modiques de Mackenzie, qui vise une période de rachat de trois ans, procure davantage de souplesse aux conseillers et aux investisseurs dans leur planification financière. Les ventes brutes de fonds effectuées en vertu de cette option d'achat ont atteint 270 M\$ en 2005.

SERVICES DE COURTAGE, DE FIDUCIE ET D'ADMINISTRATION

Mackenzie continue de fournir des produits et des services aux courtiers, aux conseillers financiers et à leurs clients respectifs par l'entremise de ses filiales. La Compagnie de Fiducie M.R.S., société de fiducie sous réglementation fédérale, offre aux conseillers financiers des produits de prêts et de dépôts pour leurs clients. M.R.S. Inc. est le plus important courtier chargé de comptes de fonds communs de placement au Canada et est membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (l'« ACFM »). Services Valeurs Mobilières M.R.S. Inc. est une maison de courtage destinée aux courtiers en placements, un courtier exécutant destiné aux investisseurs référés et est membre de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières. Quant à la Corporation des Correspondants M.R.S., il s'agit d'un courtier réglementé par l'Autorité des marchés financiers exerçant ses activités au Québec. Winfund Software Corp. est l'un des plus importants fournisseurs de logiciels à l'intention des courtiers et des conseillers destinés aux distributeurs de fonds communs de placement du Canada.

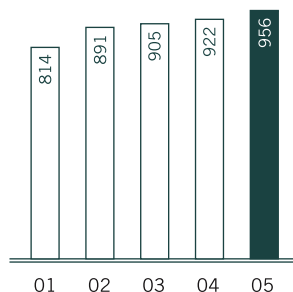
REVENU TIRÉ DES HONORAIRES ET REVENU DE PLACEMENT NET

La plupart des revenus de Mackenzie sont tirés des services de gestion qu'elle offre à titre de gestionnaire des fonds communs de placement Mackenzie. Outre les fonds communs de placement destinés aux épargnants, Mackenzie offre également diverses séries de ces fonds assortis de frais de gestion moindres qui visent des programmes tarifés, d'importants investisseurs et des programmes de placement de tierces parties offerts par des banques, des compagnies d'assurance et d'autres courtiers en valeurs mobilières. En échange des frais de gestion moindres, selon les séries spécifiques des fonds communs de placement, Mackenzie ne sera pas tenue de verser des commissions de suivi ou des commissions de vente à l'égard de ces fonds.

Les frais de gestion se sont établis à 691,3 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, ce qui constitue une hausse de 45,8 M\$, ou 7,1 %, par rapport à 645,5 M\$ en 2004. La hausse des frais de gestion est attribuable à l'augmentation de 9,9 % de l'actif moyen géré des fonds communs de placement de Mackenzie, qui est passé de 35,4 G\$ en 2004 à 38,9 G\$ en 2005, ainsi qu'à la croissance de la clientèle des investisseurs institutionnels. La hausse générale des frais de gestion était inférieure à l'accroissement de l'actif géré en raison d'un changement de la composition de l'actif, laquelle est passée de fonds destinés aux épargnants à des fonds qui ne sont pas destinés aux épargnants, ce qui a donné lieu à un taux effectif des frais de gestion moins élevé.

Comptes d'investisseurs gérés par le Groupe MRS

Aux 31 décembre (en milliers)



Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le tableau 10 présente le bénéfice d'exploitation avant intérêts et impôts de Mackenzie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 comparativement à 2004.

TABEAU 10 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – MACKENZIE

(en M\$)	2005	2004	VARIATION
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net			
Gestion	691,3 \$	645,5 \$	7,1 %
Administration	138,0	140,5	(1,8)
Distribution	34,0	35,6	(4,5)
Revenu de placement net et autres	19,0	15,8	20,3
	882,3	837,4	5,4
Frais d'exploitation			
Commissions	154,3	150,3	2,7
Commissions de suivi	185,6	169,9	9,2
Frais autres que les commissions	258,9	255,6	1,3
	598,8	575,8	4,0
Bénéfice avant intérêts et impôts	283,5 \$	261,6 \$	8,4 %

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, les frais d'administration se sont établis à 138,0 M\$, par rapport à 140,5 M\$ en 2004, soit une baisse de 2,5 M\$. Les frais d'administration comprennent les principales composantes suivantes :

- les frais d'exploitation recouverts des fonds communs de placement et des produits structurés de Mackenzie;
- les frais imputés pour l'administration des fonds de travailleurs;
- les frais de répartition de l'actif;
- les revenus tirés de la contrepartie des fonds clones RER;
- les frais découlant des services fiduciaires ainsi que d'autres frais d'administration tirés des activités d'administration des comptes du Groupe MRS.

Le 29 juin 2005, la loi visant à éliminer la règle sur les biens étrangers applicable aux régimes enregistrés a été promulguée. À la suite de la modification de la législation fiscale, les fonds clones RER n'étaient plus nécessaires à l'atteinte d'un niveau approprié de contenu étranger dans un régime enregistré. Par conséquent, les fonds clones RER de Mackenzie et du Groupe Investors ont été dissous le 8 juillet 2005 et le 23 septembre 2005, respectivement, et les investisseurs de ces fonds ont reçu la valeur équivalente de leurs placements dans les fonds communs de placement sous-jacents correspondants. Avant la modification de la législation fiscale, la Compagnie de Fiducie M.R.S. percevait des frais à titre de contrepartie des contrats à terme que certains fonds clones RER de Mackenzie et du Groupe Investors achetaient afin de créer leur

admissibilité aux régimes enregistrés. Ainsi, les frais d'administration perçus à titre de contrepartie pour les fonds clones ne seront plus une source de revenu pour la Compagnie de Fiducie M.R.S.

Au cours du deuxième trimestre, l'entente visant l'administration conclue entre les fonds de travailleurs VenGrowth et Mackenzie a pris fin. Mackenzie a continué d'assurer l'administration des fonds VenGrowth jusqu'au 18 novembre 2005, date à laquelle la transition à l'administrateur successeur a été terminée.

Mackenzie perçoit un revenu tiré des frais de distribution au moment du rachat des parts de fonds communs de placement comportant des frais d'acquisition reportés. Les frais débutent à 5,5 % la première année et diminuent pour s'établir à néant après sept ans. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, le revenu tiré des frais de distribution a atteint 34,0 M\$, en baisse de 1,6 M\$ comparativement à 35,6 M\$ pour l'exercice précédent. Cette diminution a découlé d'une baisse, d'un exercice à l'autre, du taux de rachat absolu des parts qui sont assujetties aux frais de rachat.

L'élément le plus important du poste Revenu de placement net et autres revenus est la marge nette en intérêts découlant des activités de prêt et de dépôt de la Compagnie de Fiducie M.R.S. En 2005, le revenu de placement net s'est établi à 19,0 M\$, soit une hausse de 3,2 M\$ par rapport à 15,8 M\$ en 2004. Cette augmentation résulte de la variation de la composition du portefeuille de prêts et de dépôts de la Compagnie de Fiducie M.R.S. et de l'accroissement de la marge nette en intérêts.

FRAIS D'EXPLOITATION

Les frais d'exploitation de Mackenzie se sont élevés à 598,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, ce qui représente une hausse de 23,0 M\$, ou 4,0 %, par rapport aux frais d'exploitation de 575,8 M\$ de l'exercice précédent.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement sur la base de frais d'acquisition reportés. La charge liée aux commissions, qui représente l'amortissement des commissions de vente reportées, s'est chiffrée à 154,3 M\$ en 2005, comparativement à 150,3 M\$ pour l'exercice précédent. Mackenzie amortit ses commissions de vente reportées sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat des parts applicables.

Des commissions de suivi sont versées aux courtiers afin de les rémunérer pour l'appui soutenu qu'ils apportent aux investisseurs des fonds communs de placement de Mackenzie. Les commissions de suivi sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré et varient selon le type de fonds et selon le type de frais liés à l'achat, à savoir des frais prélevés à l'acquisition ou des frais d'acquisition reportés. De plus, les commissions de suivi ne sont pas versées à l'égard de certaines séries de fonds communs de placement qui ne sont pas destinées aux épargnants ou d'actif d'investisseurs institutionnels.

Les commissions de suivi versées aux courtiers se sont établies à 185,6 M\$ pour l'exercice 2005, soit une hausse de 15,7 M\$, ou de 9,2 %, par rapport à 169,9 M\$ pour l'exercice précédent. La hausse des commissions de suivi découle de la croissance de l'actif moyen géré des fonds communs de placement d'un exercice à l'autre, neutralisée partiellement par la diminution du taux moyen des commissions de suivi. Les commissions de suivi en tant que pourcentage de l'actif moyen géré des fonds communs de placement ont diminué pour s'établir à 0,476 % pour l'exercice considéré, par rapport à 0,479 % pour l'exercice précédent. La diminution de ce taux est attribuable à l'accroissement de la proportion de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie qui font partie des séries non destinées aux épargnants, pour lesquels Mackenzie ne verse aucune commission de suivi.

Les frais autres que les commissions ont augmenté de 3,3 M\$, ou 1,3 %, pour s'établir à 258,9 M\$ pour l'exercice considéré, comparativement à 255,6 M\$ pour l'exercice précédent. Une composante des frais autres que les commissions engagés par Mackenzie est liée à l'administration de ses fonds communs de placement. Ces frais, qui sont recouverts auprès des fonds communs de placement de Mackenzie, sont demeurés relativement inchangés d'un exercice à l'autre. Le reste de l'écart relatif aux frais autres que les commissions est imputable aux coûts engagés par Mackenzie à l'égard de la mise en marché et de la gestion de ses fonds communs de placement ainsi qu'aux activités d'administration des comptes et de services fiduciaires du Groupe MRS. La structure de coûts globale de Mackenzie continue de profiter des synergies et des économies réalisées grâce au travail de transition avec le Groupe Investors qui lui a permis de maintenir ses frais autres que les commissions à un niveau relativement similaire à celui de 2004 malgré une augmentation considérable de l'actif géré.

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Les actifs indiqués au bilan de la Société financière IGM totalisaient 6,81 G\$ au 31 décembre 2005, comparativement à 6,47 G\$ au 31 décembre 2004.

TITRES

La valeur des titres que détient la Société s'établissait à 178,0 M\$ au 31 décembre 2005, soit une augmentation de 51,7 M\$ ou 40,9 % par rapport à 2004. La juste valeur du portefeuille de la Société au 31 décembre 2005 dépassait de 123,7 M\$ le coût des titres, comparativement à 127,8 M\$ au 31 décembre 2004.

Gestion des risques du marché

La Société financière IGM s'emploie continuellement à vérifier la grande qualité des titres de son portefeuille. Afin de gérer les risques du marché inhérents aux portefeuilles de titres, un comité des placements formé de membres de la haute direction est chargé de suivre les mouvements du portefeuille et de s'assurer que toutes les activités relatives à ce dernier sont conformes à la politique de placement de la Société. Ce comité revoit régulièrement le portefeuille pour repérer les titres qui présentent une baisse de valeur durable. Dans de tels cas, la valeur comptable de ces titres est réduite pour constater la perte.

PRÊTS

Les prêts, y compris les prêts hypothécaires et les prêts personnels, ont augmenté de 16,3 M\$ pour s'établir à 513,0 M\$ au 31 décembre 2005 et représentent 7,5 % de l'actif total, comparativement à 7,7 % en 2004. Les prêts hypothécaires et personnels découlant des activités d'intermédiaire exercées par la Société ont augmenté de 24,4 M\$, hausse qui a été contrebalancée par une baisse de 18,1 M\$ des prêts résidentiels relatifs aux activités hypothécaires de la Société. En outre, la provision générale pour pertes sur créances a diminué de 10,0 M\$ en 2005 comme il est indiqué à la rubrique « Gestion des risques de crédit » ci-dessous.

Les prêts hypothécaires résidentiels, obtenus par le Groupe Investors, sont principalement financés par le Fonds hypothécaire Investors et par les ventes à des tiers, les services relatifs à leur gestion étant entièrement inclus. Les prêts hypothécaires obtenus par l'intermédiaire des courtiers en prêts hypothécaires et les prêts personnels obtenus par l'entremise de conseillers financiers indépendants sont liés aux activités d'intermédiaire de Fiducie MRS. Fiducie MRS vend également des prêts hypothécaires et personnels à des tiers, services de gestion inclus, dans le cadre de ses activités de titrisation.

Gestion des risques de crédit

Au 31 décembre 2005, les prêts douteux totalisaient 1,0 M\$, soit 0,19 % du total du portefeuille de prêts, comparativement à 0,4 M\$ ou 0,07 % au 31 décembre 2004. La provision générale pour pertes sur créances se chiffrait à 8,2 M\$ au 31 décembre 2005 comparativement à 17,8 M\$ en 2004. La Société examine régulièrement sa politique en matière de gestion des risques de crédit pour en évaluer l'efficacité. La Société procède également à un examen périodique de la qualité du crédit des portefeuilles de prêts et de la suffisance de la provision générale connexe. La Société a diminué sa provision générale de 10,0 M\$ en 2005 en raison de l'élimination de la provision établie à la suite d'une acquisition antérieure. La reprise est présentée au poste Revenu de placement net et autres revenus dans le secteur Activités internes et autres. La Société a aussi diminué la provision générale de 3,7 M\$ en 2004 qui correspond à une réduction des frais autres que les commissions dans le secteur Groupe Investors. Ces diminutions reflètent les changements de taille et de composition des portefeuilles, l'amélioration des tendances en matière de défaut et l'amélioration constante des politiques et procédures de gestion des placements et des cas de défaut. Ces politiques et procédures ont permis une gestion efficace des risques à l'égard des prêts douteux.

En 2005, la direction a maintenu sa politique qui consiste à constituer des provisions d'un montant suffisant pour parer aux pertes liées aux créances, connues et prévisibles, de son portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts, ainsi que de son portefeuille immobilier. Au 31 décembre 2005, la provision pour pertes sur créances de 8,2 M\$ était supérieure de 7,2 M\$ aux montants des prêts hypothécaires et des prêts douteux.

En date du 31 décembre 2005 :

- Les portefeuilles hypothécaires étaient composés à 97 % de prêts résidentiels, dont 68 % étaient assurés.
- Plus de 80 % des prêts hypothécaires ont été contractés par des propriétaires occupants.
- Les prêts hypothécaires des portefeuilles étaient diversifiés sur le plan géographique.
- La Société maintient une politique stricte en matière de gestion des risques de crédit.

Les caractéristiques du portefeuille hypothécaire au 31 décembre 2005 décrites ci-dessus sont conformes à celles des exercices précédents.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

SITUATION DE TRÉSORERIE

Les liquidités de la Société financière IGM en matière d'exploitation sont nécessaires pour les éléments suivants :

- Le financement des activités d'exploitation continues, y compris le financement des commissions de vente.
- La détention temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.
- Le respect des obligations relatives au paiement périodique d'intérêts et de dividendes sur la dette à long terme et les actions privilégiées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le financement du rachat des actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Les liquidités dont la Société a besoin servent en grande partie à verser les commissions à la vente de fonds communs de placement. Les commissions accordées continuent d'être financées en totalité par le revenu tiré des frais de gestion gagné sur l'actif géré des fonds communs de placement et par le revenu supplémentaire provenant des frais exigés lors du rachat anticipé de fonds communs de placement.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires. Par le truchement de ses activités liées aux prêts hypothécaires, la majeure partie de ces prêts sont vendus au Fonds hypothécaire Investors ou à des tiers, les services relatifs à leur gestion étant entièrement inclus. Afin de

gérer efficacement ses liquidités globales, la Société exerce des activités dans le domaine de la vente de prêts et dans celui de la titrisation. En 2005, les ventes de prêts à des tiers se sont chiffrées à 372,4 M\$ et le produit tiré de la titrisation, à 251,0 M\$, comparativement à 712,1 M\$ et à 207,1 M\$, respectivement, en 2004.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») a totalisé 1 365,5 M\$ en 2005, comparativement à 1 253,1 M\$ en 2004, une augmentation de 9,0 %.

En plus du solde actuel des espèces et quasi-espèces excédant les exigences de liquidités en matière d'exploitation susmentionnées, la Société possède un portefeuille de titres et des marges de crédit qui constituent d'autres sources de liquidités éventuelles. La Société dispose de marges de crédit à l'exploitation totalisant 210 M\$ auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe A, dont une tranche de 50 M\$ représente les marges de crédit engagées.

La capacité démontrée de la Société financière IGM à réunir des fonds sur le marché financier est également une source de liquidités.

Flux de trésorerie

Le tableau 11, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des états consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

Les activités d'exploitation, avant les commissions versées, ont généré 941,5 M\$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2005, comparativement à 769,7 M\$ en 2004. Les commissions en espèces versées se sont chiffrées à 337,4 M\$ en 2005, comparativement à 305,8 M\$ en 2004, et reflètent la croissance des ventes de fonds communs de placement par rapport à l'exercice 2004.

Voici en quoi ont principalement consisté les activités de financement de l'exercice terminé le 31 décembre 2005 par rapport à la période correspondante de 2004 :

- Une baisse nette de 18,2 M\$ des dépôts et certificats en 2005, comparativement à une baisse de 39,1 M\$ en 2004, en raison d'une diminution du montant des dépôts à terme, contrebalancée par une augmentation des dépôts à vue.
- Le versement des dividendes ordinaires réguliers qui ont augmenté pour s'établir à 341,3 M\$ en 2005, comparativement à 292,1 M\$ en 2004, en raison de la hausse des dividendes ordinaires de la Société.
- Le rachat de 584 700 actions ordinaires en 2005 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM au coût de 23,3 M\$. En 2004, 756 100 actions ont été rachetées au coût de 26,9 M\$.

Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)

Pour les exercices (en M\$)

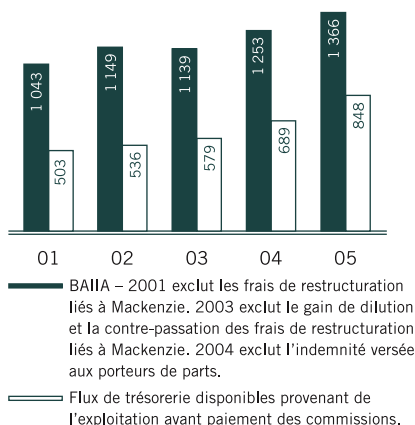


TABLEAU 11 : FLUX DE TRÉSORERIE

(en M\$)	2005	2004	VARIATION
Activités d'exploitation			
Avant paiement des commissions	941,5 \$	769,7 \$	22,3 %
Commissions payées	(337,4)	(305,8)	(10,3)
Déduction faite des commissions payées	604,1	463,9	30,2
Activités de financement	(375,4)	(548,8)	31,6
Activités d'investissement	(25,6)	(19,4)	(32,0)
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	203,1	(104,3)	n. s.
Espèces et quasi-espèces au début	865,0	969,3	(10,8)
Espèces et quasi-espèces à la fin	1 068,1 \$	865,0 \$	23,5 %

Les autres activités en 2004 portaient sur le remboursement des 175 M\$ restants en vertu des acceptations bancaires à taux variable au quatrième trimestre de 2004 en plus du remboursement de la dette à long terme prise en charge lors de l'acquisition d'Investment Planning Counsel en mai 2004.

Voici en quoi ont principalement consisté les activités d'investissement de l'exercice terminé le 31 décembre 2005 par rapport à la période correspondante de 2004 :

- L'achat de 102,2 M\$ de titres et le produit de 95,9 M\$ de la vente de titres en 2005 par rapport à 61,7 M\$ et à 78,5 M\$, respectivement, en 2004.
- L'augmentation des prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités hypothécaires de la Société et des prêts personnels relatifs aux activités d'intermédiaire de la Société de 258,0 M\$ par rapport à une augmentation de 167,0 M\$ en 2004, contrebalancée par des opérations de titrisation de 251,0 M\$ en 2005 et de 207,1 M\$ en 2004.

Les autres activités en 2004 portaient sur l'acquisition, en mai 2004, d'Investment Planning Counsel, déduction faite des espèces et quasi-espèces prises en charge, qui a totalisé 62,6 M\$.

Obligations contractuelles

TABLEAU 12 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 31 décembre 2005 (en M\$)	PAIEMENTS EXIGIBLES PAR PÉRIODE				
	TOTAL	MOINS DE UN AN	ENTRE 1 AN ET 3 ANS	ENTRE 4 ANS ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS
Dette à long terme ¹⁾	1 225,0 \$	25,0 \$	– \$	– \$	1 200,0 \$
Contrats de location-exploitation ²⁾	150,9	36,6	58,6	34,3	21,4
Total des obligations contractuelles	1 375,9 \$	61,6 \$	58,6 \$	34,3 \$	1 221,4 \$

¹⁾ Se reporter à la note 12 des états financiers consolidés.

²⁾ Comprend les locaux à bureaux et le matériel utilisés dans le cours normal des activités. Les paiements de location sont imputés aux résultats sur la période d'utilisation.

EXIGENCES EN MATIÈRE DE LIQUIDITÉS

Les besoins de liquidités de Fiducie MRS et de La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée, qui agissent à titre d'intermédiaires financiers, sont basés sur les politiques d'investissement approuvées par les comités de placement de leurs conseils d'administration respectifs. Au 31 décembre 2005, les liquidités de ces deux sociétés étaient conformes à ces politiques.

SOURCES DE FINANCEMENT

Les capitaux propres ont augmenté, passant de 3,15 G\$ au 31 décembre 2004 à 3,45 G\$ au 31 décembre 2005. La dette à long terme est demeurée inchangée par rapport à 2004, s'établissant à 1,23 G\$ au 31 décembre 2005. Pour plus de détails, consultez la note 12 des états financiers consolidés.

Pour atteindre ses objectifs stratégiques, la Société doit pouvoir compter sur de solides assises financières. L'objectif de gestion du capital de la Société consiste à préserver la qualité de sa situation financière en établissant et en maintenant des assises financières solides ainsi qu'un bilan fort.

Des évaluations indépendantes témoignent de l'excellence constante du bilan de la Société financière IGM et de la solidité de son exploitation. En 2005, Standard & Poors (« S&P ») et Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») ont passé en revue leur évaluation de la dette de premier rang et du passif de la Société, accordant toutes deux la cote « A » avec une perspective stable.

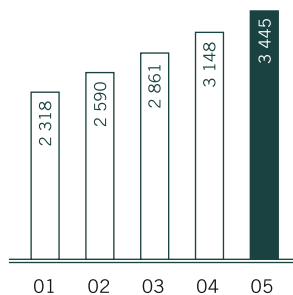
La direction est convaincue que les sources de financement actuelles de la Société sont suffisantes et qu'elles pourront soutenir ses activités en 2006.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

- *Titrisation* – Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent des cessions périodiques de prêts hypothécaires et personnels au moyen de ventes à des émetteurs d'effets de commerce qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments de garantie à l'égard des pertes sur créances liées aux prêts cédés. La Société cède également des prêts assurés en vertu de la LNH au moyen de l'émission de titres adossés à des créances hypothécaires. En 2005, la Société a conclu des opérations de titrisation par l'entremise de ses activités liées aux prêts hypothécaires, générant des revenus de 251,0 M\$, comparativement à 207,1 M\$ en 2004. Au 31 décembre 2005, les prêts titrisés gérés ont atteint un total de 558,8 M\$ et la juste valeur des droits conservés par la Société s'est établie à 15,5 M\$, comparativement à 593,2 M\$ et à 19,7 M\$, respectivement, en 2004. Les notes 1 et 4 des états financiers consolidés contiennent plus de détails au sujet des activités de titrisation de la Société.
- *Contrats dérivés* – Les instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt et au marché des actions. La Société n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins de spéculation. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur ses services liés aux prêts hypothécaires et sur la gestion de son bilan. La Société gère également son exposition au risque des marchés sur son portefeuille de titres en utilisant un éventail d'instruments dérivés dont des contrats d'options et de vente à terme. Tous les contrats dérivés sont négociés sur le marché hors cote sur une base diversifiée avec des banques à charte de l'annexe I et de l'annexe II. Les notes 1 et 15 des états financiers consolidés contiennent plus de détails au sujet de l'utilisation des contrats dérivés par la Société.

Capitaux propres

Aux 31 décembre (en M\$)



INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INSTRUMENTS

Le tableau 13 présente la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers au bilan et hors bilan.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- La juste valeur des instruments financiers à court terme correspond approximativement à leur valeur comptable. Ces instruments financiers comprennent les espèces et quasi-espèces, les débiteurs et autres montants à recevoir et les autres passifs financiers.
- Les titres sont évalués aux cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, d'autres méthodes d'évaluation peuvent être utilisées.
- Les prêts sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimatifs aux taux d'intérêt du marché exigés pour des prêts comportant un risque de crédit similaire.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt du marché actuellement offerts pour des dépôts comportant des échéances et des risques de crédit semblables.

- La dette à long terme est évaluée en tenant compte des cours du marché actuels pour des débiteurs et des effets à payer comportant des échéances et des risques semblables.
- La juste valeur des instruments financiers dérivés est évaluée selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances analogues, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée nette.

Pour plus de détails sur chaque élément des instruments financiers, consultez les notes correspondantes dans les états financiers consolidés.

Les risques importants et la gestion des risques liés aux divers instruments financiers sont décrits dans les rubriques « Situation financière consolidés », « Situation de trésorerie et sources de financement consolidées » et « Arrangements hors bilan du rapport de gestion ».

TABEAU 13 : INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 décembre (en M\$)	2005		2004	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actif				
Espèces et quasi-espèces	1 068,1 \$	1 068,1 \$	865,0 \$	865,0 \$
Titres	178,0	301,7	126,3	254,1
Prêts	513,0	512,6	496,7	499,5
Débiteurs et autres montants à recevoir	161,2	161,2	172,6	172,6
	1 920,3 \$	2 043,6 \$	1 660,6 \$	1 791,2 \$
Passif				
Dépôts et certificats	692,8 \$	694,3 \$	711,0 \$	717,2 \$
Autres passifs financiers	480,9	480,9	494,6	494,6
Dette à long terme	1 225,0	1 450,0	1 226,8	1 377,5
	2 398,7 \$	2 625,2 \$	2 432,4 \$	2 589,3 \$
Dérivés hors bilan	– \$	(28,2)\$	– \$	(17,7)\$

Perspectives

LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Le secteur des services financiers continue de connaître une croissance et des changements influencés par :

- La croissance continue de l'économie canadienne.
- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus continue d'augmenter.
- Des changements au cadre réglementaire.
- Un environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution des attitudes et préférences des investisseurs.

La déréglementation, la concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et services qui leur sont propres. Les distinctions longtemps observables entre les succursales de banques, les maisons de courtage traditionnel, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance commencent à s'atténuer tandis que ces différents fournisseurs de services financiers s'efforcent d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits.

La méthode de planification de la retraite préférée des Canadiens reste celle qui s'effectue de concert avec un conseiller financier. En raison de ces relations de conseil, les investisseurs sont de plus en plus sérieux et avertis, ce qui contribue à la reconfiguration des bilans ménagers des actifs financiers à court terme vers des actifs financiers à plus long terme.

Les fonds d'investissement, incluant les fonds communs de placement, demeurent la catégorie d'actifs financiers favorite des Canadiens pour leurs épargnes de retraite, et ils constituent plus du tiers des actifs financiers discrétionnaires canadiens à long terme. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens, parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et préférences de la plupart des investisseurs.

Au 31 décembre 2005, l'actif du secteur des fonds communs de placement au Canada totalisait 570,0 G\$, soit une hausse de 14,6 %, comparativement au 31 décembre 2004. Cette progression de 72,7 G\$ de l'actif du secteur par rapport au 31 décembre 2004 reflète des ventes nettes de 23,4 G\$, la tranche restante de 49,3 G\$ reflétant principalement le rendement des placements générés au cours de l'exercice.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi que des maisons de courtage traditionnel, des banques et des sociétés d'assurance. Le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements en plus de rivaliser avec d'autres classes d'actifs, comme les actions, les obligations et d'autres instruments de placement passifs pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

Les banques canadiennes demeurent une force dominante dans le secteur des services financiers de détail au Canada. Elles distribuent des produits et services financiers par l'entremise de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage à commissions réduites. Dernièrement, les succursales de banques ont davantage mis l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. Les actifs de fonds communs de placement administrés par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques représentaient 31 % de l'actif total du secteur des fonds communs de placement au 31 décembre 2005 et environ 46 % des ventes nettes de fonds communs de placement à long terme du secteur en 2005.

Les courtiers en fonds communs de placement et les autres sociétés de planification financière forment un réseau de distribution important pour les fonds communs de placement au Canada. Les cinq dernières années ont été marquées par d'importants regroupements dans ce secteur, beaucoup de ses sociétés principales ayant été achetées par des entreprises de gestion de fonds communs de placement ou d'assurances. Le secteur reste néanmoins fragmenté, et la direction est d'avis qu'il connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

À la suite de ces regroupements, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur est très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 78,6 % de son actif au 31 décembre 2005. Les entreprises de moindre importance étaient surtout présentes dans des créneaux spécialisés.

La direction estime que la taille des actifs, l'accès à la distribution et une vaste gamme de produits sont les éléments clés d'une bonne compétitivité dans le secteur des services financiers.

LES DÉFIS DE LA CONCURRENCE

La direction est d'avis que la Société financière IGM est en bonne posture pour faire face aux défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir car elle dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont :

- Des économies d'échelle considérables.
- Une distribution vaste et diversifiée mettant l'accent sur les conseillers financiers.
- Une vaste gamme de produits, de marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Son appartenance au groupe de sociétés de la Corporation Financière Power, dont font aussi partie la Great-West, la London Life et la Canada-Vie.
- Des relations durables avec ses clients ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.

Des économies d'échelle considérables

La Société financière IGM dispose d'une part de 16,4 % de l'actif géré du secteur des fonds communs de placement et sa taille fait presque deux fois celle de son plus proche concurrent. Cette taille des actifs procure de nombreux avantages à la Société et à ses filiales, dont un plus faible coût unitaire et un accès accru au capital.

Une distribution vaste et diversifiée

En plus de détenir deux des plus importantes entreprises de planification financière au Canada, soit le Groupe Investors et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM jouit, par l'entremise de Mackenzie, d'une distribution possible grâce à plus de 30 000 tiers conseillers. Les entreprises appartenant à la Société financière IGM s'efforcent toutes de maintenir les relations durables existant entre les clients et leurs conseillers financiers.

Une vaste gamme de produits

Comme il a été mentionné dans les résultats sectoriels, les filiales de la Société financière IGM ont continué à développer et à lancer en 2005 des produits novateurs et des outils de planification stratégique de placements afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour les clients.

L'appartenance au groupe de sociétés de la Corporation Financière Power

En tant que membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power, la Société financière IGM profite des épargnes provenant des services partagés ainsi que d'un meilleur accès à la distribution, aux produits et au capital.

Des relations durables

Les relations durables qu'entretiennent les conseillers de la Société avec les clients offrent un avantage marqué à l'entreprise. En outre, les filiales de la Société possèdent de riches héritages et cultures que ses concurrents ont du mal à imiter.

LE CADRE RÉGLEMENTAIRE

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes provenant des principaux organismes de réglementation qui la régissent, y compris ceux des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada. Les membres des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« ACVM ») régissent le placement de titres dans les provinces et les territoires. Les activités de la Société sont également régies par diverses autorités d'autoréglementation. Des changements dans le cadre réglementaire ou l'incapacité de se conformer aux lois, règles et règlements pourraient avoir une incidence financière négative sur la Société ou ternir sa réputation.

Les activités de distribution de base de la Société financière IGM sont réglementées par l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (l'« ACFM »), dont sont membres les filiales de la Société spécialisées en courtage de fonds communs de placements.

La Société favorise les démarches réglementaires visant à protéger les intérêts des clients ainsi qu'à préserver l'intégrité et la réputation du secteur et de ses membres.

Association canadienne des courtiers de fonds mutuels

Services Financiers Groupe Investors Inc., M.R.S. Inc. et IPC Investment Corporation, les filiales de courtage de fonds communs de placement de la Société, sont membres de l'ACFM, qui est l'organisme d'autoréglementation des courtiers de fonds communs de placement dans tous les territoires du Canada, à l'exception du Québec. Le 1^{er} juillet 2005, la Corporation de protection des investisseurs de l'ACFM a commencé à offrir une couverture visant à protéger les clients admissibles des membres de l'ACFM sur une base discrétionnaire jusqu'à des limites préétablies si des titres, des liquidités et d'autres biens détenus par ce membre ne sont pas disponibles en raison de son insolvabilité.

Harmonisation des règles relatives aux valeurs mobilières

Les ACVM continuent de travailler à l'amélioration de la confiance du public face aux marchés financiers et à la simplification du processus de réglementation des valeurs mobilières. En 2005, les ACVM, ou certains de leurs membres, ont mis en vigueur de nouvelles règles ou des règles modifiées relatives aux comités de vérification, à la présentation d'informations sur la gouvernance d'entreprise et à la présentation d'informations continue relativement aux fonds communs de placement. De nouveaux projets visant les comités d'examen indépendant pour les fonds communs de placement et la présentation d'informations sur les contrôles internes relatifs à la présentation d'informations financières devraient voir le jour en 2006. Des efforts d'harmonisation soutenus ont porté sur le travail des membres des ACVM en ce qui a trait à des projets comme le système de confiance mutuelle, des lois uniformes sur les valeurs mobilières et des exigences nationales en matière d'inscription. De plus, des efforts continus sont déployés pour améliorer les systèmes d'information électroniques nationaux comme SEDI, SEDAR et la BDNI.

Élimination de la limite de contenu étranger

Le 29 juin 2005, la loi visant à éliminer la limite de contenu étranger applicable aux placements en biens étrangers des régimes de placement enregistrés a été promulguée. En raison de la modification de la législation fiscale, les fonds clones RER sont devenus désuets.

Les fonds clones RER ont été initialement créés pour offrir aux clients détenant des placements dans des régimes de retraite à impôt différé, tels que les REER et les FERR, un moyen d'augmenter l'exposition de leurs régimes aux marchés étrangers sans dépasser la limite de contenu étranger en vigueur avant le 29 juin 2005. Le rendement des fonds clones RER suivait de près celui d'autres fonds d'actions étrangères (fonds communs de placement liés) principalement grâce à l'utilisation de contrats à terme dont les rendements étaient fondés sur ceux des fonds communs de placement liés, alors qu'une grande partie des actifs des fonds clones RER était investie dans des dépôts à court terme canadiens.

Au début de juillet 2005, les fonds clones RER de Mackenzie ont été dissous et les investisseurs dans ces fonds ont reçu la valeur équivalente de leurs placements dans les fonds communs de placement liés correspondants. Au cours du troisième trimestre, le Groupe Investors et Investment Planning Counsel ont aussi dissous leurs fonds clones RER et les investisseurs dans ces fonds ont reçu la valeur équivalente de leurs placements dans les fonds communs de placement liés correspondants.

Les investisseurs dans les fonds clones RER de Mackenzie, du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel tireront avantage de la liquidation des fonds grâce à une gestion plus efficiente et à une diminution correspondante de certains frais et, dans certains cas, à l'élimination de ceux-ci.

AUTRES FACTEURS DE RISQUE

Éventualités

Le Groupe Investors et Mackenzie peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires, y compris des recours collectifs, dans le cours normal de leurs activités. Trois recours collectifs relatifs à des allégations d'opérations d'anticipation du marché visant des fonds communs de placement des sociétés ont été déposés. Le Groupe Investors a conclu des ententes de règlement en 2004 avec plusieurs organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières relativement à ces allégations. Bien qu'il soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence négative importante sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque de marché

La confiance des investisseurs s'est accrue tout au long de 2005. Cette confiance a conduit à des hausses importantes des ventes de fonds communs de placement et de l'actif géré des fonds communs de placement au cours de l'année. Toutefois, les risques liés au rendement des marchés boursiers et la fluctuation des taux d'intérêt peuvent se répercuter fortement sur le niveau et la composition de l'actif géré et des ventes de fonds communs de placement. En outre, ces facteurs peuvent entraîner une augmentation des rachats de fonds communs de placement.

TAUX DE RACHAT

Les taux de rachat pour les fonds communs de placement à long terme sont résumés dans le tableau 14.

La Société financière IGM fournit à ses conseillers attitrés et à ses conseillers financiers indépendants un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement – diversifiés par catégories d'actif, pays ou régions et styles de gestion. Ces avantages clés contribuent au maintien de solides relations avec la clientèle. C'est la raison pour laquelle les taux de rachat de la Société ont constamment été parmi les plus bas du secteur. Un des facteurs qui a contribué à l'augmentation du taux de rachat de Mackenzie au 31 décembre 2005, comparativement à 2004, est l'augmentation de la proportion des parts de fonds communs de placement Mackenzie n'étant plus assujetties à des frais de rachat.

Le secteur des fonds communs de placement et les conseillers financiers cherchent à faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, nos conseillers attitrés et nos conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à conserver leur perspective et leurs objectifs à long terme.

TABLEAU 14 : TAUX DE RACHAT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT À LONG TERME

Aux 31 décembre	2005	2004	2003
Société financière IGM Inc.			
Groupe Investors	8,7 %	9,1 %	10,7 %
Mackenzie	14,8 %	13,8 %	13,0 %
Investment Planning Counsel ¹⁾	9,7 %	8,9 %	s. o.
Secteur des fonds communs de placement, en excluant Société financière IGM Inc.²⁾			
	16,5 %	15,5 %	14,3 %

¹⁾ Réflète Investment Planning Counsel à compter de la date d'acquisition, le 10 mai 2004.

²⁾ Exclut le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel à compter de la date d'acquisition.

Risque de distribution

- Réseau de conseillers du Groupe Investors** – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur la croissance de son réseau de conseillers, comme il est décrit à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du rapport de gestion. Au 31 décembre 2005, le nombre de conseillers totalisait 3 668, comparativement à 3 496 au 31 décembre 2004, ce qui représente une augmentation de 4,9 % du réseau de conseillers pour 2005. Le Groupe Investors a connu six trimestres de croissance consécutifs, ce qui a entraîné une augmentation de 14,4 % du réseau de conseillers depuis le 30 juin 2004.
- Mackenzie** – La quasi-totalité des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie sont réalisées par des conseillers financiers indépendants. La commercialisation des produits de Mackenzie dépend fortement de l'accès de celle-ci à divers réseaux de distribution. En règle générale, ces intermédiaires offrent également à leurs clients des produits de placement de concurrents. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, ses résultats d'exploitation et ses perspectives pourraient en subir un effet défavorable important. Toutefois, le portefeuille de produits financiers de Mackenzie est reconnu comme l'un des plus novateurs et des plus complets du secteur. Ce portefeuille, conjugué à un rendement soutenu et à un soutien solide en matière de marketing, de formation et de service, a fait de Mackenzie l'une des principales sociétés servant les conseillers financiers indépendants au Canada. Ces facteurs sont analysés plus en détail dans la rubrique « Revue des activités de Mackenzie » du rapport de gestion.

Estimations et conventions comptables

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Pour rédiger des états financiers conformément aux PCGR, la direction doit adopter des conventions comptables, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés.

En appliquant ces conventions, la direction porte des jugements subjectifs et complexes qui nécessitent souvent des estimations à l'égard de questions essentiellement incertaines. Bon nombre de ces conventions sont courantes dans les secteurs des fonds communs de placement et des services financiers, tandis que d'autres sont propres aux activités et aux secteurs d'exploitation de la Société financière IGM. Les principales conventions comptables de la Société financière IGM sont décrites en détail à la note 1 des états financiers consolidés.

Les principales estimations comptables critiques et les jugements connexes sous-jacents des états financiers de la Société sont résumés ci-après. Les estimations comptables critiques liées à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, aux impôts sur les bénéficiés et aux commissions de vente reportées se rapportent à la fois aux secteurs isolables Groupe Investors et Mackenzie, tandis que les avantages sociaux futurs se rapportent au secteur isolable Groupe Investors.

- *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* – Au 31 décembre 2005, l'écart d'acquisition totalisait 2,4 G\$ et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie totalisaient 877 M\$, comme il est présenté à la note 7 des états financiers consolidés. En vertu du chapitre 3062 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA »), intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », la Société doit soumettre la juste valeur de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéfinie à un test de dépréciation au moins annuellement. La Société effectue cette évaluation au cours du deuxième trimestre de chaque exercice. Ce test exige l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Le test de dépréciation annuel a été réalisé en 2005 et la direction a déterminé qu'aucune dépréciation n'était nécessaire.
- *Impôts sur les bénéficiés* – La charge d'impôts sur les bénéficiés est calculée en fonction du traitement fiscal prévu des opérations comptabilisées dans les états consolidés des résultats. L'établissement de la charge d'impôts sur les bénéficiés nécessite une interprétation de la législation fiscale dans un certain nombre de territoires. La planification fiscale peut permettre à la Société d'enregistrer des impôts sur les bénéficiés moins élevés dans l'exercice considéré et, également, les impôts sur les bénéficiés des exercices antérieurs peuvent être ajustés dans l'exercice considéré afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance de ses provisions. Tout avantage fiscal s'y

rapportant et tout changement des meilleures estimations de la direction sont reflétés dans la charge d'impôts. La constatation des actifs d'impôts futurs s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le bénéficié futur suffira pour réaliser l'avantage futur. Le montant de l'actif ou du passif futur comptabilisé repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la réalisation de l'actif ou du passif. Si notre interprétation de la législation fiscale diffère de celle des autorités fiscales ou que la résorption n'a pas lieu au moment prévu, la charge d'impôts sur les bénéficiés pourrait augmenter ou diminuer lors de périodes futures. Pour de plus amples renseignements sur les impôts sur les bénéficiés, se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés et à la note 11 des états financiers consolidés.

- *Avantages sociaux futurs* – La comptabilisation des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite repose sur des estimations à l'égard des rendements futurs de l'actif des régimes, des augmentations prévues en matière de rémunération, des tendances liées au coût des soins de santé ainsi que du taux d'actualisation approprié pour calculer les obligations au titre des prestations constituées. Ces estimations sont présentées à la note 10 des états financiers consolidés.
- *Commissions de vente reportées* – Les commissions versées à la vente de certains produits relatifs à des fonds communs de placement sont reportées et amorties sur une période maximale de sept ans. Avant le 1^{er} avril 2001, la période maximale d'amortissement était de trois ans pour le Groupe Investors. Le 1^{er} avril 2001, le Groupe Investors a modifié la période d'amortissement de ces dépenses afin de refléter une estimation plus exacte de leur durée de vie utile. Cette estimation est également conforme à celle utilisée par Mackenzie. La Société revoit régulièrement la valeur comptable des commissions de vente reportées à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire qu'une dépréciation ou une modification de la période d'amortissement pourrait être nécessaire.

MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES

Comme il est indiqué à la note 1 des états financiers consolidés, la Société financière IGM a adopté les modifications suivantes de ses conventions comptables en 2005 :

- Avec prise d'effet aux périodes annuelles et intermédiaires ouvertes à compter du 1^{er} novembre 2004, la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables » (« EDDV »), exige la consolidation des EDDV par le principal bénéficiaire. La Société a terminé l'examen de toutes les entités dans lesquelles elle détient des droits variables et a déterminé qu'aucune EDDV ne requerrait une consolidation aux termes de cette note d'orientation, sauf en ce qui concerne la fiducie de rémunération du régime d'achat d'actions de la Société. La Société est considérée comme le principal bénéficiaire de la fiducie de rémunération du régime d'achat d'actions. Toutefois, la consolidation de cette fiducie n'a pas une incidence importante puisque l'actif (actions de la Société financière IGM) et le passif (l'obligation de remettre les actions de la Société financière IGM aux participants) de la fiducie se contrebalancent dans la section du capital-actions des bilans consolidés.
- Avec prise d'effet aux exercices débutant à partir du 1^{er} novembre 2004, le chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », a été modifié afin d'exiger que les obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, par un nombre variable de ses instruments de capitaux propres soient présentées comme des passifs au lieu d'éléments de capitaux propres. Le 1^{er} janvier 2005, la Société a adopté rétroactivement la norme modifiée avec retraitement des périodes antérieures. Les actions privilégiées de la Société ont été reclassées de capitaux propres à passifs et ses dividendes privilégiés ont été reclassés dans les frais d'exploitation des états consolidés des résultats. Ce changement ne touche pas le bénéfice de base par action ou le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'ICCA a publié trois nouvelles normes : Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation, Couvertures et Résultat étendu. Elles entreront en vigueur pour la Société le 1^{er} janvier 2007 et prévoient ce qui suit :

- *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* – Tous les actifs et passifs financiers seront comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés, sauf les éléments suivants qui seront comptabilisés au coût après amortissement : prêts et créances et passifs financiers non négociables. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et les passifs financiers qui sont détenus à des fins de transaction continueront d'être inscrits dans les états consolidés des résultats. Les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers détenus comme disponibles à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient réalisés et seront ensuite inscrits dans les états consolidés des résultats. Tous les dérivés, y compris les dérivés incorporés qui doivent être comptabilisés à la juste valeur séparément, seront inscrits dans les bilans consolidés.
- *Couvertures* – Dans une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture sera contrebalancée dans les états consolidés des résultats par la variation de la juste valeur de l'élément couvert se rapportant au risque couvert. Dans une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur du dérivé dans une mesure efficace sera inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif ou le passif couvert ait une incidence sur les états consolidés des résultats, auquel moment la variation connexe de la juste valeur du dérivé sera également inscrite dans les états consolidés des résultats. Toute inefficacité de couverture sera inscrite dans les états consolidés des résultats.
- *Résultat étendu* – Les gains et les pertes non réalisés sur des actifs financiers détenus comme disponibles à la vente, les montants de change non réalisés découlant d'un établissement étranger autonome et les variations de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie seront inscrits dans les états du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient constatés dans les états consolidés des résultats. Les autres éléments du résultat étendu feront partie des capitaux propres. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes.

Procédés et contrôles de présentation de l'information

Par suite de leurs évaluations au 31 décembre 2005, les coprésidents et chefs de la direction et le chef des services financiers ont conclu que les procédés et les contrôles de présentation de l'information de la Société garantissent efficacement, selon une assurance raisonnable, que l'information relative à la Société devant être présentée dans les rapports déposés en vertu de la législation sur les valeurs mobilières provinciale et territoriale a) est constatée,

traitée, résumée et présentée dans les périodes de temps précisées par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales et b) est cumulée et communiquée à la haute direction de la Société, incluant les coprésidents et chefs de la direction et le chef des services financiers, au besoin, afin de permettre une prise de décisions opportune en ce qui a trait à l'information devant être présentée.

Autres renseignements

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société financière IGM conclut des opérations avec la Great-West, la London Life et la Canada-Vie, des filiales de sa société affiliée, GWL. Ces opérations ont lieu dans le cours normal de ses activités et aux conditions des marchés et ont été inscrites aux montants d'échange convenus, comme il est décrit ci-dessous.

- La Société a fourni certains services administratifs à la Great-West et a reçu de cette même partie certains services administratifs, ce qui a permis aux deux organisations de profiter d'économies d'échelle et de domaines de compétence.
- La Société a distribué des produits d'assurance-vie et d'assurance-invalidité en vertu d'une entente de distribution avec la Great-West et la Canada-Vie et a reçu un montant de 37,2 M\$ (17,8 M\$ en 2004) en honoraires de distribution. La London Life a distribué certains fonds communs de placement de la Société.
- Afin de gérer sa situation globale en matière de liquidités, la Société est active, par le truchement de ses activités bancaires liées aux prêts hypothécaires, dans le domaine de la titrisation et vend également des prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, les services relatifs à leur gestion étant entièrement inclus. En 2005, la Great-West et la London Life ont fait l'acquisition de prêts hypothécaires résidentiels de la Société totalisant 122,8 M\$, comparativement à 76,9 M\$ en 2004.

Mackenzie a conclu une entente avec une filiale qu'elle détient en propriété exclusive et une entité qu'elle gère dans le but de faciliter certaines améliorations innovatrices à ses produits. En vertu de cette entente, les parties ont le droit juridique de régler sur une base nette certains actifs et passifs financiers entre apparentés et entendent le faire. Ces actifs et passifs, lesquels totalisaient néant au 31 décembre 2005 (3,7 G\$ en 2004), ont fait l'objet d'une compensation et, par conséquent, n'ont aucune incidence sur les bilans consolidés. Au cours de l'exercice, les revenus de placement réalisés par Mackenzie se sont chiffrés à 3,0 M\$ (1,8 M\$ en 2004), tandis que les intérêts débiteurs liés à cette entente ont totalisé 3,0 M\$ (1,8 M\$ en 2004).

Pour en savoir davantage sur les opérations entre apparentés, veuillez vous reporter aux notes 5 et 19 des états financiers consolidés.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS

Au 31 décembre 2005, il y avait 264 539 213 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 16 février 2006, il y en avait 264 653 702.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.

États financiers consolidés

56	Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière et Rapport des vérificateurs
57	Bilans consolidés
58	États consolidés des résultats
58	États consolidés des bénéfices non répartis
59	États consolidés des flux de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES

60	Note 1	Sommaire des principales conventions comptables	72	Note 13	Capital-actions
64	Note 2	Titres	73	Note 14	Rémunération à base d'actions
64	Note 3	Prêts	75	Note 15	Instruments financiers dérivés
65	Note 4	Titrisation	76	Note 16	Juste valeur des instruments financiers
66	Note 5	Placement dans une société affiliée	77	Note 17	Bénéfice par action ordinaire
66	Note 6	Autres actifs	77	Note 18	Éventualités, engagements et garanties
67	Note 7	Écart d'acquisition et actifs incorporels	78	Note 19	Opérations entre apparentés
68	Note 8	Dépôts et certificats	79	Note 20	Information sectorielle
68	Note 9	Autres passifs	81	Note 21	Acquisition d'Investment Planning Counsel
69	Note 10	Avantages sociaux futurs			
71	Note 11	Impôts sur les bénéfices			
72	Note 12	Dettes à long terme			

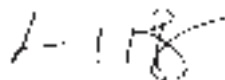
Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés de Société financière IGM Inc. ainsi que l'information financière connexe ont été préparés par la direction, qui doit s'assurer de l'intégrité, de l'objectivité et de la fiabilité des données présentées. La direction est donc tenue de choisir des principes comptables appropriés, de porter des jugements et d'établir des estimations conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada. L'information financière présentée dans les autres sections de ce rapport annuel est conforme à celle qui est présentée dans les états financiers consolidés.

La direction de la Société s'est dotée de systèmes de contrôles internes et d'autres procédés à l'appui en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que la totalité de l'actif sous le contrôle de l'entreprise est convenablement préservée. Ces contrôles et procédés à l'appui comprennent l'établissement de normes de qualité touchant l'engagement et la formation des employés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une définition précise des responsabilités et des exigences de rendement, et la communication aux employés des politiques et des directives de l'entreprise. La direction voit également à l'application d'un vaste programme de vérification interne soumis à l'examen minutieux des vérificateurs nommés par les actionnaires.

La responsabilité ultime des états financiers consolidés incombe au conseil d'administration, qui s'en acquitte avec l'aide d'un comité de vérification formé d'administrateurs qui ne sont ni des dirigeants ni des employés de la Société. Le comité de vérification revoit les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il étudie également les recommandations du vérificateur interne et des vérificateurs nommés par les actionnaires en vue de l'amélioration des contrôles internes et s'assure que la direction donne suite à ces recommandations. Dans l'exercice de ses fonctions, le comité de vérification rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et les vérificateurs nommés par les actionnaires afin de fixer la portée et le calendrier de leurs vérifications respectives, d'étudier leurs conclusions et de s'assurer qu'ils se sont bien acquittés de leurs tâches.

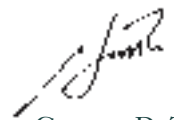
Les présents états financiers consolidés de la Société ont été vérifiés par Deloitte & Touche s.r.l., vérificateurs indépendants nommés par les actionnaires, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada; par suite de cette vérification, ils ont formulé leur opinion dans le rapport des vérificateurs aux actionnaires. Les vérificateurs nommés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le comité de vérification afin de discuter de leurs conclusions quant à l'intégrité de la présentation de l'information financière et du caractère adéquat des systèmes de contrôles internes.



Murray J. Taylor
Le coprésident et chef de la direction



Charles R. Sims
Le coprésident et chef de la direction



Gregory D. Tretiak
Le vice-président exécutif, Finances

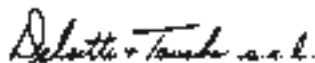
Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Société financière IGM Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Société financière IGM Inc. aux 31 décembre 2005 et 2004 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2005 et 2004 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Comptables agréés
Winnipeg (Manitoba)
Le 16 février 2006

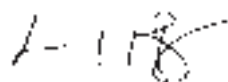
Bilans consolidés

Aux 31 décembre (en milliers de dollars)

	2005	2004
Actif		
Espèces et quasi-espèces	1 068 061 \$	864 990 \$
Titres (note 2)	178 011	126 310
Prêts (note 3)	512 989	496 652
Placement dans une société affiliée (note 5)	509 721	490 716
Commissions de vente reportées	927 958	850 791
Autres actifs (note 6)	336 473	371 717
Actifs incorporels (note 7)	900 180	900 444
Écart d'acquisition (note 7)	2 373 483	2 371 591
	6 806 876 \$	6 473 211 \$
Passif		
Dépôts et certificats (note 8)	692 770 \$	710 950 \$
Autres passifs (note 9)	634 256	605 017
Impôts futurs (note 11)	449 717	422 848
Dette à long terme (note 12)	1 225 010	1 226 795
Actions privilégiées (note 13)	360 000	360 000
	3 361 753	3 325 610
Capitaux propres		
Capital-actions (note 13)	1 481 519	1 475 405
Surplus d'apport	9 213	4 190
Bénéfices non répartis	1 954 391	1 668 006
	3 445 123	3 147 601
	6 806 876 \$	6 473 211 \$

(Se reporter aux notes complémentaires.)

Approuvé par le conseil d'administration



Murray J. Taylor
Administrateur



Donald F. Mazankowski
Administrateur

États consolidés des résultats

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

	2005	2004
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net		
Gestion	1 644 737 \$	1 491 657 \$
Administration	307 391	299 612
Distribution	212 344	164 471
Revenu de placement net et autres revenus	183 108	163 331
Total du revenu tiré des honoraires et du revenu de placement net	2 347 580	2 119 071
Frais d'exploitation		
Commissions	726 471	616 706
Frais autres que les commissions	555 326	544 256
Intérêts débiteurs (note 1)	90 425	95 593
Total des frais d'exploitation	1 372 222	1 256 555
Bénéfice avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	975 358	862 516
Impôts sur les bénéfices (note 11)	291 500	264 969
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	683 858	597 547
Part des actionnaires sans contrôle	1 431	1 151
Bénéfice net	682 427 \$	596 396 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers) (note 17)		
– de base	264 573	264 431
– dilué	266 609	266 010
Bénéfice par action (en dollars) (note 17) – de base	2,58 \$	2,26 \$
– dilué	2,56 \$	2,24 \$

(Se reporter aux notes complémentaires.)

États consolidés des bénéfices non répartis

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en milliers de dollars)

	2005	2004
Solde au début		
Montant présenté auparavant	1 668 006 \$	1 414 705 \$
Modification de convention comptable (note 1)	–	(1 093)
Montant retraité	1 668 006	1 413 612
Bénéfice net	682 427	596 396
Dividendes ordinaires	(353 207)	(304 159)
Prime à l'annulation d'actions ordinaires (note 13)	(20 067)	(22 732)
Autres (note 5)	(22 768)	(15 111)
Solde à la fin	1 954 391 \$	1 668 006 \$

(Se reporter aux notes complémentaires.)

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en milliers de dollars)

	2005	2004
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	682 427 \$	596 396 \$
Ajustement visant à déterminer les rentrées nettes provenant des activités d'exploitation		
Impôts futurs	26 869	45 482
Amortissement des commissions	260 209	226 715
Amortissement des immobilisations et des actifs incorporels	22 431	22 856
Variation des actifs et des passifs d'exploitation et autres	(50 484)	(121 786)
	941 452	769 663
Commissions versées	(337 376)	(305 795)
	604 076	463 868
Activités de financement		
Diminution nette des dépôts et des certificats	(18 180)	(39 070)
Remboursement de la dette à long terme	(1 785)	(199 829)
Émission d'actions ordinaires	9 206	9 072
Dividendes ordinaires versés	(341 321)	(292 122)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(23 335)	(26 894)
	(375 415)	(548 843)
Activités d'investissement		
Acquisition d'Investment Planning Counsel, moins les espèces et quasi-espèces acquises (note 21)	-	(62 583)
Acquisition d'une participation additionnelle dans Investment Planning Counsel	(1 089)	-
Achat de titres	(102 217)	(61 686)
Produit de la vente de titres	95 934	78 475
Augmentation nette des prêts	(258 005)	(166 986)
Produit de la titrisation (note 4)	250 993	207 110
Ajouts aux immobilisations	(11 206)	(13 680)
	(25 590)	(19 350)
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	203 071	(104 325)
Espèces et quasi-espèces au début	864 990	969 315
Espèces et quasi-espèces à la fin	1 068 061 \$	864 990 \$
Espèces	174 338 \$	171 498 \$
Quasi-espèces	893 723	693 492
	1 068 061 \$	864 990 \$
Données supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Intérêts payés au cours de l'exercice	131 899 \$	132 321 \$
Impôts payés au cours de l'exercice	239 407 \$	222 056 \$

(Se reporter aux notes complémentaires.)

Notes complémentaires

31 DÉCEMBRE 2005 ET 2004 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Société financière IGM Inc. (la « Société ») ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige de la direction qu'elle fasse des estimations et énonce des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés. Les composantes clés des états financiers nécessitant de la direction qu'elle fasse des estimations comprennent l'écart d'acquisition, les actifs incorporels, les impôts sur les bénéficiaires, les commissions de vente reportées et les avantages sociaux futurs. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Au deuxième trimestre de 2004, la Société a reçu des actionnaires et des organismes de réglementation l'approbation de changer sa dénomination sociale de Groupe Investors Inc. à Société financière IGM Inc.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Société et de toutes les filiales sur une base consolidée, après élimination des opérations et des soldes intersociétés.

Le 10 mai 2004, la Société a acquis 74,7 % des actions ordinaires en circulation d'Investment Planning Counsel Inc. (« Investment Planning Counsel »). En 2005, la Société a acquis une participation additionnelle de 0,8 % dans Investment Planning Counsel pour une contrepartie en espèces de 1,1 M\$. Les acquisitions ont été comptabilisées à l'aide de la méthode de l'acquisition. Au 31 décembre 2005, la Société détenait 75,5 % dans Investment Planning Counsel. Les états financiers consolidés comprennent ses actifs et ses passifs aux 31 décembre 2005 et 2004 ainsi que ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie à compter de la date d'acquisition.

La méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation est utilisée pour comptabiliser le placement de la Société dans Great-West Lifeco Inc., une société affiliée. Les deux sociétés sont contrôlées par la Corporation Financière Power.

Avec prise d'effet aux périodes annuelles et intermédiaires ouvertes à compter du 1^{er} novembre 2004, la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables » (« EDDV »), exige la consolidation des EDDV par le principal bénéficiaire. La Société a terminé l'examen de toutes les entités dans lesquelles elle détient des droits variables et a déterminé qu'aucune EDDV ne requerrait une consolidation aux termes de cette note d'orientation, sauf en ce qui concerne la fiducie de rémunération du régime d'achat d'actions de la Société. La Société est considérée comme le principal bénéficiaire de la fiducie de rémunération du régime d'achat d'actions. Toutefois, la consolidation de cette fiducie n'a pas une incidence importante puisque l'actif (actions de Société financière IGM Inc.) et le passif (l'obligation de remettre les actions de Société financière IGM Inc. aux participants) de la fiducie se contrebalancent dans la section du capital-actions des bilans consolidés.

Constatation des revenus

Les honoraires de gestion sont fondés sur la valeur liquidative de l'actif des fonds communs de placement géré et sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice au moment où le service est fourni. Les honoraires d'administration sont également constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice au moment où le service est fourni. Les revenus tirés de la distribution en ce qui a trait aux opérations sur fonds communs de placement et sur titres et aux opérations d'assurance et bancaires sont constatés selon les dates des opérations.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse et les placements temporaires composés de placements hautement liquides échéant à court terme. Les intérêts créditeurs sont enregistrés selon la comptabilité d'exercice.

Titres

Les titres de placement comprennent les titres participatifs détenus comme placement à long terme. Les actions ordinaires sont comptabilisées au coût d'origine plus les dividendes déclarés. La valeur comptable d'un titre est ramenée à sa juste valeur lorsqu'une baisse durable de la valeur du titre en cause est constatée. Les titres négociables liés aux activités de dérivés de la Société sont constatés à la juste valeur. Les gains et les pertes à la cession des titres de placement et les changements à la juste valeur des titres négociables sont inscrits dans le poste Revenu de placement net et autres revenus de l'état consolidé des résultats.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES *(suite)*

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût non amorti plus les intérêts courus, moins une provision pour pertes sur créances. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice pour tous les prêts autres que les prêts douteux.

Un prêt est placé dans la catégorie des prêts douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'y a plus d'assurance raisonnable de recouvrer en totalité le capital et les intérêts aux dates prévues. Un prêt est également placé dans cette catégorie lorsque les intérêts ou le capital sont en souffrance depuis 90 jours aux termes du contrat sous-jacent, sauf dans les cas où la direction juge que l'on ne peut douter du recouvrement du capital et des intérêts. Une fois que le prêt est placé dans la catégorie des prêts douteux, les intérêts courus et impayés sont contre-passés et portés en réduction des intérêts créditeurs pendant la période considérée. Par la suite, les intérêts créditeurs sont constatés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

La Société maintient une provision pour pertes sur créances qui est considérée comme suffisante par la direction pour absorber toutes les pertes sur créances découlant de son portefeuille. Des provisions particulières sont constituées à la suite d'examen des prêts individuels. Un autre type de provision a été établi, appelée provision générale, qui vise certains secteurs plutôt que des prêts individuels. Cette provision est constituée lorsque la direction juge, à la suite d'une évaluation prudente, que des pertes sont susceptibles de survenir, mais qu'il n'est pas possible de déterminer à l'avance quels prêts pourraient être touchés.

Titrisation

La Société cède périodiquement des prêts hypothécaires et personnels au moyen de ventes à des émetteurs d'effets de commerce qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments de garantie à l'égard des pertes sur créances liées aux prêts cédés. La Société cède également des prêts hypothécaires assurés en vertu de la LNH au moyen de l'émission de titres adossés à des créances hypothécaires.

Les cessions de prêts sont constatées comme des ventes pourvu que le contrôle des prêts ait été cédé et qu'une contrepartie autre que les droits de bénéficiaire liés aux prêts cédés ait été reçue en échange. Les prêts sont retirés des bilans consolidés et un gain, ou une perte, est immédiatement constaté dans les résultats en fonction de la valeur comptable des prêts cédés. La valeur comptable est répartie entre les actifs cédés et les droits conservés compte tenu de leurs justes valeurs relatives à la date de cession. Pour obtenir la juste valeur des droits conservés de la Société, les cours du marché sont utilisés s'ils sont disponibles. Cependant, comme les cours ne sont généralement pas disponibles pour les droits conservés, la juste valeur estimative est évaluée en fonction de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs prévus selon les meilleures estimations de la direction quant aux hypothèses clés, comme les taux de remboursement anticipé, l'écart de l'excédent, les pertes sur créances prévues et les taux d'actualisation, compte tenu des risques connexes. Les droits conservés sont évalués trimestriellement pour déterminer s'il y a eu perte de valeur. La Société continue de gérer les prêts cédés. Par conséquent, un passif de gestion est constaté et amorti sur la durée prévue des prêts cédés à titre d'honoraires de gestion.

Pour toutes les cessions de prêts, les gains et les pertes et les revenus tirés des honoraires de gestion sont inscrits au poste Revenu de placement net et autres revenus aux états consolidés des résultats. Les droits conservés dans les prêts titrisés sont constatés à titre d'autres actifs et le passif de gestion est inscrit dans les autres passifs aux bilans consolidés.

Commissions de vente reportées

Les commissions versées à la vente de certains fonds communs de placement sont reportées et amorties à même le revenu tiré des honoraires s'y rapportant sur une période maximale de sept ans. Les commissions versées à la vente de dépôts sont reportées et amorties sur la durée des dépôts; cependant, la période d'amortissement ne peut excéder cinq ans.

Immobilisations

Les immobilisations, lesquelles sont incluses dans le poste Autres actifs, sont constatées au coût, soit 259,3 M\$ (248,9 M\$ en 2004), moins l'amortissement cumulé de 183,5 M\$ (164,8 M\$ en 2004). Les immeubles ainsi que le matériel et le mobilier connexes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Écart d'acquisition et actifs incorporels

L'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation fondé sur la juste valeur au moins une fois par année, et ils doivent être réduits s'il y a perte de valeur. Les actifs incorporels à durée de vie limitée sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimative, sans excéder une période de 20 ans. La Société soumet les actifs incorporels à durée de vie limitée à un test de dépréciation lorsque la survenance d'événements ou de changement de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La Société ramène les actifs à leur juste valeur lorsque les flux de trésorerie non actualisés s'y rapportant sont susceptibles de ne pas pouvoir permettre le recouvrement de la valeur comptable.

La Société a terminé son test de dépréciation annuel à l'égard de l'écart d'acquisition, des actifs incorporels ayant une durée de vie indéfinie et des actifs incorporels ayant une durée de vie limitée, et a déterminé qu'aucune moins-value n'était nécessaire.

Avantages sociaux futurs

La Société offre plusieurs régimes d'avantages sociaux futurs, dont un régime de retraite à prestations déterminées capitalisé accessible à tous les employés admissibles, un régime complémentaire de retraite des cadres non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance-maladie et d'assurance-vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

Le régime de retraite à prestations déterminées offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. Une évaluation actuarielle à des fins de capitalisation est effectuée tous les trois ans; la plus récente évaluation a été faite au 31 décembre 2004 et la prochaine évaluation requise sera effectuée à la date de mesure du 31 décembre 2007.

Le coût des pensions et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé actuariellement selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses de la direction concernant le taux de rendement prévu des actifs des régimes à long terme, les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés, la mortalité et l'estimation des coûts liés aux soins de santé. Le taux d'actualisation servant à évaluer les passifs est établi selon les taux du marché à la date de mesure, et l'actif du régime est évalué à la juste valeur pour le calcul du taux de rendement prévu à long terme. Le régime de retraite à prestations déterminées est investi dans nos fonds communs de placement d'actions, à revenu fixe et équilibrés.

Les charges ou revenus au titre des prestations constituées sont inclus dans les frais autres que les commissions et ils comprennent le coût des pensions et des avantages complémentaires de retraite offerts au titre des services rendus durant l'exercice en cours, les intérêts débiteurs sur le passif au titre des prestations constituées, le rendement prévu de l'actif du régime et l'amortissement des gains ou pertes actuariels sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés. Cette période varie de 11 à 16 ans selon les différents régimes d'avantages sociaux.

L'actif ou le passif au titre des prestations constituées représente l'écart cumulatif entre les charges et les cotisations de capitalisation et est inclus dans les autres actifs ou les autres passifs.

Rémunérations et autres paiements à base d'actions

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2004, le chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Rémunérations et autres paiements à base d'actions », a été modifié pour exiger de passer en charges la totalité des rémunérations et des paiements à base d'actions. Auparavant, la norme encourageait mais n'exigeait pas l'utilisation d'une méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les opérations à base d'actions avec les employés (note 14). Le 1^{er} janvier 2004, la Société a adopté rétroactivement la norme modifiée sans retraitement des périodes antérieures pour la totalité des rémunérations et autres paiements à base d'actions versés aux employés depuis 2002. L'adoption de nouvelles recommandations a eu pour effet cumulatif sur les états financiers consolidés de la Société d'augmenter le surplus d'apport tout en diminuant le solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 1,1 M\$ au 1^{er} janvier 2004.

La juste valeur des options sur actions est déterminée à chaque date d'octroi. La charge de rémunération est constatée sur la période durant laquelle les options sur actions deviennent acquises, ce qui augmente proportionnellement le surplus d'apport. Lorsque des options sur actions sont levées, le produit et le montant enregistré au surplus d'apport sont ajoutés au capital-actions.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Impôts sur les bénéfiques

La Société suit la méthode axée sur le bilan pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfiques, selon laquelle les actifs et les passifs d'impôts futurs reflètent les incidences fiscales futures prévues des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés en fonction des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur qui devraient s'appliquer à la date de résorption prévue des écarts temporaires.

Passif et capitaux propres

Avec prise d'effet aux exercices débutant à partir du 1^{er} novembre 2004, le chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », a été modifié afin d'exiger que les obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, par un nombre variable de ses instruments de capitaux propres, soient présentées comme des passifs au lieu d'éléments de capitaux propres. Le 1^{er} janvier 2005, la Société a adopté rétroactivement la norme modifiée avec retraitement des périodes antérieures. Les actions privilégiées de la Société ont été reclassées de capitaux propres à passifs et ses dividendes privilégiés ont été reclassés dans les frais d'exploitation des états consolidés des résultats. Ce changement ne touchera pas le bénéfice de base par action ni le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires.

Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est déterminé de la même façon que le bénéfice de base par action, sauf que le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation inclut l'incidence dilutive potentielle des options d'achat d'actions en cours octroyées par la Société, telle qu'elle a été déterminée par la méthode du rachat d'actions.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer l'exposition aux marchés des actions et aux taux d'intérêt. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

La Société documente officiellement toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que les objectifs de gestion des risques et la stratégie sous-jacente des diverses opérations de couverture. Ce processus inclut le rapprochement de tous les dérivés à des actifs et des passifs précis aux bilans consolidés ou à des opérations futures prévues. La Société évalue également officiellement, au moment de la mise en place de la couverture et sur une base continue par la suite, le degré d'efficacité des dérivés utilisés dans les opérations de couverture à contrebalancer les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La Société gère son exposition au risque des marchés relativement à ses titres en concluant des contrats de vente à terme, en achetant des options de vente ou en achetant une option de vente et en vendant une option d'achat simultanément pour le même titre. La Société désigne ces contrats à titre de couverture de la vente future de titres donnés. Les gains et les pertes non réalisés sur les ventes à terme et sur les options sont comptabilisés selon la méthode du report en vertu de laquelle les gains et les pertes, incluant les primes payées ou reçues, sont constatés dans le poste Revenu de placement net et autres revenus sur la même base que la vente future des titres s'y rapportant.

La Société conclut également des swaps de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur ses activités hypothécaires et sur la gestion des actifs et des passifs. Les swaps nécessitent l'échange périodique de versements d'intérêts nets sans échange du capital sur lequel les versements sont fondés.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2004, la Société a adopté les recommandations de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 13 (NOC-13) de l'ICCA, intitulée « Relations de couverture », sur une base prospective. La NOC-13 précise les circonstances lors desquelles la comptabilité de couverture est appropriée et traite notamment de l'identification, de la documentation, de la désignation et de l'efficacité des relations de couverture, ainsi que de la cessation de la comptabilité de couverture. La Société a procédé à une réévaluation de ses relations de couverture en date du 1^{er} janvier 2004 et elle a déterminé que ses swaps de taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture selon la NOC-13. Cette réévaluation n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Les produits dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture sont comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées sous Revenu de placement net et autres revenu dans les états consolidés des résultats. Les produits dérivés non admissibles continuent d'être utilisés conformément aux politiques de gestion des risques de la Société, qui surveille leur efficacité en tant que couvertures économiques même s'ils ne satisfont pas aux exigences de la NOC-13 aux fins de l'application de la comptabilité de couverture.

Si un élément couvert désigné est vendu avant la résiliation des instruments dérivés s'y rapportant ou s'il n'est plus probable que la vente ait lieu à la date initialement prévue, les gains ou les pertes réalisés ou non réalisés sur un tel instrument dérivé sont constatés dans les résultats.

Chiffres correspondants de l'exercice précédent

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle de l'exercice courant.

2. TITRES

	2005		2004	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actions ordinaires	146 146 \$	265 431 \$	92 459 \$	218 007 \$
Placement dans des fonds communs de placement	31 865	36 259	33 851	36 111
	178 011 \$	301 690 \$	126 310 \$	254 118 \$

3. PRÊTS

	ÉCHÉANCE			TOTAL 2005	TOTAL 2004
	1 AN OU MOINS	1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS		
Prêts hypothécaires résidentiels	115 398 \$	167 563 \$	3 957 \$	286 918 \$	305 920 \$
Prêts hypothécaires commerciaux	9 123	462	–	9 585	15 113
	124 521	168 025	3 957	296 503	321 033
Prêts personnels	182 615	20 384	21 685	224 684	193 429
	307 136 \$	188 409 \$	25 642 \$	521 187	514 462
Moins : provision générale				8 198	17 810
				512 989 \$	496 652 \$
Prêts douteux inclus ci-dessus				983 \$	369 \$
Moins : provision générale				8 198	17 810
				(7 215)\$	(17 441)\$
La provision pour pertes sur créances a varié comme suit :					
Solde au début				17 810 \$	21 495 \$
Radiations				(208)	(100)
Recouvrements				334	204
Reprise sur la provision pour pertes sur créances				(9 738)	(3 789)
Solde à la fin				8 198 \$	17 810 \$

4. TITRISATION

	2005		2004	
	MONTANT DE CAPITAL TITRISÉ	GAIN NET	MONTANT DE CAPITAL TITRISÉ	GAIN NET
Opérations liées aux facilités de crédit sur effet de commerce	252 254 \$	4 315 \$	190 991 \$	2 460 \$
Opérations liées aux titres hypothécaires	- \$	- \$	17 359 \$	16 \$

Le droit conservé par la Société dans les prêts titrisés inclut les comptes de réserve et les droits à l'écart de l'excédent futur. Ce droit conservé est subordonné aux droits des détenteurs de facilités de crédit sur effet de commerce (« FCEC ») connexe et de titres hypothécaires (« TH ») (les « acheteurs »). Les acheteurs n'ont aucun droit sur les autres actifs de la Société en cas de défaut d'un emprunteur à l'échéance de paiement.

Les hypothèses économiques clés utilisées afin d'évaluer les droits conservés à la date d'émission des titrisations pour les opérations réalisées au cours de 2005 et 2004 étaient les suivantes :

	2005		2004	
	OPÉRATIONS LIÉES AUX FCEC	OPÉRATIONS LIÉES AUX FCEC	OPÉRATIONS LIÉES AUX FCEC	OPÉRATIONS LIÉES AUX TH
Moyenne pondérée des éléments suivants :				
Durée de service restante (années)	3,7	3,1	5,0	
Taux d'intérêt	4,98 %	4,97 %	5,04 %	
Taux de coupon des titres émis	4,00 %	4,07 %	3,99 %	
Taux de remboursement par anticipation	15,00 %	15,00 %	18,90 %	
Taux d'actualisation	4,55 %	4,51 %	4,35 %	
Honoraires de gestion	0,25 %	0,25 %	0,23 %	
Pertes sur créances prévues	0,05 %	0,05 %	s. o.	

Au 31 décembre 2005, la juste valeur du total des droits conservés se chiffrait à 15,5 M\$ (19,7 M\$ en 2004). La sensibilité à des changements défavorables immédiats de 10 % et de 20 % dans ces hypothèses a été jugée négligeable.

Le total des prêts inscrits aux bilans consolidés de la société, les prêts titrisés gérés par la Société ainsi que les flux de trésorerie liés aux ententes de titrisation sont comme suit :

	2005	2004
Prêts hypothécaires	826 202 \$	869 141 \$
Prêts personnels	245 624	220 733
	1 071 826	1 089 874
Moins : prêts titrisés gérés	558 837	593 222
Total des prêts au bilan	512 989 \$	496 652 \$
Produit des nouvelles titrisations	250 993 \$	207 110 \$
Flux de trésorerie provenant des droits conservés	10 772 \$	13 975 \$

5. PLACEMENT DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

	2005	2004
Valeur comptable au début	490 716 \$	460 655 \$
Quote-part du bénéfice	72 381	71 056
Dividendes	(30 608)	(25 884)
Écart de conversion et autres ajustements	(22 768)	(15 111)
Valeur comptable à la fin	509 721 \$	490 716 \$
Quote-part des capitaux propres	369 946 \$	351 487 \$
Juste valeur à la fin	1 160 073 \$	1 008 923 \$

Le 24 septembre 2004, les actionnaires de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») ont approuvé une division de ses actions ordinaires sur une base de deux pour une. La Société détient actuellement 37 787 388 actions de Lifeco (37 787 388 actions en 2004), ce qui représente une participation de 4,2 % (4,2 % en 2004).

6. AUTRES ACTIFS

	2005	2004
Débiteurs et autres montants à recevoir	161 201 \$	172 580 \$
Immobilisations	75 780	84 095
Frais reportés et payés d'avance	50 501	63 735
Actif au titre des prestations constituées (note 10)	43 339	42 325
Autres	5 652	8 982
	336 473 \$	371 717 \$

7. ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

Au cours du quatrième trimestre de 2004, la Société a effectué une évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de l'acquisition d'Investment Planning Counsel (note 21). Le montant attribué aux actifs incorporels représente la juste valeur des contrats de gestion et de distribution de fonds communs de placement qui ont été acquis. Les contrats de gestion ont une durée de vie utile indéfinie et ne font l'objet d'aucun amortissement. Les contrats de distribution sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de vie utile d'au plus 20 ans. Au cours du deuxième trimestre de 2005, la Société a finalisé la répartition de l'écart d'acquisition.

Les variations de la valeur comptable de l'écart d'acquisition sont les suivantes :

	2005			
	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Solde au début	1 346 245 \$	923 590 \$	101 756 \$	2 371 591 \$
Acquis au cours de l'exercice	-	-	972	972
Répartition de l'écart d'acquisition	1 536	19 960	(21 496)	-
Ajustement de l'écart d'acquisition	-	-	920	920
Solde à la fin	1 347 781 \$	943 550 \$	82 152 \$	2 373 483 \$

	2004			
	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Solde au début	1 346 245 \$	923 590 \$	-	2 269 835 \$
Acquis au cours de l'exercice	-	-	101 946	101 946
Ajustement de l'écart d'acquisition	-	-	(190)	(190)
Solde à la fin	1 346 245 \$	923 590 \$	101 756 \$	2 371 591 \$

Les composantes des autres actifs incorporels sont les suivantes :

	2005				
	DURÉE DE VIE LIMITÉE	DURÉE DE VIE INDÉFINIE			
	CONTRATS DE DISTRIBUTION	CONTRATS DE GESTION DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT	APPELLATIONS COMMERCIALES	TOTAL	TOTAL
Valeur comptable	24 421 \$	608 764 \$	268 368 \$	877 132 \$	901 553 \$
Acquis au cours de l'exercice	964	89	-	89	1 053
Amortissement cumulé	(2 426)	-	-	-	(2 426)
Valeur comptable nette	22 959 \$	608 853 \$	268 368 \$	877 221 \$	900 180 \$

	2004				
	DURÉE DE VIE LIMITÉE	DURÉE DE VIE INDÉFINIE			
	CONTRATS DE DISTRIBUTION	CONTRATS DE GESTION DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT	APPELLATIONS COMMERCIALES	TOTAL	TOTAL
Valeur comptable	-	591 580 \$	268 368 \$	859 948 \$	859 948 \$
Acquis au cours de l'exercice	24 421	17 184	-	17 184	41 605
Amortissement cumulé	(1 109)	-	-	-	(1 109)
Valeur comptable nette	23 312 \$	608 764 \$	268 368 \$	877 132 \$	900 444 \$

8. DÉPÔTS ET CERTIFICATS

Les actifs présentés aux bilans consolidés comprennent une encaisse et des prêts dont la valeur s'élève à 692,8 M\$ (711,0 M\$ en 2004) relativement aux dépôts et aux certificats.

	À VUE	ÉCHÉANCE			TOTAL 2005	TOTAL 2004
		1 AN OU MOINS	1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS		
Dépôts	484 347 \$	81 613 \$	117 205 \$	2 452 \$	685 617 \$	702 668 \$
Certificats	–	713	2 079	4 361	7 153	8 282
	484 347 \$	82 326 \$	119 284 \$	6 813 \$	692 770 \$	710 950 \$

9. AUTRES PASSIFS

	2005	2004
Créditeurs et charges à payer	324 949 \$	350 925 \$
Impôts à payer	143 407	102 884
Dividendes à verser	91 266	79 380
Intérêts à payer	14 473	14 563
Passif au titre des prestations constituées (note 10)	50 199	45 425
Revenus reportés	9 962	11 840
	634 256 \$	605 017 \$

10. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La Société offre plusieurs régimes d'avantages sociaux futurs, dont un régime de retraite à prestations déterminées capitalisé accessible à tous les employés admissibles, un régime complémentaire de retraite des cadres (« RCRC ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance-maladie et d'assurance-vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

	2005			2004		
	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES	RCRC	AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES	RCRC	AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE
Juste valeur de l'actif du régime						
Solde au début	167 636 \$	– \$	– \$	154 767 \$	– \$	– \$
Cotisations des employés	2 678	–	–	2 633	–	–
Prestations versées	(6 787)	–	–	(6 639)	–	–
Rendement réel de l'actif du régime	26 731	–	–	16 875	–	–
Solde à la fin	190 258	–	–	167 636	–	–
Obligation au titre des prestations constituées						
Solde au début	119 788	15 236	34 462	106 573	11 515	30 329
Prestations versées	(6 787)	(735)	(688)	(6 639)	(722)	(1 025)
Coût des services rendus de l'exercice	4 313	398	1 630	3 787	351	1 459
Cotisations des employés	2 678	–	–	2 633	–	–
Intérêts débiteurs	7 493	942	2 310	7 027	925	2 111
Pertes (gains) actuariels	20 170	2 637	(6 350)	6 407	3 167	1 588
Solde à la fin	147 655	18 478	31 364	119 788	15 236	34 462
Situation de capitalisation – excédent (déficit) du régime						
	42 603	(18 478)	(31 364)	47 848	(15 236)	(34 462)
Pertes (gains) actuariels nets non amortis						
	736	3 009	(3 366)	(5 523)	1 148	3 125
Actif (passif) au titre des prestations constituées						
	43 339 \$	(15 469)\$	(34 730)\$	42 325 \$	(14 088)\$	(31 337)\$

La répartition de l'actif du régime de retraite à prestations déterminées par catégorie d'actif se fait comme suit : 61 % en titres participatifs (56 % en 2004), 34 % en titres à revenu fixe (42 % en 2004) et 5 % en quasi-espèces (2 % en 2004).

10. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS *(suite)*

	2005			2004		
	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES	RCRC	AVANTAGES COMPLÉMEN- TAIRES DE RETRAITE	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES	RCRC	AVANTAGES COMPLÉMEN- TAIRES DE RETRAITE
(Le revenu) la charge au titre des prestations a été déterminé(e) ainsi :						
Coûts des services rendus de l'exercice	4 313 \$	398 \$	1 630 \$	3 787 \$	351 \$	1 459 \$
Intérêts débiteurs sur des obligations au titre des prestations constituées	7 493	942	2 310	7 027	925	2 111
Rendement prévu de l'actif du régime	(11 591)	–	–	(10 694)	–	–
Amortissement des (gains) pertes actuariels nets	(1 230)	776	141	(1 553)	83	43
	(1 015)\$	2 116 \$	4 081 \$	(1 433)\$	1 359 \$	3 613 \$
Moyennes pondérées des hypothèses actuarielles importantes :						
Taux d'actualisation	5,30 %	5,25 %	5,40 %	6,25 %	6,25 %	6,50 %
Rendement à long terme prévu de l'actif du régime	7,00 %	s. o.	s. o.	7,00 %	s. o.	s. o.
Taux de croissance de la rémunération	4,60 %	2,75 %	s. o.	6,10 %	6,10 %	s. o.
Taux tendanciel des coûts liés aux soins de la santé ¹⁾	s. o.	s. o.	10,00 %	s. o.	s. o.	10,00 %

¹⁾ Tendence vers 5,00 % en 2010 et à un taux identique par la suite.

Une augmentation de 1 % du taux tendanciel hypothétique des coûts liés aux soins de la santé se traduirait par une augmentation de 6,5 M\$ des obligations cumulées au titre des avantages complémentaires de retraite au 31 décembre 2005 et une augmentation de 0,9 M\$ de la charge au titre des avantages complémentaires de retraite pour 2005. Pour sa part, une diminution de 1 % du taux tendanciel hypothétique des coûts liés aux soins de la santé se traduirait par une diminution de 5,1 M\$ des obligations cumulées au titre des avantages complémentaires de retraite au 31 décembre 2005 et une diminution de 0,7 M\$ de la charge au titre des avantages complémentaires de retraite pour 2005.

En outre, la Société maintient un RER collectif, offert uniquement à certains employés. En 2005, les contributions de la Société se sont établies à 5,2 M\$ (5,0 M\$ en 2004).

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le taux d'imposition effectif de la Société est établi comme suit :

	2005	2004
Impôts sur les bénéfices en fonction des taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	35,93 %	36,17 %
Incidence des éléments suivants :		
Revenu de dividendes	(0,30)	(0,22)
Gains et pertes en capital, montant net	(0,75)	(0,74)
Quote-part du bénéfice d'une société affiliée (note 5)	(2,72)	(3,06)
Dividendes privilégiés versés	0,79	0,90
Autres éléments	(3,06)	(2,33)
Taux d'imposition effectif	29,89 %	30,72 %
La charge d'impôts se compose de ce qui suit :		
Impôts exigibles	264 631 \$	219 487 \$
Impôts futurs	26 869	45 482
	291 500 \$	264 969 \$

Les impôts futurs sont composés des écarts temporaires imposables suivants :

	2005	2004
Actifs d'impôts futurs		
Passif au titre des prestations constituées	18 371 \$	17 645 \$
Provision pour perte sur créances	2 921	6 607
Réévaluations de placements	6 144	9 434
Report de pertes autres qu'en capital	13 164	59 229
Frais de restructuration	2 375	5 136
Autres	36 628	43 299
	79 603	141 350
Passifs d'impôts futurs		
Actif au titre des prestations constituées	15 162	15 059
Commissions de vente reportées	333 710	305 670
Actifs incorporels	164 572	164 811
Gains non réalisés sur titres	-	59 707
Autres	15 876	18 951
	529 320	564 198
Impôts futurs	449 717 \$	422 848 \$

Au 31 décembre 2005, la Société avait des reports de pertes autres qu'en capital de 90,4 M\$ (112,7 M\$ en 2004) pouvant servir à réduire le bénéfice imposable futur, dont les avantages n'ont pas été constatés. Si ces pertes ne sont pas utilisées, elles viendront à échéance comme suit : 1,6 M\$ en 2007; 5,7 M\$ en 2008; 4,4 M\$ en 2009; 40 M\$ en 2010; 0,2 M\$ en 2013; 38,5 M\$ en 2014.

12. DETTE À LONG TERME

	TAUX	ÉCHÉANCE	2005	2004
Débitures en série ¹⁾				
1997	6,65 %	13 décembre 2027	125 000 \$	125 000 \$
2001	6,75 %	9 mai 2011	450 000	450 000
2001	7,45 %	9 mai 2031	150 000	150 000
2002	7,00 %	31 décembre 2032	175 000	175 000
2003	6,58 %	7 mars 2018	150 000	150 000
2003	7,11 %	7 mars 2033	150 000	150 000
Effet à payer à un apparenté				
Corporation Financière Power	10,60 %	16 janvier 2006	25 010	26 795
			1 225 010 \$	1 226 795 \$

¹⁾ Les débiteures sont rachetables en tout temps par la Société, en tout ou en partie, au pair ou en fonction d'une formule de prix fondée sur le rendement au moment du rachat, selon le plus élevé des deux montants.

Les intérêts débiteurs liés à la dette à long terme se sont chiffrés à 85,7 M\$ (90,9 M\$ en 2004).

L'effet à payer à Corporation Financière Power a été remboursé le 16 janvier 2006. Il n'existe aucun autre remboursement de capital requis pour les cinq prochaines années.

13. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

En nombre illimité :

Actions privilégiées de premier rang, pouvant être émises en séries

Actions privilégiées de second rang, pouvant être émises en séries

Actions de catégorie 1, sans droit de vote

Actions ordinaires

Émis et en circulation

	2005		2004	
	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE
Actions privilégiées de premier rang, série A	14 400 000	360 000 \$	14 400 000	360 000 \$
Actions ordinaires				
Solde au début	264 598 380	1 475 405 \$	264 089 791	1 446 063 \$
Émises en vertu du régime				
d'options sur actions (note 14)	525 533	9 382	529 893	9 138
Rachetées aux fins d'annulation	(584 700)	(3 268)	(756 100)	(4 162)
Émises à l'acquisition d'Investment				
Planning Counsel (note 21)	–	–	734 796	24 366
Solde à la fin	264 539 213	1 481 519 \$	264 598 380	1 475 405 \$

13. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Actions privilégiées

Les actions privilégiées donnent droit à un dividende non cumulatif annuel fixe de 5,75 % payable trimestriellement. Ces actions sont rachetables par la Société à compter du 30 juin 2009, contre espèces, au prix de 26,00 \$ l'action si elles sont rachetées avant le 30 juin 2010, de 25,67 \$ si elles sont rachetées au plus tôt le 30 juin 2010 mais avant le 30 juin 2011, de 25,33 \$ si elles sont rachetées au plus tôt le 30 juin 2011 mais avant le 30 juin 2012 et de 25,00 \$ si elles sont rachetées au plus tôt le 30 juin 2012. À compter du 30 juin 2009, la Société pourra convertir chaque action privilégiée en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat applicable à ce moment par 2,00 \$ ou par 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires à ce moment, selon le plus élevé des deux montants. À compter du 30 juin 2013, sous réserve du droit qu'a la Société de racheter les actions contre espèces ou de trouver d'autres acheteurs pour ces actions, chaque action privilégiée sera convertible au gré du détenteur en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant 25,00 \$ par 2,00 \$ ou par 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires à ce moment, selon le plus élevé des deux montants.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 23 février 2005, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, en vigueur pour une année. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 13,2 millions de ses actions ordinaires, soit 5 % de celles-ci au 18 février 2005. Au 31 décembre 2005, 584 700 actions ont été rachetées au coût de 23,3 M\$, et les primes versées pour acquérir les actions en excédant de la valeur attribuée ont été imputées aux bénéfices non répartis.

Le 22 février 2004, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, en vigueur pour une année, l'autorisant à racheter jusqu'à 13,2 millions de ses actions ordinaires en circulation au 31 janvier 2004, soit 5 % de celles-ci. Au 31 décembre 2004, 756 100 actions ont été rachetées au coût de 26,9 M\$, et les primes versées pour acquérir les actions en excédant de la valeur attribuée ont été imputées aux bénéfices non répartis.

14. RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions (le « régime ») de la Société, des options visant l'acquisition d'actions ordinaires de la Société sont régulièrement octroyées à des employés et à des conseillers en planification financière à un prix n'étant pas inférieur à la juste valeur marchande de ces actions immédiatement avant la date de l'octroi. Les options sont assujetties à certaines conditions d'acquisition relatives au temps écoulé ou au rendement, établies à la date de l'octroi, et peuvent être levées sur une période n'excédant pas dix ans à partir de la date de l'octroi. Au 31 décembre 2005, 17 852 915 actions ordinaires (18 378 448 en 2004) étaient réservées aux fins d'émission en vertu du régime.

En 2005, la Société a octroyé 1 920 800 options à des employés (1 522 500 en 2004) et aucune option à des non-employés (88 750 en 2004). Une tranche des options octroyées à des employés est assujettie à des objectifs de rendement. La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2005 a été estimée à 7,76 \$ l'option (7,19 \$ en 2004) selon le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes et selon les hypothèses suivantes : i) un taux d'intérêt sans risque de 4,04 % (4,01 % en 2004), ii) une durée de l'option prévue de six ans (six ans en 2004), iii) une volatilité prévue de 25,00 % (25,00 % en 2004) et iv) un rendement de dividende prévu de 3,42 % (3,28 % en 2004).

La Société a inscrit une charge au titre de la rémunération de 5,0 M\$ (2,9 M\$ en 2004) en ce qui a trait à son régime d'options sur actions.

14. RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (suite)

	2005		2004	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ
Solde au début	7 243 068	24,23 \$	6 303 023	21,21 \$
Octroyées	1 920 800	37,69	1 611 250	33,82
Levées	(525 533)	17,52	(529 893)	17,12
Annulées	(186 575)	30,34	(141 312)	25,38
Solde à la fin	8 451 760	27,57 \$	7 243 068	24,23 \$
Pouvant être levées à la fin	3 854 090	21,99 \$	2 752 397	19,80 \$

Options en cours au 31 décembre 2005	DATE D'ÉCHÉANCE	PRIX DE LEVÉE (\$)	OPTIONS EN COURS	OPTIONS POUVANT ÊTRE LEVÉES
	2007	12,98	41 920	41 920
	2008	20,99	55 950	55 950
	2009 de 20,00 à 24,27		322 070	322 070
	2010	17,00	44 000	44 000
	2011 de 19,83 à 22,78		3 166 274	2 655 124
	2012	27,81	92 640	46 746
	2013 de 25,66 à 28,66		1 333 533	419 852
	2014 de 33,52 à 35,77		1 505 173	268 428
	2015 de 37,09 à 37,78		1 890 200	—
			8 451 760	3 854 090

Régimes d'achat d'actions

En vertu des régimes d'achat d'actions de la Société, les employés et les conseillers en planification financière admissibles peuvent choisir chaque année qu'un pourcentage de leur rémunération annuelle soit retenu, jusqu'à concurrence d'un montant préétabli, afin d'acheter des actions ordinaires de la Société. La Société verse un montant équivalant à 50 % de la cotisation de l'employé ou du conseiller. Les cotisations sont utilisées par le fiduciaire du régime pour faire l'acquisition d'actions ordinaires sur le marché libre. Les actions achetées grâce aux cotisations de la Société sont acquises après une période maximale de trois ans suivant la date de l'achat. Les cotisations de la Société sont inscrites à titre de frais autres que les commissions lorsqu'elles sont versées et se sont chiffrées à 8,2 M\$ (6,3 M\$ en 2004).

Régime de droits différés à la plus-value des actions

La Société a établi un régime de droits différés à la plus-value des actions à l'intention des administrateurs de la Société dans le but de promouvoir un meilleur alignement entre les intérêts des administrateurs et des actionnaires de la Société. Aux termes de ce régime, les administrateurs doivent recevoir 50 % de leur rémunération annuelle sous forme de droits différés à la plus-value des actions et peuvent choisir de recevoir le solde de leur rémunération annuelle en espèces ou en droits différés à la plus-value des actions. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir leurs jetons de présence sous forme d'une combinaison de droits différés à la plus-value des actions et d'espèces. Le nombre de droits différés à la plus-value des actions octroyés est calculé en divisant le montant de la rémunération payable par le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq derniers jours du trimestre de l'exercice (la « valeur d'un droit différé à la plus-value des actions »). L'administrateur qui choisit de recevoir des droits différés à la plus-value des actions recevra d'autres droits à l'égard des dividendes payables sur les actions ordinaires, selon la valeur d'un tel droit à la date de versement des dividendes. Les droits

14. RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (suite)

différés à la plus-value des actions sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un administrateur, un dirigeant ou un employé de la Société ou d'une de ses sociétés affiliées, et seront acquittés au moyen d'un montant forfaitaire en espèces, selon la valeur d'un droit différé à la plus-value des actions à ce moment. Au 31 décembre 2005, la juste valeur des droits différés à la plus-value des actions en cours était de 4,7 M\$ (2,9 M\$ en 2004). Les variations de la juste valeur du régime de droits différés à la plus-value des actions sont comptabilisés sous Frais autres que les commissions sur la période au cours de laquelle la variation a lieu.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Société conclut des contrats dérivés qui sont négociés sur le marché hors cote sur une base diversifiée avec des banques à charte de l'annexe I et de l'annexe II. Les contrats dérivés sont tous utilisés à des fins autres que de négociation. Les swaps de taux d'intérêt sont des ententes contractuelles dans le cadre desquelles deux parties échangent, pour une période déterminée, des versements d'intérêt futurs calculés sur la base d'un montant nominal et d'un taux de référence déterminés. Les options sont des ententes contractuelles qui confèrent le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre des titres particuliers à un prix fixe et à une date ultérieure. Les ventes à terme sont des ententes contractuelles visant la vente d'un instrument financier à une date ultérieure à un prix fixe.

Le montant assujéti au risque de crédit est limité à la juste valeur actuelle des instruments qui sont en position de gain, ce qui ne représente qu'un petit pourcentage des montants nominaux. Le risque de crédit est présenté ci-dessous sans tenir compte des accords de compensation ni des sûretés accessoires et ne reflète pas les pertes réelles ou prévues. La juste valeur estimative totale représente le montant total que la Société recevrait (ou paierait) si elle mettait un terme à toutes les ententes à la fin de chaque exercice. Toutefois, cela ne représenterait pas un gain ni une perte pour la Société étant donné que les instruments dérivés relatifs à certains actifs et passifs créent une position symétrique du gain ou de la perte.

Le tableau suivant résume le portefeuille d'instruments financiers dérivés de la Société aux 31 décembre :

	MONTANT NOMINAL				RISQUE DE CRÉDIT	JUSTE VALEUR ESTIMATIVE TOTALE
	1 AN OU MOINS	DE 1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL		
2005						
Swaps	127 745 \$	417 685 \$	3 868 \$	549 298 \$	3 686 \$	3 130 \$
Options achetées	–	23 179	–	23 179	76	76
Options vendues	–	31 106	–	31 106	–	(29 259)
Ventes à terme	6 091	–	–	6 091	964	962
	133 836 \$	471 970 \$	3 868 \$	609 674 \$	4 726 \$	(25 091)\$
2004						
Swaps	157 093 \$	398 601 \$	4 414 \$	560 108 \$	6 935 \$	2 583 \$
Options achetées	24 336	23 179	–	47 515	1 200	1 200
Options vendues	29 364	31 106	–	60 470	–	(16 560)
Ventes à terme	10 878	5 100	–	15 978	120	(2 365)
	221 671 \$	457 986 \$	4 414 \$	684 071 \$	8 255 \$	(15 142)\$

16. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers au bilan et hors bilan, calculée à l'aide des méthodes et des hypothèses d'évaluation décrites ci-dessous. La juste valeur représente le montant qui pourrait être échangé dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté, ce montant reposant sur le cours du marché, si un tel cours existe. La juste valeur est fondée sur les estimations de la direction et est généralement calculée selon les conditions du marché à un moment précis. Cette valeur peut ne pas refléter la juste valeur future. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments nécessitant le recours à un jugement éclairé.

	2005		2004	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actif				
Espèces et quasi-espèces	1 068 061 \$	1 068 061 \$	864 990 \$	864 990 \$
Titres	178 011	301 690	126 310	254 118
Prêts	512 989	512 582	496 652	499 457
Débiteurs et autres montants à recevoir	161 201	161 201	172 580	172 580
Total de l'actif financier	1 920 262 \$	2 043 534 \$	1 660 532 \$	1 791 145 \$
Passif				
Dépôts et certificats	692 770 \$	694 302 \$	710 950 \$	717 184 \$
Autres passifs financiers	480 887	480 887	494 612	494 612
Dette à long terme	1 225 010	1 450 011	1 226 795	1 377 496
Total du passif financier	2 398 667 \$	2 625 200 \$	2 432 357 \$	2 589 292 \$
Instruments dérivés hors bilan (note 15)	– \$	(28 221)\$	– \$	(17 725)\$

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

La juste valeur des instruments financiers à court terme correspond approximativement à leur valeur comptable. Ces instruments financiers comprennent les espèces et quasi-espèces, les débiteurs et autres montants à recevoir et les autres passifs financiers.

Les titres sont évalués aux cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, d'autres méthodes d'évaluation peuvent être utilisées.

Les prêts sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus aux taux d'intérêt du marché exigés pour des prêts comportant un risque de crédit similaire.

Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt du marché actuellement offerts pour des dépôts comportant des échéances et des risques de crédit semblables.

La dette à long terme est évaluée en tenant compte des cours du marché actuel pour des débetures et des effets à payer comportant des échéances et des risques semblables.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est évaluée selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances analogues, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée nette.

17. BÉNÉFICE PAR ACTION ORDINAIRE

	2005	2004
Bénéfice		
Bénéfice net	682 427 \$	596 396 \$
Nombre d'actions ordinaires (<i>en milliers</i>)		
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	264 573	264 431
Ajouter :		
– levée potentielle des options sur actions en cours	2 036	1 579
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	266 609	266 010
Bénéfice par action ordinaire (<i>en dollars</i>)		
De base	2,58 \$	2,26 \$
Dilué	2,56 \$	2,24 \$

Dans certains cas, les actions privilégiées dont il est question à la note 13 sont convertibles en actions ordinaires. Ces conversions ne sont pas incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action puisque la Société a la possibilité de régler l'opération en espèces plutôt qu'en actions.

18. ÉVENTUALITÉS, ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Éventualités

Le Groupe Investors et Mackenzie peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires, y compris des recours collectifs, dans le cours normal de leurs activités. Trois recours collectifs relatifs à des allégations d'opérations d'anticipation du marché visant des fonds communs de placement des sociétés ont été déposés. Le Groupe Investors et Mackenzie ont conclu des ententes de règlement en 2004 avec plusieurs organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières relativement à ces allégations. Bien qu'il soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence négative importante sur la situation financière consolidée de la Société.

Engagements

La Société devra verser les paiements annuels suivants en vertu de ses contrats de location-exploitation : 36,6 M\$ en 2006; 32,0 M\$ en 2007; 26,6 M\$ en 2008; 19,2 M\$ en 2009 et 36,5 M\$ en 2010 et par la suite.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des ententes prévoyant le versement d'indemnités à des tiers dans le cadre d'opérations telles que des cessions et des acquisitions d'entreprises, des prêts ou des opérations de titrisation. La Société a également accepté d'indemniser ses administrateurs et certains de ses dirigeants. La nature de ces ententes nous empêche de faire une évaluation raisonnable du montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser à des tiers, car les ententes ne fixent souvent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées. Par le passé, la Société n'a eu à verser aucun montant en vertu de ces ententes d'indemnisation.

19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société conclut des opérations avec La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la « Great-West »), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la « London Life ») et la Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la « Canada-Vie »), des filiales d'une société affiliée, Lifeco. Ces opérations ont lieu dans le cours normal de ses activités et ont été comptabilisées aux montants de change convenus.

En 2005 et en 2004, la Société a fourni certains services administratifs à la Great-West, membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power, et a reçu de cette même partie certains services administratifs. La Société distribue des produits d'assurance-vie et d'assurance-invalidité en vertu d'une entente de distribution avec la Great-West et la Canada-Vie et a reçu un montant de 37,2 M\$ (17,8 M\$ en 2004) en honoraires de distribution. La London Life distribue certains fonds communs de placement de la Société.

Au cours de 2005, la Société a vendu des prêts hypothécaires résidentiels à la Great-West et à la London Life pour un montant de 122,8 M\$ (76,9 M\$ en 2004).

La Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie »), une filiale de la Société, est partie prenante à une entente de compensation touchant une filiale en propriété exclusive de Mackenzie et une entité gérée par Mackenzie. En vertu de l'entente, les parties ont le droit juridique de régler sur une base nette certains actifs et passifs financiers entre apparentés et entendent le faire. Ces actifs et passifs, lesquels totalisaient néant au 31 décembre 2005 (3,7 G\$ en 2004), ont fait l'objet d'une compensation et, par conséquent, n'ont aucune incidence sur les bilans consolidés. Au cours de l'exercice, Mackenzie a gagné un revenu de placement de 3,0 M\$ (1,8 M\$ en 2004) et a engagé des intérêts débiteurs connexes de 3,0 M\$ (1,8 M\$ en 2004).

20. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs Groupe Investors et Mackenzie tirent des honoraires de l'exercice de leurs principales activités, qui sont liées essentiellement au placement, à la gestion et à l'administration de leurs fonds communs de placement. Ils tirent également des honoraires de la prestation de services de courtage. Les revenus gagnés à titre d'intermédiaire découlent principalement des actifs financés par des dépôts et des certificats, de même que des services de prêts hypothécaires et d'administration liés à ces prêts. De plus, le secteur Groupe Investors tire des honoraires de la distribution de produits d'assurance et reçoit une quote-part d'un bénéfice lié à son placement dans Lifeco.

Le secteur Activités internes et autres englobe essentiellement Investment Planning Counsel, le revenu de placement net lié aux investissements non attribués et les intérêts débiteurs sur la dette.

Les résultats des secteurs isolables reflètent les systèmes internes de la Société en matière de présentation de l'information financière.

	2005			
	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net				
Gestion	921 015 \$	691 324 \$	32 398 \$	1 644 737 \$
Administration	166 673	138 004	2 714	307 391
Distribution	113 778	33 961	64 605	212 344
Revenu de placement net et autres revenus	126 360	19 052	37 696	183 108
	1 327 826	882 341	137 413	2 347 580
Frais d'exploitation				
Commissions	326 496	339 934	60 041	726 471
Frais autres que les commissions	265 461	258 890	30 975	555 326
	591 957	598 824	91 016	1 281 797
Bénéfice avant les éléments suivants	735 869 \$	283 517 \$	46 397 \$	1 065 783
Intérêts débiteurs				90 425
Bénéfice avant impôts et part des actionnaires sans contrôle				975 358
Impôts sur les bénéfices				291 500
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle				683 858
Part des actionnaires sans contrôle				1 431
Bénéfice net				682 427 \$
Actifs identifiables	1 364 130 \$	2 197 908 \$	871 355 \$	4 433 393 \$
Écart d'acquisition	1 347 781	943 550	82 152	2 373 483
Total de l'actif	2 711 911 \$	3 141 458 \$	953 507 \$	6 806 876 \$

20. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2004

	GRUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net				
Gestion	830 273 \$	645 511 \$	15 873 \$	1 491 657 \$
Administration	156 293	140 498	2 821	299 612
Distribution	94 189	35 599	34 683	164 471
Revenu de placement net et autres revenus	123 322	15 841	24 168	163 331
	1 204 077	837 449	77 545	2 119 071
Frais d'exploitation				
Commissions	264 050	320 152	32 504	616 706
Frais autres que les commissions	273 766	255 651	14 839	544 256
	537 816	575 803	47 343	1 160 962
Bénéfice avant les éléments suivants	666 261 \$	261 646 \$	30 202 \$	958 109
Intérêts débiteurs				95 593
Bénéfice avant impôts et part des actionnaires sans contrôle				862 516
Impôts sur les bénéfices				264 969
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle				597 547
Part des actionnaires sans contrôle				1 151
Bénéfice net				596 396 \$
Actifs identifiables	1 324 433 \$	2 169 708 \$	607 479 \$	4 101 620 \$
Écart d'acquisition	1 346 245	923 590	101 756	2 371 591
Total de l'actif	2 670 678 \$	3 093 298 \$	709 235 \$	6 473 211 \$

21. ACQUISITION D'INVESTMENT PLANNING COUNSEL

Le 10 mai 2004, la Société a acquis 74,7 % des actions ordinaires en circulation d'Investment Planning Counsel, une société canadienne de services financiers. Les résultats de ses activités depuis cette date ont été inclus dans les états financiers consolidés.

Le prix d'acquisition global s'est élevé à 100,3 M\$, soit un montant de 75,9 M\$ en espèces, y compris les frais de transaction, et des actions ordinaires évaluées à 24,4 M\$. La valeur des 734 796 actions ordinaires émises a été déterminée selon le cours moyen pondéré des actions de la Société au cours de la période de deux jours avant et après la date à laquelle les conditions de l'acquisition ont été convenues et annoncées.

Le tableau suivant résume la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition.

Juste valeur des actifs acquis	
Espèces et quasi-espèces	12 035 \$
Commissions de vente reportées	7 837
Impôts futurs	2 541
Autres actifs	27 135
Contrats de gestion	17 147
Contrats de distribution	24 421
	91 116
Moins la juste valeur des passifs pris en charge	
Dépôts	20 564
Autres passifs	50 050
Dettes à long terme	23 044
	93 658
Juste valeur des actifs nets acquis	(2 542)
Écart d'acquisition	102 814
Total de la contrepartie d'acquisition	100 272 \$

Des coûts de résiliation de contrats d'un montant de 26,7 M\$, qui ont été payés au cours du deuxième trimestre de 2004, et d'autres frais de restructuration d'un montant de 5,5 M\$ relatifs à l'acquisition sont constatés au poste Autres passifs à titre de charges à payer.

Données trimestrielles

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2005				2004			
	4	3	2	1	4	3	2	1
Revenu tiré des honoraires et revenu de placement net								
Gestion	427 109 \$	420 516 \$	406 462 \$	390 650 \$	383 190 \$	371 686 \$	371 701 \$	365 080 \$
Administration	78 029	74 481	75 396	79 485	71 588	74 228	75 768	78 028
Distribution	55 846	53 406	49 756	53 336	46 196	44 448	38 892	34 935
Revenu de placement net et autres	47 341	38 594	47 548	49 625	47 093	36 756	37 121	42 361
Total du revenu tiré des honoraires et du revenu de placement net	608 325	586 997	579 162	573 096	548 067	527 118	523 482	520 404
Frais d'exploitation								
Commissions	189 499	183 491	177 865	175 616	163 777	155 305	153 802	143 822
Frais autres que les commissions	141 202	135 611	135 727	142 786	154 210	126 553	126 692	136 801
Intérêts débiteurs	22 749	22 746	22 557	22 373	24 100	23 889	23 707	23 897
Total des frais d'exploitation	353 450	341 848	336 149	340 775	342 087	305 747	304 201	304 520
Bénéfice avant les éléments suivants	254 875	245 149	243 013	232 321	205 980	221 371	219 281	215 884
Impôts sur les bénéfices	77 467	68 365	74 498	71 170	63 470	66 969	66 535	67 995
	177 408	176 784	168 515	161 151	142 510	154 402	152 746	147 889
Part des actionnaires sans contrôle	162	229	584	456	420	571	160	–
Bénéfice net								
Conformément aux PCGR	177 246 \$	176 555 \$	167 931 \$	160 695 \$	142 090 \$	153 831 \$	152 586 \$	147 889 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les PCGR¹⁾								
Bénéfice net ajusté (non défini par les PCGR)	177 246 \$	176 555 \$	167 931 \$	160 695 \$	161 271 \$	153 831 \$	152 586 \$	147 889 \$
Indemnité versée aux porteurs de parts, déduction faite des impôts	–	–	–	–	(19 181)	–	–	–
Bénéfice net (PCGR)	177 246 \$	176 555 \$	167 931 \$	160 695 \$	142 090 \$	153 831 \$	152 586 \$	147 889 \$
Bénéfice dilué par action (e)								
Conformément aux PCGR	66	66	63	60	53	58	57	56
Bénéfice par action, montant ajusté	66	66	63	60	61	58	57	56
Dividendes par action (e)	34,5	34,5	32,25	32,25	30,0	30,0	27,5	27,5

DONNÉES STATISTIQUES (en M\$)

Fonds communs de placement

Groupe Investors								
Ventes	1 377 \$	1 205 \$	1 254 \$	1 652 \$	1 102 \$	995 \$	1 064 \$	1 561 \$
Taux de rachat (%) – total	10,0	10,4	10,5	10,5	10,6	10,7	11,2	12,0
– fonds à long terme	8,7	9,1	9,1	9,1	9,1	9,2	9,6	10,2
Ventes nettes (rachats nets)	254	56	40	428	(46)	(51)	(71)	386
Actif géré	50 701	49 045	46 922	45 508	44 510	42 296	42 536	42 675
Corporation Financière Mackenzie								
Ventes	2 183	1 721	1 894	2 277	1 694	1 438	1 633	2 021
Taux de rachat (%) – total	17,6	17,8	17,6	17,2	16,9	16,9	16,9	17,2
– fonds à long terme	14,8	15,1	14,7	14,3	13,8	13,7	13,5	13,2
Ventes nettes	512	110	207	346	123	110	219	343
Actif géré	41 592	40 215	38 949	38 189	37 298	34 979	35 847	35 383
Investment Planning Counsel²⁾								
Ventes	90	91	94	132	98	90	71	–
Taux de rachat (%) – total	10,2	10,9	10,7	10,8	10,5	9,5	9,6	–
– fonds à long terme	9,7	10,3	9,9	9,6	9,5	8,3	8,2	–
Ventes nettes	51	48	55	83	52	60	49	–
Actif géré	1 858	1 772	1 679	1 580	1 497	1 359	1 326	–
Actif géré combiné³⁾	94 116	90 996	87 514	85 245	83 273	78 605	79 680	78 058
Assurance en vigueur (capital nominal)	37 024	36 368	36 029	36 411	35 897	35 217	34 513	33 012
Opérations sur titres – actif administré	7 320	7 476	7 615	7 405	7 107	6 618	6 626	5 925
Prêts hypothécaires administrés	6 003	5 909	5 874	5 911	6 010	6 102	6 217	6 327
Dépôts et certificats	693	685	701	741	711	669	713	742
Actif de la Société	6 807	6 705	6 591	6 548	6 473	6 548	6 456	6 338
Conseillers du Groupe Investors	3 668	3 560	3 537	3 503	3 496	3 391	3 207	3 219

¹⁾ Se reporter à la page 23 du rapport de gestion pour une explication relative à l'utilisation de mesures financières non définies par les PCGR par la Société.

²⁾ À compter de la date d'acquisition.

³⁾ Montant ajusté pour tenir compte des actifs intersectoriels.

Rétrospective sur dix ans

ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DES RÉSULTATS

Pour les exercices terminés les 31 décembre						% SUR		% SUR		% SUR		
<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>						5 ANS		10 ANS		10 ANS		
	2005	2004	2003	2002	2001	TCAC ⁽¹⁾	2000	1999	1998	1997	1996	TCAC ⁽¹⁾
Revenu tiré des honoraires	2 164 472	1 955 740	1 714 373	1 813 205	1 626 934	15,0	1 075 504	939 656	864 445	730 819	544 375	17,4
Revenu de placement net	183 108	163 331	159 808	126 510	133 515	8,5	121 604	86 782	73 730	71 031	69 101	13,0
	2 347 580	2 119 071	1 874 181	1 939 715	1 760 449	14,4	1 197 108	1 026 438	938 175	801 850	613 476	17,0
Frais d'exploitation	1 372 222	1 256 555	1 050 722	1 133 066	1 176 427	14,7	690 398	612 300	614 004	552 454	434 643	15,0
	975 358	862 516	823 459	806 649	584 022	14,0	506 710	414 138	324 171	249 396	178 833	20,7
Gain de dilution	-	-	14 820	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bénéfice avant les éléments suivants	975 358	862 516	838 279	806 649	584 022	14,0	506 710	414 138	324 171	249 396	178 833	20,7
Impôts sur les bénéfices	291 500	264 969	299 198	317 401	252 474	5,6	222 418	178 525	135 827	101 884	61 331	19,0
	683 858	597 547	539 081	489 248	331 548	19,2	284 292	235 613	188 344	147 512	117 502	21,5
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts	-	-	-	-	71 969	-	267	-	-	-	-	-
	683 858	597 547	539 081	489 248	259 579	19,2	284 025	235 613	188 344	147 512	117 502	21,5
Activités abandonnées	-	-	-	1 811	116	-	-	-	-	-	-	-
	683 858	597 547	539 081	491 059	259 695	19,2	284 025	235 613	188 344	147 512	117 502	21,5
Part des actionnaires sans contrôle	1 431	1 151	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net												
Conformément aux PCGR	682 427	596 396	539 081	491 059	259 695	19,2	284 025	235 613	188 344	147 512	117 502	21,5
Bénéfice net ajusté ⁽²⁾	682 427	615 577	533 563	491 059	392 637	19,1	284 292	235 613	188 344	147 512	117 502	21,5
Bénéfice dilué par action (\$)												
Conformément aux PCGR	2,56	2,24	2,03	1,85	1,05	13,8	1,35	1,12	0,89	0,70	0,56	18,7
Bénéfice par action, montant ajusté ⁽²⁾	2,56	2,31	2,01	1,85	1,58	13,7	1,35	1,12	0,89	0,70	0,56	18,6
Dividendes par action (¢)	134	115	99	86	73	17,0	61	49	38	30	25	21,9
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (%)												
Conformément aux PCGR	20,0	19,1	19,1	19,2	16,7	-	28,1	26,4	23,8	21,1	18,8	-
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, montant ajusté ⁽²⁾	20,0	19,8	18,9	19,2	19,6	-	28,1	26,4	23,8	21,1	18,8	-
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)												
- de base	264 573	264 431	263 915	263 487	247 093	-	210 012	210 854	211 396	211 383	211 370	-
- dilué	266 609	266 010	265 174	264 873	247 932	-	210 870	210 854	211 396	211 383	211 370	-
Cours de clôture des actions	46,12	36,64	31,05	26,75	25,50	12,2	25,95	20,60	26,40	22,60	13,50	18,7

Inclut Mackenzie à compter de la date d'acquisition (le 20 avril 2001). Inclut Investment Planning Counsel à compter de la date d'acquisition (le 10 mai 2004).

¹⁾ Taux de croissance annuel composé.

²⁾ Mesures financières non définies par les PCGR – Les éléments exclus font référence à ce qui suit :

2004 – Indemnité versée aux porteurs de parts tel qu'il est indiqué à la page 23 du rapport de gestion.

2003 – Gain de dilution, contre-passation des frais de restructuration et impôts sur les bénéfices hors caisse tel qu'il est indiqué à la page 23 du rapport de gestion.

2001 et 2000 – Amortissement de l'écart d'acquisition et frais de restructuration liés à Mackenzie.

Rétrospective sur dix ans

DONNÉES STATISTIQUES

Pour les exercices terminés les 31 décembre						% SUR						% SUR
(en M\$)	2005	2004	2003	2002	2001	5 ANS	2000	1999	1998	1997	1996	10 ANS
						TCAC ¹⁾						TCAC ¹⁾
Fonds communs de placement												
Groupe Investors												
Ventes	5 488	4 722	4 021	4 916	6 027	(4,9)	7 053	5 915	6 296	6 513	5 031	4,7
Taux de rachat (%)												
– total	10,0	10,6	12,8	12,6	11,6	–	14,0	11,9	10,0	9,9	11,6	–
– fonds à long terme	8,7	9,1	10,7	10,2	9,6	–	11,7	9,8	8,3	8,2	9,5	–
Ventes nettes (rachats nets)	778	218	(839)	(109)	1 031	n. s.	976	1 370	2 887	3 522	2 361	n. s.
Actif géré	50 701	44 510	40 904	37 588	41 644	2,6	44 498	40 650	36 064	32 248	25 912	9,6
Mackenzie²⁾												
Ventes	8 075	6 786	5 282	5 998	3 454	–	–	–	–	–	–	–
Taux de rachat (%)												
– total	17,6	16,9	17,3	17,6	16,7	–	–	–	–	–	–	–
– fonds à long terme	14,8	13,8	13,0	11,9	11,6	–	–	–	–	–	–	–
Ventes nettes (rachats nets)	1 175	795	(69)	288	24	–	–	–	–	–	–	–
Actif géré	41 592	37 298	33 770	30 860	33 400	–	–	–	–	–	–	–
Investment Planning Counsel												
Ventes	407	259	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Taux de rachat (%)												
– total	10,2	10,5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
– fonds à long terme	9,7	9,5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Ventes nettes (rachats nets)	237	161	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actif géré	1 858	1 497	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actif des fonds communs de placement géré combiné³⁾												
Assurance en vigueur (capital nominal)	94 116	83 273	74 674	68 448	75 044	16,2	44 498	40 650	36 064	32 248	25 912	16,6
Opérations sur titres –	37 024	35 897	31 307	27 546	24 374	12,1	20 876	18 086	14 548	12 279	10 327	14,9
– actif administré	7 320	7 107	5 785	4 938	4 104	22,6	2 646	1 471	590	316	128	–
Prêts hypothécaires administrés	6 003	6 010	6 425	6 938	7 659	(3,4)	7 147	7 569	8 144	4 157	4 145	4,3
Dépôts et certificats	693	711	729	709	671	25,6	219	307	372	488	986	(4,0)
Actif de la Société	6 807	6 473	6 292	5 987	6 122	27,9	1 985	1 812	1 799	1 765	1 959	13,6
Conseillers du Groupe Investors	3 668	3 496	3 223	3 324	3 409	1,0	3 483	3 626	3 774	3 507	3 187	1,9

Inclut Mackenzie à compter de la date d'acquisition (le 20 avril 2001). Inclut Investment Planning Counsel à compter de la date d'acquisition (le 10 mai 2004).

¹⁾ Taux de croissance annuel composé.

²⁾ Activités liées aux fonds communs de placement du Canada seulement.

³⁾ Montant ajusté pour tenir compte des actifs intersectoriels.

Conseil d'administration et hauts dirigeants

Conseil d'administration



Robert Gratton
Président du conseil
Société financière IGM Inc.

James W. Burns, O.C. ^(1,3)
Administrateur honoraire
Power Corporation du Canada

André Desmarais, O.C. ^(1,4,5)
Président et cochef de la direction
Power Corporation du Canada

Paul Desmarais, Jr., O.C. ^(1,4,5)
Président du conseil et cochef de la direction
Power Corporation du Canada

Robert Gratton ^(1,4,5)
Président du conseil
Société financière IGM Inc.
Président du conseil
Corporation Financière Power

Daniel Johnson ^(1,4)
Avocat-conseil
McCarthy Tétrault

Le très honorable
Donald F. Mazankowski, O.C., C.P. ^(1,2,4)
Administrateur de sociétés

John S. McCallum ^(2,3)
Professeur de finance
Université du Manitoba

Raymond L. McFeetors
Président et chef de la direction
Great-West Lifeco Inc.

R. Jeffrey Orr ^(1,4,5)
Président et chef de la direction
Corporation Financière Power

Roy W. Piper ^(2,3,5)
Agriculteur autonome

Michel Plessis-Bélair, FCA ^(1,4)
Vice-président du conseil et chef
des services financiers
Power Corporation du Canada

Susan Sherk ^(1,3,5)
Associée principale en environnement humain
AMEC plc.

Charles R. Sims ⁽¹⁾
Coprésident et chef de la direction
Société financière IGM Inc.
Président et chef de la direction
Corporation Financière Mackenzie

Murray J. Taylor ⁽¹⁾
Coprésident et chef de la direction
Société financière IGM Inc.
Président et chef de la direction
Groupe Investors Inc.

Gérard Veilleux, O.C., D.U. ⁽³⁾
Président
Power Communications Inc.

Administrateur honoraire
L'honorable Paul Desmarais, C.P., C.C.

Hauts dirigeants

Charles R. Sims
Coprésident et chef de la direction

Murray J. Taylor
Coprésident et chef de la direction

Gregory D. Tretiak
Vice-président exécutif
et chef des services financiers

W. Sian Burgess
Vice-président principal, chef du contentieux
et secrétaire

Comités

1. Comité de direction
Président : R. Jeffrey Orr
2. Comité de vérification
Président :
Le très honorable
Donald F. Mazankowski, O.C., C.P.
3. Comité des politiques générales
Présidente : Susan Sherk
4. Comité des stratégies de placement
Président : R. Jeffrey Orr
5. Comité de rémunération
Président : R. Jeffrey Orr

Renseignements aux actionnaires

Siège social

447 Portage Avenue
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3B6
Téléphone : (204) 943-0361
Télécopieur : (204) 947-1659

Vérificateurs

Deloitte & Touche s.r.l.

Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Société de fiducie
Computershare du Canada
Téléphone : 800 564-6253
service@computershare.com
Télécopieur : 888 453-0330
600, 530-8th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3S8

Suite 2008, Purdy's Wharf Tower II
1969 Upper Water Street
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3R7

1500, rue University, 7^e étage
Montréal (Québec) H3A 3S8

100 University Avenue,
11th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

510 Burrard Street, 2nd Floor
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6C 3B9

1190-201 Portage Avenue
Winnipeg (Manitoba) R3B 3K6

Inscription en Bourse

Bourse de Toronto

Les actions de la Société financière IGM Inc. sont cotées à la Bourse de Toronto, sous les symboles boursiers suivants :
Actions ordinaires : IGM
Actions privilégiées de premier rang, série A : IGM.PR.A

Communications avec les analystes

Pour obtenir de plus amples renseignements financiers sur la Société, communiquez avec :
Gregory D. Tretiak,
Vice-président exécutif et chef des services financiers
Téléphone : (204) 956-8748
Télécopieur : (204) 956-1446
greg.tretiak@investorsgroup.com

Renseignements aux actionnaires

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, communiquez avec :
Donna L. Janovcik,
Secrétaire générale adjointe
Téléphone : (204) 956-8532
Télécopieur : (204) 949-9594
corpsec@investorsgroup.com

If you wish to receive an English language version of this annual report, please contact IGM Financial Inc.'s Secretary, 447 Portage Avenue, Winnipeg (Manitoba) R3C 3B6

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle des actionnaires de la Société financière IGM Inc. aura lieu au Roy Thomson Hall, situé au 60 Simcoe Street, Toronto (Canada), le vendredi 5 mai 2006 à 11 h, heure normale de l'Est.

Sites web

Visitez nos sites Web, aux adresses suivantes :
www.igmfincial.com
www.groupeinvestors.com
www.mackenziefinancial.com
www.ipcc.ca

Société financière IGM Inc. fait partie du groupe d'entreprises de la Corporation Financière Power.

^{MC} *Marques de commerce de Société financière IGM Inc. Utilisation sous licence par ses filiales.*

* *Marques de commerce de la Corporation Financière Mackenzie ou de ses filiales, utilisées avec leur autorisation.*

Investment Planning Counsel est une marque de commerce d'Investment Planning Counsel Inc. utilisée avec son autorisation.

† *Solutions Bancaires est une marque de commerce de la Corporation Financière Power. Utilisation sous licence par la Banque Nationale du Canada. Les produits et services Solutions Bancaires sont fournis par la Banque Nationale du Canada. Morningstar et les cotes Morningstar sont des marques de commerce de Morningstar Research Inc. Les Billets de dépôt protégés ArMADA et la Catégorie de rendement sont des marques de commerce de La Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée utilisées avec son autorisation.*

« Rapport annuel 2005 de Société financière IGM Inc. » © Société financière IGM Inc. 2006

Financière
IGM

 **Groupe
Investors™**

Mackenzie 
PLACEMENTS*

 **Investment
Planning Counsel™**
SOLUTIONS FINANCIÈRES PENDANT LA VIE